

Cité

États-Unis et Europe :



les liaisons dangereuses

Dossier réalisé avec la participation de :

Catherine DURANDIN ♦ Olivier de MAISON ROUGE ♦ Marie-Christine BONZOM
Dominique DECHERF ♦ Frédéric FARAH ♦ Augustin BELLOC ♦ Olivier AMIEL



Revue d'idées fondée en 1982

Nouvelle collection – N° 6

ISSN : 0756-3205

Novembre 2024

Publication semestrielle

Comité de rédaction

Philippe ARONDEL – Augustin BELLOC – Pierre BONNAY

Frédéric FARAH – ALOÏS LANG-ROUSSEAU

Ella MICHELETTI – Pierre-Henri PAULET

Rédacteur en chef : Pierre-Henri PAULET

Secrétaire de rédaction : Ella MICHELETTI

CONTACT ET RÉSEAUX SOCIAUX

Courriel : revue.cite@gmail.com

Site Internet : revuecite.fr

Adresse : Revue *Cité* / IFCCE

Facebook : <https://www.facebook.com/LaRevueCite>

36-38, rue Sibuet

Twitter : @LaRevueCité

Bloc C – B.A.L. 13

75012 PARIS

LA REVUE *CITÉ*

États-Unis et
Europe : les liaisons
dangereuses

2024/2

Sommaire

du numéro 2024/2

Éditorial	6
-----------------	---

DOSSIER : ÉTATS-UNIS ET EUROPE : LES LIAISONS DANGEREUSES

Dominique DECHERF – <i>L'Europe vue du Queens</i>	10
Marie-Christine BONZOM – « <i>Les Américains croient de moins en moins au mythe du Rêve américain</i> »..	14
Augustin BELLOC – <i>Le sentiment anti-européen aux États-Unis : de l'histoire à la politique</i> ..	29
Catherine DURANDIN – « <i>Sans l'OTAN, les pays européens sont incapables d'intervenir militairement</i> » ...	34
Olivier DE MAISON ROUGE – <i>L'extraterritorialité : la machine de guerre extrajudiciaire des États-Unis d'Amérique</i>	46
Olivier AMIEL – « <i>Les deux Amérique de l'ultra-conservatisme et du wokisme sont exportées dans les sociétés occidentales</i> »	55
Frédéric FARAH – <i>Un dollar contesté mais toujours dominant</i>	60

MAGAZINE

Essais	68
International.....	68
Société.....	71
Politique & institutions	73
Nos auteurs chez les libraires : Entretien avec Frédéric FARAH à propos de son livre <i>No Frexit</i>	82
Une œuvre à découvrir : <i>Hartmunt Rosa. De l'aliénation à la résonance</i> , par ELLA MICHELETTI	85
Arts.....	97
Littérature.....	97
Musique.....	99
Cinéma.....	100
Exposition.....	102
Hors des sentiers battus : <i>Une jeunesse sous les radars (Partie 2)</i> , par David LANGLOIS-MALLET...	105

Tous un peu Américains ?

À l'heure où paraît ce second numéro de l'année 2024, les urnes ont parlé de l'autre côté de l'Océan Atlantique. Une fois encore, la campagne présidentielle américaine été abondamment couverte en France et ailleurs en Europe, comme si notre destin tenait entre les mains des électeurs américains. Le contient qui a engendré par l'émigration la naissance de cette nation appelée à devenir les États-Unis d'Amérique ne se préoccupe pas de l'avenir des « USA » comme un parent de celui de son enfant ; il s'en soucie plutôt comme s'il en était lui-même le rejeton mineur non émancipé. Nous sommes tous un peu Américains – souvent à notre corps défendant – parce que nos vies ont été imprégnées du consumérisme américain... Embellies aussi par l'extraordinaire puissance créatrice de la scène musicale, de la littérature et du cinéma américains... Nous confessons un attrait pour le fameux « Rêve américain » – dont il sera notamment question dans les pages qui suivent – tout en admettant volontiers notre dépendance problématique à ces États-Unis propulsés grande puissance hégémonique il y a trente ans, au sortir de la Guerre froide. Une

dépendance militaire d'abord, le « parapluie otanien » étant plus que jamais à l'œuvre dans une Europe qui connaît à nouveau un conflit armé sur son sol. Une dépendance commerciale et économique ensuite, qui implique que notre propre croissance dépende en partie des indicateurs américains. Une dépendance intellectuelle certainement, tant il nous est difficile de penser le monde d'une manière significativement différente de celle de nos lointains cousins.

Américains et Européens sont des alliés ; le sacrifice des premiers sur les plages de Normandie et de Provence pour libérer les seconds du joug nazi en 1944 s'inscrit durablement dans la mémoire des peuples et nourrit toujours une affection collective. Mais Américains et Européens sont aussi des rivaux. Intériorisée, rarement assumée, cette rivalité frappe pourtant les observateurs qui se penchent sur la géostratégie de Washington, qu'il s'agisse de la préservation d'intérêts diplomatiques ou commerciaux. Aussi, il semblait tout naturel à *Cité* d'aborder dans le contexte des élections américaines de novembre 2024 les relations complexes, chargées d'ambiguïtés, établies entre les États-Unis et l'Europe. Si nous les évoquons avec, déjà, un ample recul sur leur nature et leur intensité, c'est bien que ces « liaisons

dangereuses » sont une réalité ancrée, qu'elles préexistent par conséquent au retour dans le bureau ovale d'un président réputé « hostile » à l'Europe, tout du moins peu préoccupé de stimuler les liens d'amitiés transatlantiques. Il ne faut guère chercher loin dans l'histoire contemporaine pour découvrir que les sujets de tension entre Européens et Américains sont monnaie courante, sous administration démocrate comme républicaine à la Maison Blanche, et que, somme toute, l'élection de Donald Trump ne fera pas particulièrement passer de la lumière radieuse aux ténèbres angoissantes.

Si nous sommes tous fascinés par les États-Unis, nous les connaissons bien mal. Certes, les modes intellectuelles américaines finissent toujours par déferler sur l'Europe, mais nous en oublions trop souvent qu'elles se forgent dans une société différente de la nôtre, assise sur une histoire et des imaginaires autres. Qu'il s'agisse de comprendre les ressorts du vote Trump et du vote Harris ou les grandes orientations de la politique internationale des États-Unis, le regard des experts demeure indispensable, quand bien même l'objet nous apparaît faussement familier.

À événement spécial, numéro spécial. Le dossier proposé à nos lecteurs bénéficie d'une préface du diplomate Dominique Decherf, ancien consul de France à Chicago, rédigée au lendemain du vote du 5 novembre. La parole est ensuite donnée

à la journaliste et politologue Marie-Christine Bonzom pour l'anatomie de cette Amérique dans laquelle a triomphé Donald Trump (312 grands électeurs sur 538 et 75,1 millions de voix), une Amérique divisée et désillusionnée sur les chances individuelles de réussite et de promotion sociale. Une Amérique dont l'image s'est, par ailleurs, dégradée à l'extérieure de ses propres frontières... Mais qu'en est-il à l'inverse du point de vue des Américains sur l'étranger, et singulièrement sur l'Europe ? Augustin Belloc aborde la persistance d'un sentiment européen aux origines très anciennes et qui alimente toujours les courants politiques conservateurs. Cela n'empêche pas les États-Unis, membre principal et essentiel de l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord (OTAN), d'assurer la protection militaire des Européens. Ainsi que le relève l'historienne Catherine Durandin, l'OTAN est devenue un véritable « *mastodonte militaro-industriel* » que les Américains, en dépit des avertissements lancés par leur 45^e et désormais 47^e président, ne sont pas sérieusement prêts à remettre en question. S'ils sont militairement alliés, États-Unis et pays européens jouent pourtant leur propre partition dans le grand orchestre du marché mondiale. Pas toujours avec un irréprochable *fair-play*... La contribution d'Olivier de Maison Rouge, avocat d'affaires et spécialiste du droit de l'intelligence économique, nous fait ainsi découvrir le concept de *lawfare* et les

ressorts de l'extraterritorialité du droit commercial américain, subterfuge juridique qui permet aux États-Unis d'intervenir – sous-couvert de lutte contre la corruption – dans certaines opérations commerciales, peu importe si les sociétés concernées battent ou non pavillon « allié ». Par contraste avec l'agressivité juridique dont peuvent faire preuve les États-Unis dans la préservation de leurs intérêts économiques, le *soft power* est toujours privilégié en matière culturelle. L'entretien avec l'essayiste et romancier Olivier Amiel aborde, à travers l'exemple du football américain, la diffusion actuelle dans le monde occidental de deux courants d'influences contradictoires, l'ultra-conservatisme et le wokisme. Enfin, le glissement vers un monde multipolaire pourrait avoir pour première conséquence le recul du dollar comme monnaie de référence. L'économiste Frédéric Farah relativise toutefois la portée de ce phénomène. À défaut d'un euro capable de s'imposer comme une monnaie mondiale, le dollar demeure la référence qu'il est resté depuis la fin des accords de Bretton Woods.

*

* *

Ce 6^e numéro de la nouvelle collection de *Cité*, marquera également un tournant dans l'histoire de la revue. Les trois années écoulées depuis la relance du titre auront permis à son équipe de proposer des thématiques d'actualité variées en recherchant, toujours, les contributeurs les plus qualifiés. À compter du prochain opus, à paraître au premier semestre 2025, *Cité* explorera dans toutes ses dimensions la thématique européenne, abordant ainsi les cultures, les enjeux géopolitiques, les modèles de coopération et l'avenir de l'organisation du continent. Si l'objet de la publication et ses auteurs se renouvellent, la même exigence de qualité et d'originalité présidera toujours à ses destinées !

Pierre-Henri Paulet

Rédacteur en chef de Cité.

† Ce numéro est dédié à la mémoire de
Patrice Le Roué (1956-2024), directeur de la
rédaction et de la publication de *Cité*.

États-Unis et Europe : les liaisons dangereuses



AVEC l'élection de Donald Trump, les dirigeants européens s'inquiètent de probables dissensions à venir entre le Vieux continent et le Nouveau Monde... Alliés et partenaires issus de la grande « famille » des démocraties occidentales, les États-Unis d'Amérique et les États européens ne vivent pourtant pas une idylle sans orage ni ambiguïté. À travers ce dossier, Cité tente de nuancer les relations transatlantiques en matière diplomatique commerciale, économique et culturelle, intenses mais teintées de défiance. ♦

Préface de Dominique Decherf :

L'Europe vue du Queens [p. 10]

Grand entretien avec Marie-Christine Bonzom :

« Les Américains croient de moins en moins au mythe du Rêve américain » [p. 14]

Analyse d'Augustin Belloc :

Le sentiment anti-européen aux États-Unis : de l'histoire à la politique [p. 29]

Grand entretien avec Catherine Durandin :

« Sans l'OTAN, les pays européens sont incapables d'intervenir militairement » [p. 34]

Analyse d'Olivier de Maison Rouge :

L'extraterritorialité : la machine de guerre extrajudiciaire des États-Unis d'Amérique [p. 46]

Entretien avec Olivier Amiel :

« Les deux Amériques de l'ultra-conservatisme et du wokisme sont exportées dans les sociétés occidentales » [p. 55]

Analyse de Frédéric Farah :

Un dollar contesté mais toujours dominant [p. 60]



Par Dominique Decherf

Diplomate, ancien consul général de France à Chicago et ancien Harvard Fellow

La principale conclusion des élections américaines du 5 novembre 2024 aura été le basculement de la population hispanique du côté de Donald Trump. La proportion de ceux qui ont voté pour le candidat républicain a progressé de dix points depuis 2020 : 45% de l'électorat dit latino vote désormais à droite. Cela veut dire que Trump l'a emporté non plus seulement dans l'entre-deux « rouge » (couleur du Parti républicain), entre les deux côtes, mais qu'il a réduit d'autant la majorité démocrate dans les régions bleues, la côte atlantique, et à un moindre degré la côte pacifique. Pour la première fois depuis longtemps, le vote républicain n'est plus marginal dans les bastions « libéraux » New Yorkais (l'État du New Jersey devient un « swing state ») et perce en Nouvelle-Angleterre (New Hampshire, également en balance).

10

On oublie que Trump est un New-Yorker. Il est né dans le district de Queens où son père d'origine allemande avait fait fortune dans l'immobilier. Lui-même n'a jamais rêvé que de s'imposer à Manhattan, la Trump Tower étant sa marque de fabrique. Queens était un quartier de second rang, Manhattan est la marque de la réussite sociale qu'il a recherchée toute sa vie. En 2016, Trump ne récoltait que 22 % des suffrages dans le Queens, 27 % en 2020, 37 % en 2024. Le quartier est aujourd'hui peuplé d'Asiatiques. Trump progresse aussi dans le quartier voisin plus populaire du Bronx, à forte proportion hispanique, et à Brooklyn-sud (Chinois et Juifs orthodoxes). Sur l'ensemble de la ville de New York, il fait 30,5 % des voix, pourcentage jamais atteint par un candidat républicain depuis longtemps.

L'homme que l'on associe plus volontiers à sa prestigieuse résidence de milliardaire à Mar-a-Lago au sud de la Floride est certes un nationaliste, MAGA (*Make America Great Again*), un unilatéraliste plus qu'un isolationniste, mais il reste un Européen. Non pas

certaines au sens du plan Marshall, de l'anticommunisme et de l'Alliance atlantique, des années d'après Seconde Guerre mondiale, qui avaient induit Washington à prôner une Union de l'Europe occidentale et à porter sur les fonts baptismaux le Marché Commun et tout ce qui s'ensuit. Mais un Européen au sens d'une quatrième Rome, d'une Amérique reprenant l'héritage européen abandonné par les Européens eux-mêmes demeurés sur le continent, attardés, corrompus, comme le rappelle justement dans ce numéro Augustin Belloc, une sorte de nouvelle Europe, la vieille Europe s'étant déconsidérée, mourante, suicidée.

Européen, il l'est par rapport aux autres : Joe Biden avait beau mettre en avant ses origines irlandaises et catholiques, comme John Fitzgerald Kennedy – JFK – (mais celui-ci avait combattu dans le Pacifique et rejetait le prisme « vieil-européen » de son père, ambassadeur « apaiseur » à Londres dans les années 1930), le Parti démocrate regardait ailleurs depuis longtemps, basant sa stratégie électorale sur l'addition des minorités (ethniques, « jeunes », mais aussi genrées et sexuelles) et réorientée d'Est en Ouest, de New York vers la Californie (le thème de « la nouvelle frontière » date de JFK), et, à l'extérieur, de la vieille Europe vers l'Asie-Pacifique. C'est le démocrate Barack Obama qui a le plus ouvertement initié ce « pivotement » vers l'Asie. Élevé par sa grand-mère à Hawaï, éduqué un temps avec sa mère en Indonésie, redécouvrant sur le tard sa cousine kényane, il avait fort peu de références européennes. Qui a pu penser que la fille d'une « immigrée » indienne du Tamil-Nadu, née, éduquée et ayant fait toute sa carrière à San Francisco, ait une perspective plus européenne que son concurrent ? On a mis en avant l'europhobie de son possible secrétaire d'État, Philip Gordon, familier des cercles de chercheurs parisiens. On avait dit la même chose du secrétaire d'État de Biden, Anthony Blinken, qui avait passé son bac à Paris. Il n'en fut rien.

Trump a aussi le mérite d'avoir circonscrit les néo-conservateurs qui, venus de la gauche, avaient cannibalisé le Parti républicain sous George W. Bush. C'est sous sa présidence que la crise franco-américaine a été la plus vive en 2003 après le discours de Villepin à l'ONU rejetant l'interventionnisme en Irak. Le monde, Américains compris, reconnaît aujourd'hui que Chirac avait raison. Quand on parle de la transformation du Parti républicain trumpisé, c'est bien de la mise à l'écart de ces courants bellicistes que

« Quand on parle de la transformation du Parti républicain trumpisé, c'est bien de la mise à l'écart des courants bellicistes que l'on parle, dont l'un de ses "intellectuels" alors en vogue, Robert Kagan, avait opposé l'Amérique de Mars à l'Europe de Vénus »

l'on parle, dont l'un de ses « intellectuels » alors en vogue, Robert Kagan (mari de la funeste Victoria Nuland, secrétaire d'État adjointe jusqu'à récemment, initiatrice de l'interventionnisme américain en Ukraine depuis 2004), avait opposé l'Amérique de Mars à l'Europe de Vénus. Le vice-président-élu, J. D. Vance, en est l'exact opposé. Or, entre une désescalade prônée par ce dernier et les deux-tiers des Américains et une escalade brandie par de nouveaux néo-cons qui ont regagné le camp démocrate depuis la boue-feu Hillary Clinton en 2016 (Robert Kagan) et depuis 2020 Liz Cheney (fille du vice-président de Bush, Dick Cheney, artisan de la guerre en Irak), quelle est la formule la plus « européenne » (*sic*) pour l'Ukraine ?

La base électorale du Grand Old Party (GOP), le Parti républicain, ainsi élargie par l'entrée de plus nombreux représentants des communautés hispaniques, de mieux en mieux intégrées au sein de la majorité blanche dont se revendiquent la majorité des latino-américains lors des recensements décennaux, est la contrepartie de l'échec flagrant de la stratégie électorale démocrate sur le moyen terme. Les « pundits » ou experts de ce côté n'ont pas réalisé que les immigrants une fois établis n'avaient de cesse que de s'intégrer à la société américaine, de gravir l'échelle sociale, de s'aligner sur les valeurs de la classe moyenne, et, au-delà de la solidarité naturelle envers les siens, se sentiraient les premiers menacés par de nouvelles vagues d'immigration, concurrencés sur l'emploi et les salaires. Le rêve américain et ses limites sont particulièrement bien illustrés par l'entretien avec Marie-Christine Bozom.

La priorité donnée par Donald Trump à ce sujet n'est pas dirigée contre l'Europe et ne le distingue pas de celle-ci. Elle pousserait au contraire la Maison Blanche à se rapprocher des Européens sur cette problématique commune, et réciproquement. On rappelle à cet égard la « doctrine Monroe » (Du nom, non pas de Marilyn mais du cinquième président des États-Unis, James Monroe) qui visait à faire des deux hémisphères une région soustraite à l'interventionnisme européen. Définie en 1823, au moment des indépendances des territoires des empires espagnol et portugais et des velléités d'ingérence françaises et britanniques, alors que la république américaine vivait ses premières années, cette doctrine est un élément fondateur. Le renouveau d'une politique hémisphérique, qui a été largement abandonnée par Biden/Harris, et surtout Harris, car c'est un domaine traditionnellement confié au vice-président, devrait intéresser plusieurs États européens qui y restent actifs (l'Espagne au premier chef). Elle rentre encore dans le cadre historiquement européen de la relation transatlantique, même s'il s'agit de l'Atlantique sud. Les États les plus « européens » au Sud, Argentine et Chili, seront dans le viseur de Washington sous Trump.

Les nationaux-conservateurs qui se sont substitués aux néo-conservateurs, tout en se ramifiant en plusieurs tendances, ont su nouer des relations en Europe, parfois plus développées dans la « nouvelle Europe », celle de l'ancien pacte de Varsovie, que dans l'ancienne, exception faite des nations latines, Italie et Espagne. Pologne et surtout Hongrie ont accueilli à bras ouverts les succursales des *think tanks* conservateurs américains. Par une coïncidence inattendue et symbolique, c'est à Budapest que l'Europe entière dès le 7 décembre s'est concertée pour la première fois depuis l'élection américaine, au titre de la présidence tournante par la Hongrie de la Communauté politique européenne (CPE) et des conseils de l'Union européenne (UE) pour le second semestre de l'année.

Les contextes étant différents, il est difficile d'imaginer une dynamique analogue à celle qu'avait créée l'entente néo-libérale, faussement qualifiée de néo-conservatrice, entre Ronald Reagan et Margaret Thatcher qui s'était si bien distillée à travers toute l'Europe. L'internationale des nationalistes est une contradiction en soi. Les intérêts nationaux peuvent s'accorder ou s'opposer. La défense et la sécurité (Catherine Durandin), le droit international (Olivier de Maison Rouge), la culture (Olivier Amiel), le système monétaire (Frédéric Farah), situent précisément les quatre principaux théâtres de rivalité.

Allant au-delà d'un antiaméricanisme de posture autant que de conviction, il y a comme toujours beaucoup à gagner d'une compréhension en profondeur des évolutions politiques et intellectuelles outre-Atlantique, comme y contribue ce numéro. ♦

Dominique Decherf



*Marie-Christine Bonzom :
« Les Américains
croient
de moins
en moins
au mythe
du Rêve américain »*

Politologue, journaliste et spécialiste des États-Unis, Marie-Christine Bonzom a vécu et travaillé à Washington pendant près de trente ans. D'abord journaliste et présentatrice à *Voice Of America* (Washington), puis à la BBC (Londres), elle a été correspondante du BBC World Service à Washington jusqu'en 2018. En tant que journaliste, elle a couvert sept élections présidentielles américaines, de 1992 à 2016, et cinq présidences, de George H. Bush à Donald Trump. Elle est l'une des rares analystes à avoir entrevu les victoires de Trump en 2016 et 2024.

Cité : Les États-Unis, nation historiquement jeune, se sont construits à partir d'idéaux fondateurs dont le plus important est certainement le fameux « Rêve américain ». Pouvez-vous nous expliquer quelles en étaient les composantes ?

Marie-Christine Bonzom : Le rêve américain est un mythe dont la formulation ne date pas de la fondation, ni même de la construction du pays, mais

du XX^e siècle. Elle n'est pas attribuée à un responsable politique, à un dirigeant syndical ou à un entrepreneur. Elle a été forgée en 1931 par l'écrivain James Truslow Adams, connu auparavant pour des ouvrages de vulgarisation historique, dans un livre qu'il souhaitait intituler *The American Dream*. Finalement, l'éditeur a imposé le titre *The Epic of America*. Toujours est-il que l'expression apparaît trente fois dans cet ouvrage,

publié peu après le Krach de 1929, ce qui n'est pas une coïncidence.

Pour James Truslow Adams - pas de lien de parenté avec le deuxième président des États-Unis -, le rêve américain se réfère aux mythes, aux valeurs et aux principes fondateurs de la nation, antérieurs même à la création du pays puis énoncés dans la Déclaration d'Indépendance de 1776 et la Constitution des États-Unis de 1787. Il s'agit au fond de la notion de liberté individuelle et de capacité d'action. Le roi d'Angleterre lui-même mettait en avant l'idée de la liberté, d'entreprendre, d'explorer, de posséder de la terre, pour tenter de persuader ses sujets de partir s'installer dans les colonies britanniques d'Amérique du Nord. Cette liberté, c'est aussi celle des Pères Pèlerins (*Pilgrims*), des Puritains de Plymouth qui aspirent à la liberté de religion et de culte. Les anciens sujets du roi vont se battre, au nom de leur liberté, pour l'indépendance au cours de ce que les Américains appellent la *Revolutionary War*. C'est alors la liberté avec ses corollaires politiques et sociaux : la démocratie, la justice, l'égalité.

En 1931, Adams, le père du Rêve américain, est désabusé à la suite du Krach de 1929 et de ses ravages parmi ses compatriotes. Il estime que la recherche de la richesse matérielle ne suffit pas. Avant lui et son livre emblématique, il existait déjà un concept proche, le Crédo américain (*American Creed*). Celui-ci est apparu en 1918 sous la plume d'un fonctionnaire du

Congrès, Williams Tyler Page, à l'occasion d'un concours patriotique national. Le texte de Page a été choisi par le comité de sélection puis a été élevé au rang de profession de foi officielle par le vote d'une résolution de la Chambre des Représentants. Tous les principes y sont résumés, augmentés d'une promesse de « respect » pour le drapeau. *The American Creed* va être récité dans les écoles américaines jusqu'en 1945, date à laquelle il sera remplacé par la Promesse d'Allégeance (*the Pledge of Allegiance*). Il est intéressant de noter que celle-ci ne comprend que deux grands principes : la liberté et la justice pour tous, alors que le *American Creed* de Page faisait expressément référence aux principes de liberté, d'égalité, de justice et d'humanité. Dans son concept d'*American Dream*, Adams évoque, lui, l'accès aux libertés fondamentales et à l'ascension sociale par le mérite, sans oublier d'inclure la fameuse « recherche du bonheur » gravée dans la Déclaration d'Indépendance. Adams définit donc le Rêve américain comme une quête personnelle pour que l'homme ordinaire (*common man*) puisse s'élever sur le plan « *individuel, collectif, spirituel et intellectuel* ».

Il y a là une dimension bien plus profonde au Rêve américain que ce qu'on trouve dans le Crédo ou la Promesse d'allégeance. Adams n'entendait pas seulement que les Américains s'enrichissent matériellement mais également spirituellement et collectivement, dans la concorde

sociale. Il distingue le rêve américain du simple rêve de prospérité. Il écrit : « *Il ne s'agit pas seulement d'un rêve de voitures et de salaires élevés, mais du rêve d'un ordre social dans lequel chaque homme et chaque femme doit pouvoir atteindre la stature la plus complète dont il est intrinsèquement capable et être reconnu par les autres pour ce qu'il est, indépendamment des circonstances fortuites de sa naissance ou de sa position.* »

D'ailleurs, pour Adams, le symbole du rêve américain, ce n'est pas la grande maison ou la belle voiture, ni le *self-made man*, mais la principale salle de lecture de la Bibliothèque du Congrès ! L'éducation est donc

centrale pour acquérir et transmettre le socle des valeurs dont Adams parle. C'est plus tard, après la Deuxième Guerre mondiale et jusqu'à aujourd'hui, que le rêve américain est surtout compris comme la mobilité sociale, la possibilité de gagner beaucoup d'argent et d'obtenir un confort de vie en travaillant plus ou moins dur, voire en devenant célèbre.

De 1776 à nos jours, ce Rêve américain a-t-il revêtu une dimension concrète au sein de la société ou bien s'agit-il seulement d'un mythe ?

Le rêve américain est une promesse, pas

une garantie. C'est une aspiration, une exhortation, un idéal que tout Américain et tout immigrant qui arrive aux États-Unis se voit proposé d'atteindre. Il fait partie des mythes américains et il appartient à chaque Américain, à chaque génération de lui donner un sens et d'y accéder. Sur le plan concret, le pays a connu un extraordinaire développement économique dans les années 1950-1960, ce

qui a permis au rêve américain de se traduire en termes de richesse matérielle pour de très nombreux citoyens. Mais en même temps, cette période a généré une réflexion profonde sur la question de savoir si cette nouvelle abondance de biens matériels et si les

libertés fondamentales, notamment l'égalité, étaient accessibles à tous. À leur retour d'Europe après 1945, les soldats Noirs américains déploraient que ce qu'ils avaient vu en Europe, ils ne le voyaient pas dans leur propre pays, où la ségrégation était toujours en vigueur. Par là-même naît le mouvement en faveur des droits civiques des Noirs qui s'est essentiellement appuyé sur des principes constitutifs puisés dans l'*American Creed* et dans l'*American Dream* en interpellant chaque Américain, quelle que soit la couleur de sa peau, sur ce qu'être Américain signifie. Dans son fameux

« James Truslow Adams définit le Rêve américain comme une quête personnelle pour que l'homme ordinaire puisse s'élever sur le plan "individuel, collectif, spirituel et intellectuel" »

discours de 1963, le pasteur Martin Luther King dit : « *J'ai toujours un rêve profondément ancré dans le rêve américain ; je rêve qu'un jour cette Nation se lèvera et vivra la véritable signification de son crédo.* » King a grandi dans des écoles où les enfants récitaient le crédo. Son discours plante les principes fondateurs du pays directement dans le monde contemporain en renvoyant aux grands textes de référence de la Nation, de la Bible au Rêve américain, avec une morale collective pour composante fondamentale, axée sur le bien-être comme bien commun. Comme Adams, King souligne une interprétation, à la fois, individuelle et collective de la « poursuite du bonheur » de Thomas Jefferson dans la Déclaration d'Indépendance.

Cependant, un mythe national n'est vraiment utile que si la population y croit. Or, aujourd'hui, les Américains croient de moins en moins au rêve américain. En juillet 2024, le *Wall Street Journal* a publié un sondage sur la question. Seulement 34 % des personnes interrogées disent que le rêve américain est toujours d'actualité. Il y a dix ans, un autre organisme, le Public Religion Research Institute, avait posé la même question à plus de 2 500 Américains. À l'époque, 42 % des sondés avaient répondu par l'affirmative... De plus, en 2024, 49 % des sondés déclarent que le rêve américain était vrai avant, mais qu'il ne l'est plus désormais. 17 % des personnes interrogées estiment même que le rêve américain ne s'est jamais

réalisé ; c'est la première fois que ce chiffre est aussi élevé. La grande majorité des Américains souhaitent bénéficier de tous les marqueurs concrets du Rêve américain (posséder une maison, gagner beaucoup d'argent, fonder une famille, jouir d'une retraite confortable etc.). Or aujourd'hui, très peu pensent pouvoir y parvenir.

Lors de la campagne présidentielle, l'un des rares sujets sur lesquels Kamala Harris et Donald Trump étaient tombés d'accord, c'était d'ailleurs le Rêve américain. Et pour dire deux choses à son propos. Ces candidats à la Maison Blanche ont défini le Rêve américain comme la réussite et la mobilité sociale à travers, surtout, la propriété immobilière. Tous deux se rejoignent aussi sur le constat d'échec : pour Harris, le Rêve américain est « *hors d'atteinte* », selon Trump, il est « *mort* ».

Le fait est que depuis les années 1980-1990, il y a moins de mobilité sociale aux États-Unis, davantage d'inégalités et plus de précarité sociale, économique et sanitaire. Ce sont les conséquences, notamment, des politiques mises en place par les présidents républicains Reagan et Bush père, suivis du président démocrate Bill Clinton : démantèlement de l'État-providence, mondialisation, délocalisations d'emplois à l'étranger. Ce sont aussi les conséquences de l'influence des riches donateurs et des grosses entreprises sur les deux partis qui alternent au pouvoir à Washington.

Selon l'Organisation de Coopération et de Développement Économique, les États-Unis sont depuis longtemps le plus inégalitaire des pays du G7.



(Crédit photo : Catherine Stearns)

Marie-Christine Bonzom

L'érosion de la classe moyenne, en particulier, est spectaculaire. En 2023, 51 % des Américains vivaient dans des foyers appartenant à la classe moyenne, contre 61% en 1971. La classe moyenne rétrécit tandis que les riches et super-riches deviennent plus nombreux (19 % aujourd'hui contre 11 % en 1971) et que les pauvres représentent désormais près du tiers de la population (30 %, au lieu de 27 % en 1971).

Pour de très nombreux Américains aujourd'hui, le rêve américain demeure une aspiration, mais il a tourné au cauchemar.

Vous décrivez-là une société amé-

ricaine fragilisée par sa profonde hétérogénéité et ses inégalités. On constate également une polarisation politique exacerbée, comme l'a illustré une fois encore la campagne présidentielle. Qu'est-ce qui permet de maintenir une forme de cohésion nationale aux États-Unis ?

La société américaine est, à la fois, fragile et solide. Sa force, sa cohésion, on la constate chaque fois qu'un désastre frappe le pays, que ce soit au niveau local comme dernièrement avec le cyclone Helene en Caroline du Nord, ou au niveau national dans les mois qui ont suivi les attentats du 11 septembre 2001. Mais c'est aussi une société fragilisée par les phénomènes dont je viens de parler et ceux que vous mentionnez dans votre question. Face à ces problèmes, un fossé considérable s'est creusé entre, d'une part, les citoyens américains et, d'autre part, leurs élites et leurs institutions. Il s'agit là d'un mouvement de fond.

Sur le plan politique, il y a toujours eu aux États-Unis une méfiance envers le gouvernement fédéral, mais cette méfiance s'est accentuée depuis au moins les années 1970, donc bien avant l'arrivée de Donald Trump dans l'arène politique. La fracture s'est particulièrement aggravée depuis les années 1990. Toute une série d'événements y a contribué... Bill Clinton et ses mensonges sur la guerre du Kosovo ou sur l'affaire Monika Lewinsky. George W. Bush et ses

mensonges pour justifier l'invasion de l'Irak de Saddam Hussein. Une élite politique dont la prétendue expertise a donné aux Américains la mondialisation, avec l'augmentation des inégalités, les délocalisations d'emplois, le démantèlement de la protection sociale sous la présidence Clinton en collaboration avec les Républicains, l'augmentation du financement privé des élections, la grande récession de 2008 qui a ravagé de nombreuses régions des États-Unis... C'est cette même élite qui n'a pas vu venir les attentats du 11 septembre 2001. Qui n'a pas anticipé l'impact du cyclone Katrina en 2005, lequel a été un événement majeur parce qu'en contrepoint des morts de jeunes soldats en Irak, il a illustré, sur les écrans de télévision, le sentiment déjà répandu au sein de la population que le gouvernement fédéral ne s'occupe pas des difficultés des Américains et ne les protège pas. C'est aussi une élite qui n'a pas vu venir le groupe État islamique, qui n'a pas pris à bras le corps les problèmes d'addiction et d'atomisation sociale, qui a longtemps négligé les effets néfastes du développement d'Internet et des réseaux sociaux. Une élite qui n'a pas vu venir la crise des opioïdes, ni la baisse historique de l'espérance de vie des Américains...

Plus récemment, en 2015-2016, il y a eu l'émergence quasi simultanée du phénomène Trump, du wokisme et de la culture de l'effacement (*cancel culture*), ainsi que l'exacerbation de la posture

politique confrontationnelle accompagnée de violences verbales et parfois physiques, avec une attitude et un discours, entre Républicains et Démocrates, caractérisés par le « nous contre eux » et par la stigmatisation de ceux qui ne pensent pas comme vous en tant que « non-Américains » ou « anti-américains » (*un-American*) ». Dans ce contexte, on a assisté aux émeutes nationales autour de la mort de George Floyd en 2020, terriblement violentes, puis à l'affligeante invasion du Capitole

« Pour de très nombreux Américains aujourd'hui, le rêve américain demeure une aspiration, mais il a tourné au cauchemar »

en janvier 2021 par des partisans de Trump, et en 2024, aux tentatives d'assassinat contre Trump pendant la campagne présidentielle. Ainsi, des fractures très importantes traversent la société américaine. Selon une étude de l'institut Gallup, la confiance du peuple américain dans toutes les institutions (Congrès, Présidence, Cour suprême, syndicats, médias, etc.) est en chute libre et se situe à des niveaux historiquement bas. Cela concerne même la religion, qui a longtemps été aux États-Unis un ciment de cohésion sociale. En 2024, les seules institutions à maintenir une crédibilité relativement importante auprès de la majorité des Américains sont la petite entreprise (68 %), les forces

armées (61 %) et, dans une moindre mesure, la police (51 %).

Dans un tel contexte, renforcer la cohésion sociale dans ces « États-désunis » apparaît comme un grand défi national. Le renforcement de la cohésion nationale est un sujet qui peut être abordé avec l'œil de l'économiste, du sociologue, du psychologue, du philosophe ou du politologue. Mais en général, les Américains, au fil de leur histoire, retrouvent les bases de leur cohésion dans les qualités qu'ils ont et dans leurs traditions, par exemple dans leur ouverture d'esprit, leur ouverture à l'autre, dans leur générosité, leur dynamisme, dans l'importance attachée aux relations de voisinage et au bénévolat, dans l'entraide sur le terrain, dans ce patriotisme de l'*American Creed* et de la *Pledge of Allegiance*. On a ainsi vu, à la fin de cette campagne présidentielle, l'élan de compassion et de secours en faveur des victimes des cyclones Helene et Milton. C'était un élan national certes, mais avant tout un élan micro-local, avec les gens du coin qui aident à sauver des vies, consoler les victimes, nettoyer les dégâts, reconstruire à partir d'initiatives individuelles et le plus souvent, avec l'appui des Églises locales. Donc, réparer ou renforcer la cohésion sociale exige sans doute de commencer par agir en tissant ou retissant les liens au niveau du voisinage, des collègues, des amis, et même au niveau des membres d'une même famille. C'est sans doute par là qu'il

faut agir tant la confiance et le sentiment d'appartenance sont des éléments constitutifs de la cohésion sociale, et il faut le faire sans attendre une tragédie locale de type cyclone ou nationale, comme un attentat. Sur la base de mon expérience personnelle aux États-Unis et des observations que j'ai faites au cours de ma vie quotidienne avec les Américains pendant près de trente ans, je crois notamment beaucoup aux bienfaits du partage d'un repas...

À l'image du repas partagé lors des célébrations annuelles de Thanksgiving ?

Oui, et c'est justement intéressant car Thanksgiving est la fête nationale dans laquelle tous les Américains se retrouvent, quels que soient leur religion, leur classe sociale ou leur tendance politique. À cet égard, Thanksgiving est encore plus importante que Noël. Lors d'un repas de Thanksgiving, vous invitez souvent ceux que les Américains appellent avec humour et par allusion au premier Thanksgiving des « Indiens », c'est-à-dire des gens étrangers à votre famille. Mais au-delà de Thanksgiving, la cuisine, le repas revêtent une importance fondamentale. On apporte des plats d'origine ethnique ou reflétant sa culture familiale. On goûte à ceux des autres convives. On découvre des mets et en en parlant ensemble, on se découvre et on s'apprécie les uns les autres. Ce sont les pique-niques de la paroisse, du quartier

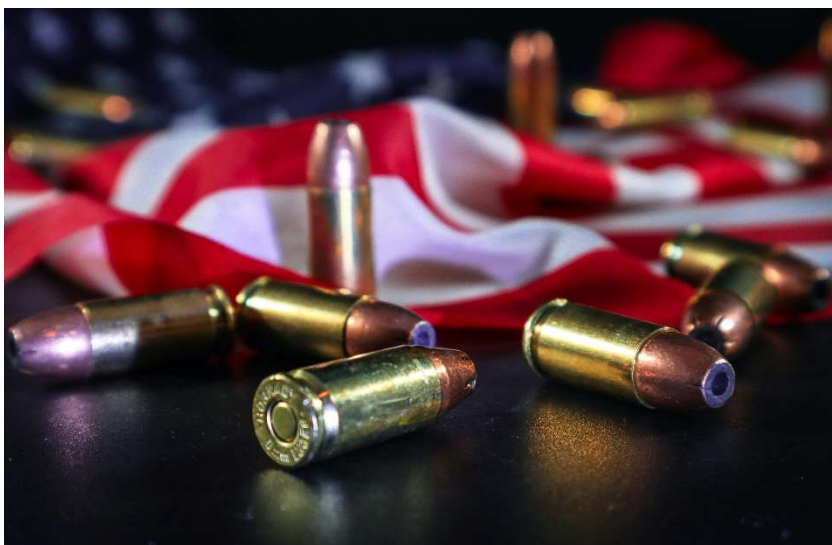
ou de la rue, du club de sport local. Ce sont les grands pique-niques organisés pour la fête de l'Indépendance, le 4 juillet, pour le *Memorial Day* en hommage aux anciens combattants et bien sûr, les repas de Thanksgiving. C'est par là qu'il faut agir pour renouer ces liens au niveau micro-local et alimenter la cohésion sociale, et d'abord le sentiment d'appartenance et la confiance.

Hélas, ce qui est certain, c'est que la politique et la classe politique américaines actuelles ne sont pas des vecteurs de cohésion sociale. Au contraire. Depuis des décennies, le Parti républicain et le Parti démocrate ont entraîné les Américains dans un vortex de polarisation, une frénésie du théâtre politique qui les déchire aujourd'hui jusqu'au sein de leurs cercles

amicaux et familiaux. Depuis la victoire de Trump en 2016, ces deux partis ont aussi amené les Américains de paroxysme en paroxysme, dans le « eux contre nous », quasiment au bord d'une guerre civile. Depuis les années 1990 et jusqu'à aujourd'hui, ces formations politiques ont largement contribué à la discorde sociale. Ils se complaisent dans cette rhétorique de diabolisation, notamment parce que le système bipartite, désormais ultra-rigide, les a conduits dans cette impasse dangereuse.

Républicains et Démocrates portent une responsabilité particulière dans l'intensification des divisions dans la société, qui plus est dans un pays où quelques 400 millions d'armes à feu circulent, et pas seulement du côté des Républicains, puisque, par exemple, on a appris pendant la campagne présidentielle que Kamala Harris et son colistier Tim Walz sont eux-mêmes propriétaires d'armes à feu...

Il serait crucial que les deux partis dominants et leurs figures de proue se



hissent désormais à la hauteur du défi national de renforcement de la cohésion sociale, de même que les médias qui les couvrent et qui se sont largement coulés dans ce moule d'un bipartisme sclérosé. Mais il faut être réaliste : la solution ne viendra pas des deux grands partis, l'un comme l'autre ayant un intérêt inhérent à maintenir cette radicalisation partisane et à repousser les réformes qui s'imposent. Il faudra que ça vienne du peuple américain lui-même. D'ailleurs les Américains rejettent depuis longtemps ce

duopole et aspirent à une offre politique élargie. Aujourd'hui, les indépendants, c'est-à-dire les Américains qui ne se reconnaissent ni dans le Parti démocrate, ni dans le Parti républicain, forment la catégorie majoritaire de l'électorat, et la seule qui soit en croissance sur la dernière décennie.

Dans cette entreprise d'ouverture du système politique et de renouveau démocratique, les Américains peuvent se reconforter en se disant qu'ils ne sont pas en terrain vierge. Il existe aujourd'hui des partis alternatifs et des propositions pour réformer le système. L'histoire des États-Unis est elle-même jalonnée de figures extérieures aux deux grands partis qui, d'Eugene Debs à Ross Perot, ont montré qu'il y a d'autres chemins. Les Américains peuvent surtout s'inspirer de celui qui a donné son nom à leur capitale : George Washington, le premier président des États-Unis et le seul élu sans étiquette ! Dans sa lettre d'adieu en 1796, Washington a alerté ses compatriotes sur les dangers de l'esprit partisan pour l'honnêteté du débat public et l'unité de la nation. Il a écrit : « *L'esprit de parti attise l'animosité entre les gens, fomenté parfois des manifestations de violences et d'insurrection, et ouvre la porte à la corruption étrangère* ». Des paroles prémonitoires ! Washington décelait et dénonçait le lien entre esprit hyper-partisan et détérioration de la démocratie et de la cohésion sociale. Pour remédier à

cette détérioration, le préalable est alors une véritable transformation des esprits qui est aujourd'hui urgente et nécessaire pour sortir de la spirale idéologique et syntaxique qui sert de grille de lecture à chaque événement en déchirant les Américains. Il appartient à chaque Américain de faire une pause, de se détourner de la frénésie et de l'animosité ambiantes, de s'ancrer dans l'esprit d'indépendance prôné par Washington, et de placer une fois pour toutes l'intérêt du pays avant l'intérêt d'un parti.

Vous avez fait référence au Rêve américain comme source de légitimité du combat de Martin Luther King pour les droits civiques des minorités. Vous avez également fait allusion aux minorités à travers la symbolique du partage de repas aux origines variées. Dans le contexte de polarisation, du « vous contre nous », la société américaine multiculturelle doute-t-elle de son identité profonde ? En d'autres termes, le fameux *melting pot* fonctionne-t-il encore ?

De nos jours, aux États-Unis, on ne parle plus de *melting pot*. C'était un processus d'assimilation qui reposait sur l'idée que les groupes successifs d'immigrants tendraient à se mélanger à la population ayant déjà la citoyenneté américaine et à abandonner leur culture d'origine. Il s'agissait essentiellement, pour l'immigrant, d'atténuer progressivement l'importance de son identité de naissance

pour devenir pleinement et seulement Américain. Ce processus n'a pas complètement fonctionné jusqu'au milieu des années 1960, période à laquelle la ségrégation existait encore. Par ailleurs, au fil de ces décennies, les relations des nouveaux venus – qu'ils soient Irlandais ou Chinois – avec les Américains plus anciens ont été parfois marquées par de l'animosité, voire de la violence. Du reste, même si on le sait peu, un tiers des personnes arrivées aux États-Unis pendant la grande vague d'immigration européenne, de 1850 à 1913, sont reparties dans leurs pays d'origine.

Le terme qui s'est substitué au *melting pot* depuis les années 1960 avec la diversification des sources d'immigration, plus seulement européennes, est celui de saladier (*salad bowl*). Cette nouvelle expression signale la primauté donnée au pluralisme culturel, au multiculturalisme. Il ne s'agit plus de se fondre dans la masse mais de co-exister en une mosaïque de diverses cultures qui seraient unies par les lois des États-Unis et les idéaux issus de la Constitution. L'aspect positif du *salad bowl*, c'est la fierté d'un patrimoine ethnique et culturel qui enrichit la société américaine. Il a aussi en quelque sorte réhabilité les « Américains à trait d'union » (« *hyphenated Americans* »), un terme qui était utilisé de manière très péjorative entre 1890 et la Première Guerre mondiale pour reprocher aux *Irish-Americans* ou aux *German-*

Americans de réserver leur loyauté à leur pays ou région d'origine. Aujourd'hui, les « Américains à trait d'union », et avec eux la diversité ethnique et culturelle, sont valorisés et reconnus par les autorités fédérales, les autres institutions ainsi que par la vaste majorité du public, avec ou sans le trait d'union typographique, par exemple, les *Korean Americans*, les *Arab Americans*, les *African-Americans*, les *Polish-Americans*.

Mais le *salad bowl*, en raison des excès du communautarisme, peut aussi contribuer à saper la cohésion sociale en engendrant dans les esprits, puis dans la réalité, un certain séparatisme. Une bonne partie des Américains, y compris des intellectuels de tendances politiques différentes, estiment que ce multiculturalisme, notamment les politiques identitaires (*identity politics*), confine l'individu dans son appartenance raciale ou dans sa culture d'origine.

À cet égard, le bureau fédéral du recensement (Census Bureau) recense la population tous les dix ans à partir d'un questionnaire qui permet au répondant de se décrire selon son choix : africain-américain, américain asiatique, américain blanc etc. Or, 22 % des habitants rejettent cette catégorisation ethnique et répondent « Américain » ou « Autre » au questionnaire du Census Bureau, tandis que le reste de leurs compatriotes semblent se penser et, en tout cas, se décrivent volontiers comme appartenant à l'une de ces catégories.

Pour revenir à la présidentielle 2024, on a en effet pu voir des sympathisants noirs et hispaniques avec des pancartes « *Blacks for Trump* » ou « *Latinos for Trump* » lors des rassemblements électoraux du candidat républicain. Quand Kamala Harris a lancé sa campagne, des collectes de fonds ont été organisées et ont réuni séparément des « *Black Women for Harris* » et des « *White Dudes for Harris* » (« Des mecs blancs pour Harris »).

Le débat, récurrent dans l'histoire des États-Unis, sur le point de savoir ce qu'est l'identité américaine

bat donc son plein aujourd'hui. Qu'est-ce que ça veut dire d'être « Américain » aujourd'hui ? On le voit avec le dossier des millions d'immigrés clan-

destins : faut-il les expulser ou les régulariser, voire leur accorder la nationalité à terme ? Quant à l'immigration légale, faut-il faire une pause, comme ce fut le cas des années 1920 aux années 1950, pour pouvoir faciliter l'assimilation des nouveaux venus ainsi que l'ascenseur social ? Ironie de l'histoire : ce débat intervient à un moment où, dans la sphère politique, les uns et les autres s'accusent régulièrement de faire des propositions, d'appliquer des politiques ou de tenir des propos qui sont « *un-American* ».

Quelle est la part de la dimension culturelle dans l'attrait exercé hors de leurs frontières par les États-Unis tout au long du XX^e siècle ?

Pour ce qui est du Rêve américain, il a été l'un des éléments essentiels de l'identité nationale aux États-Unis, comme nous l'avons dit. Depuis longtemps, ce mythe est projeté vers l'extérieur et joue un rôle primordial dans la construction de l'image des États-Unis dans le monde. Tout au long du XX^e siècle, l'idéal américain a été communiqué à l'étranger. Il a alimenté l'imagination et les opinions

des non-Américains sur les États-Unis, sur leur société, leur peuple et leurs politiques, à des périodes où les États-Unis cherchaient à se définir, comme souvent dans leur

« Depuis longtemps, le mythe du Rêve américain est projeté vers l'extérieur et joue un rôle primordial dans la construction de l'image des États-Unis dans le monde »

histoire, par opposition à un adversaire extérieur. La Première Guerre mondiale, puis surtout, la Seconde mettent en orbite l'idéal américain à travers la planète. Le secteur culturel participe activement à la diffusion du mythe américain et contribue à l'attrait exercé par les États-Unis hors de leurs frontières. L'ouvrage de James Truslow Adams n'a pas été seulement un best-seller aux États-Unis : il a été largement diffusé à l'étranger. Depuis *The Epic of America*, les éditeurs ont publié des centaines de livres qui exploitent la notion de Rêve

américain, sans bien souvent la définir... Il y a aussi bien sûr le rôle d'Hollywood. Je prendrai ici un seul exemple particulièrement éloquent : pendant la Seconde Guerre mondiale, John Wayne, figure emblématique du cinéma américain, et au-delà, de l'Amérique, voulait s'engager dans les forces armées. Le ministère de la Guerre, prédécesseur du ministère de la Défense, a cependant demandé à John Wayne de rester à Hollywood, au contraire d'autres acteurs comme James Stewart, pour continuer à tourner des films et à projeter l'image d'une Amérique, à la fois forte et bienveillante dans les salles de cinéma du monde entier.

À partir de la Deuxième Guerre mondiale surtout, le gouvernement fédéral américain, lui-même, a développé une politique délibérée de communication internationale tous azimuts en direction du grand public comme auprès des élites étrangères, déjà en place ou émergentes. On appelait cela « propagande » à l'époque, on parle aujourd'hui de « diplomatie publique » ou de *soft power*, mais c'est toujours le pouvoir d'attraction et de persuasion par l'idéologie, la culture, l'image et l'imaginaire. Pendant le second conflit mondial, l'Office de l'Information de Guerre des États-Unis publiait notamment le magazine *Victory*, distribué à la population en France libérée. Aux côtés des nouvelles du front des différentes zones de conflit, ce magazine publiait des articles sur les

États-Unis comme « Les Noirs se distinguent dans l'aviation », « L'administration d'une ville américaine », « La vie dans l'Ouest » ou « Portrait de Thomas Jefferson ».

Le rêve américain a donc été mobilisé pendant ce conflit, puis pendant la Guerre froide, pendant la Guerre de Corée, celle du Vietnam. Il a alors contribué à présenter les États-Unis comme le pays de la liberté face au communisme et à affirmer la supériorité du capitalisme et de la démocratie sur tout autre système politico-économique. Les expositions, dans les ambassades américaines, d'œuvres de Jackson Pollock, d'Andy Warhol et d'autres peintres de l'Expressionisme abstrait et du Pop Art voulaient ainsi souligner que la liberté de création artistique était totale aux États-Unis.

C'est, à l'époque comme aujourd'hui, une politique délibérée du gouvernement américain de promouvoir dans le monde une image positive des États-Unis, non seulement de leurs politiques, mais aussi de leur société, de leurs valeurs, de leur histoire, de leur culture.

À partir de 1953, la United States Information Agency (USIA), créée par Eisenhower, va d'ailleurs consolider les efforts dispersés de divers organismes fédéraux dans une seule agence. Des ressources considérables sont alors investies dans cette diplomatie publique qui, parfois, visait à contrecarrer l'image

négative ou la critique de la société américaine véhiculée par certains films, ceux d'Elia Kazan ou d'autres. En 1995, l'un des anciens directeurs des services de cinéma et de télévision de l'USIA a publié ses mémoires. Il en parle comme d'une « *organisation de relations publiques à service complet, la plus importante du monde, de la taille des vingt plus grands*



cabinets américains de relations publiques réunis ». Il indique que les 10 000 employés de l'USIA répartis dans quelques 150 pays avaient « *pour mission de polir l'image des États-Unis et de dénigrer l'Union soviétique, avec un budget de plus de 2 milliards de dollars par an* ». Aujourd'hui, l'USIA a disparu. Elle a été réorganisée en 1999, donc après la fin de la Guerre froide. Ses programmes perdurent. Ses programmes culturels, artistiques, d'éducation et de relations publiques ont été directement intégrés au département d'État au sein du Bureau of Educational and Cultural Affairs. Ce sont notamment les échanges universitaires

(Fulbright etc.), les visites organisées aux États-Unis (International Visitor Leadership Program, Emerging Young Leaders, Humphrey Fellowship, etc.), les manifestations artistiques et culturelles à l'étranger (tournées de musiciens de jazz, etc.), autant d'activités qui visent, en particulier, à communiquer aux futurs décideurs et aux relais d'opinion étrangers que les États-Unis sont un modèle et que le rêve américain, bien qu'imparfait, est bien vivant. Quant aux médias comme *Voice Of America* qui relevaient auparavant de l'USIA, ils font désormais partie d'une agence publique indépendante séparée du ministère des Affaires

étrangères.

On a le sentiment d'une dégradation de l'image des États-Unis à l'international, amorcée peut-être par l'intervention armée critiquée en Irak, au début des années 2000, et matérialisée aujourd'hui par la constitution d'un « Sud global » en opposition à « l'Occident collectif ». Le rêve américain n'en serait-il pas terni lui-aussi dans le reste du monde ?

Visiblement, le rêve américain n'est pas complètement terni aux yeux des plus de 10 millions de migrants illégaux originaires de dizaines de pays qui se sont

rués à la frontière sud depuis que l'administration Biden-Harris a supprimé, en janvier 2021, les mesures restrictives mises en place par le président Trump. La plupart de ces migrants disent qu'ils viennent aux États-Unis pour trouver une vie meilleure. Jamais le pays n'avait connu un tel afflux de migrants sur une période aussi courte. Cela signale que le rêve américain conserve un certain attrait.

Du reste, et malgré ses crises récurrentes, l'économie américaine suscite encore à l'étranger une certaine admiration en raison de sa capacité de rebond et des prouesses technologiques de certaines de ses entreprises.

En revanche, il est incontestable qu'il y a une dégradation globale de l'image des États-Unis. Certains événements y ont contribué. Parmi eux, vous l'avez souligné, l'invasion de l'Irak en 2003 sous des prétextes erronés. Plus récemment, il y a eu le scandale des écoutes de dirigeants alliés par l'administration Obama, puis l'intégralité de la présidence de Trump avec, notamment, ses outrances et son isolationnisme. Sous le mandat de Biden, ce sont les circonstances catastrophiques du retrait américain d'Afghanistan, y compris l'absence de coordination préalable avec les alliés dont la France. Dans le cadre de la relation franco-américaine, on a connu, sous l'ère Biden-Harris, l'annulation de la commande australienne de sous-marins français au

bénéfice de Washington, incident qui a conduit Emmanuel Macron à prendre la mesure sans précédent de rappeler l'ambassadeur de France aux États-Unis. C'était là un geste diplomatique de mécontentement que les États-Unis n'avaient jamais provoqué de la part de la France, leur plus ancien allié, pas même durant la présidence Trump.

« Certains événements ont contribué à la dégradation de l'image globale des États-Unis. Parmi eux, l'invasion de l'Irak en 2003, le scandale des écoutes de dirigeants alliés par l'administration Obama, puis l'intégralité de la présidence de Trump »

Il y a donc bien eu une dégradation de l'image des États-Unis, qui se vérifie dans les sondages qui sont faits régulièrement depuis des années par le Pew Research Center à Washington. Selon la dernière édition de son étude, publiée en juillet dernier, les États-Unis jouissent d'une image plus positive que négative : 54 % d'opinions positives, 31 % négatives, en moyenne effectuée dans 34 pays du Nord et du Sud. De surcroît, ils sont considérés plus favorablement que la Chine. Mais l'image des États-Unis fluctue grandement d'un pays étudié à l'autre. Par exemple, 86 % des Polonais, 78 % des Ghanéens ou 77 % des Thaïlandais ont

une image favorable des États-Unis. Le chiffre est seulement de 48 % en France et aux Pays-Bas, tandis que 87 % des Tunisiens, 80 % des Turcs ou 60 % des Australiens ont une image négative des États-Unis. Si l'on regarde l'évolution de l'image des États-Unis depuis 2000, ce qu'a fait Pew dans 12 pays, on constate qu'un seul des pays sondés affiche une opinion plus favorable sur les États-Unis aujourd'hui qu'en 2000 : la Corée du Sud (+19 points). Deux pays, la Pologne et l'Argentine, n'ont essentiellement pas bougé dans leur appréciation positive. Mais la majorité des pays sondés depuis 2000, disséminés à travers le globe, ont une image des États-Unis moins positive en 2024 qu'en 2000, parfois nettement moins positive. En France, l'image positive des États-Unis a baissé de 14 points (de 62 % à 48 %). La dégradation est encore plus prononcée en Italie ou au Kenya (-20 points). Et c'est la dégringolade en Allemagne où l'image des États-Unis est de 29 % moins positive en 2024 qu'en 2000.

Il faut ajouter que les médias étrangers, dans leurs reportages ou documentaires, montrent souvent le revers de la médaille du rêve américain : les sans-abris, les drogués, la violence par arme à feu, les inégalités criantes, l'argent et la corruption en politique. Idem pour une partie de la production culturelle américaine qui s'exporte. C'est le cas de quasiment tous les films d'Oliver Stone et de tous les documentaires de Michael

Moore, en particulier *Bowling for Columbine* sur les tragédies causées par les armes à feu et *Sicko* sur les failles du système de santé américain. Qu'on songe aussi à *House of Cards*, la série télévisée de fiction sur l'univers impitoyable de la vie politique à Washington. Parallèlement, les États-Unis ont, dans la Chine, désormais leur principal concurrent et adversaire, un rival qui n'a pas de leçons à recevoir en matière de propagande. La Chine est, en effet, extrêmement active dans le domaine de la diplomatie publique et marque des points à travers le monde, en particulier dans le fameux « Sud global ». ♦

**Propos recueillis par
Pierre-Henri Paulet**



Le sentiment anti-européen aux États-Unis : de l'histoire à la politique

Par Augustin Belloc

Membre du comité de rédaction de Cité

“ *Hi, or as John Kerry might say, bonjour* ¹. C'est par cette boutade que l'ancien chef des Républicains à la Chambre des Représentants en 2004, Tom DeLay, entamait ses prises de paroles. Le contexte y était pour beaucoup. La France venait de refuser de se joindre à la guerre en Irak, le sentiment anti-français était au plus haut chez les conservateurs américains. Le candidat démocrate à la présidentielle, John Kerry, était un francophile et francophone assumé. Il n'en fallait pas plus aux républicains pour lui accoler ce stigmate.

Vingt ans plus tard, un réalignement a eu lieu chez les républicains. La ligne va-t-en-guerre, néoconservatrice, de George W. Bush a été écrasée par la ligne populiste, isolationniste de Donald J. Trump. Ce dernier promet de faire payer aux Européens la protection américaine ou de quitter l'OTAN s'ils n'obtempèrent pas. Deux politiques antagonistes, une même diatribe : les Européens sont des planqués.

Si des options de politiques étrangères contradictoires peuvent être défendues avec une rhétorique similaire, c'est que le ressentiment et les moqueries contre les Européens sont au cœur de la psyché conservatrice américaine. Il faut repartir loin, très loin, avant même l'indépendance des Treize Colonies, pour en remonter aux sources.

La colonisation de la côte orientale de l'Amérique du Nord par les Anglais a été tout à fait différente des autres formes d'implantations dans le Nouveau Monde. Les Espagnols, à partir d'une petite minorité occupante, ont progressivement assimilé les peuples autochtones qui avaient survécu aux massacres et aux épidémies, formant des sociétés ethniquement mêlées, dans lesquelles la fidélité à la Couronne était fonction de la blancheur de la peau. Il en fut de même pour les Portugais au Brésil, avec les centaines de milliers d'esclaves arrachés à la côte africaine. En Amérique du Nord,

¹ « *Hi, ou comme le dirait John Kerry, bonjour* . »

Français comme Anglais n'ont pas cherché à assimiler les *Nations premières*. En Europe, Français comme Anglais étaient confrontés à des conflits religieux majeurs. Afin de garder un contrôle strict sur ses colonies, la Couronne de France en interdit l'accès aux non catholiques. Les projets de colonies protestantes françaises en Floride, initiés au milieu du XVI^e siècle par l'Amiral de Coligny, furent des échecs retentissants, en butte à l'hostilité des Espagnols et au manque d'enthousiasme de la royauté française.

Les Anglais, eux, n'eurent pas ces scrupules. Ils n'hésitèrent pas à utiliser l'Amérique du Nord comme un déversoir pour se débarrasser des minorités gênantes et des sectes dangereuses. C'est ainsi que les puritains, calvinistes forcenés trouvant que l'Église anglicane ne s'était pas suffisamment purgée d'éléments théologiques catholiques, persécutés en Angleterre, s'exilèrent au Massachusetts où ils avaient fondé une colonie.

Le ressentiment et les moqueries contre les Européens sont au cœur de la psyché conservatrice américaine. Il faut repartir loin, très loin pour en remonter aux sources

Centrale dans la mythologie états-unienne, cette colonie eut pour première expédition celle du Mayflower, et est à l'origine de la fête de Thanksgiving. La colonie du Maryland fut fondée par un noble catholique qui voulait en faire un havre de paix pour les *papistes* opprimés du Royaume-Uni. La Pennsylvanie, dans un mouvement

similaire, fut cédée à un noble qui voulait en faire une terre de liberté de culte, où se rassemblèrent Amish, Mennonites, et Baptistes, autant de dissidences protestantes réprimées d'Allemagne en France, des Pays-Bas à l'Angleterre.

Chassés de leurs terres, contraints à l'exil, passablement illuminés, ces groupes nourrissaient un intense ressentiment contre le vieux continent. L'Europe était pour eux synonyme de persécution. Qu'on ne s'y méprenne pas, nombre d'entre eux étaient des fous dangereux, des communautés parfois autarciques, souvent violentes, volontiers hégémoniques. Qu'importe, l'Amérique leur permit de vivre selon leurs croyances et préceptes.

La Couronne britannique laissait faire, du moment qu'ils payaient des impôts et qu'ils ne s'agitaient pas trop. D'autant qu'ils n'étaient pas seuls, il y avait aussi des anglicans tout ce qu'il y a de fidèle au roi, des aventuriers venus cultiver un lopin de terre inaccessible en Europe ou chasser les fourrures. On ne refera pas ici le récit de la Guerre d'Indépendance. La guerre de Sept ans avait laissé les finances britanniques exsangues. Considérant qu'elle avait été menée pour le bien des Treize Colonies, le Parlement décida de les imposer. Considérant qu'ils n'y étaient pas représentés, les colons

refusèrent l'impôt. Une révolte, des pendaisons, une guerre, l'indépendance. Les États-Unis d'Amérique étaient constitués, contre l'Europe, ses rois, ses impôts.

Le XVII^e siècle fut celui de l'exil des persécutés, le XVIII^e de l'indépendance, le XIX^e de l'immigration de masse. Les réprouvés, les pauvres, les miséreux d'Allemagne, d'Italie, d'Irlande, de Pologne, de Scandinavie, les juifs fuyant les pogroms, arrivèrent en masse. Les catholiques et les juifs furent employés comme prolétaires de la Côte Est, les protestants envoyés coloniser l'Ouest. La bonne société coloniale, épiscopalienn², ne cachait pas, elle, sa volonté de vivre à l'européenne. Quand la conscience de classe est faible, les considérations culturelles prennent le pas sur les considérations sociales. L'Europe, symbolisait la richesse, parce que les riches Américains aiment l'Europe. Plutôt que de remettre en cause le système capitaliste, dans un pays où le socialisme n'eut jamais bonne presse, le ressentiment de classe se porta sur les goûts des puissants, sur l'Europe.

Les États-Unis sont une Nation plurielle. Aux origines diverses, aux histoires familiales complexes, qui s'entremêlent d'une communauté à l'autre. Que leurs ancêtres fussent persécutés, pauvres, exilés, qu'importe, ils ont tous quitté l'Europe, et se le racontent de génération en génération. Pendant ce temps, les puissances européennes soutenaient la sécession sudiste, puis vit naître le fascisme, le nazisme, et, crime suprême dans un pays où la religion et l'argent sont roi, le soviétisme.

L'Amérique, terre de liberté et de tolérance. L'Europe, terre d'oppression, d'injustice, et de faste. On pourrait résumer ainsi le terreau sur lequel le sentiment anti-européen s'est développé au long de la courte histoire états-unienne. Pour que fleurissent les ronces de la rancune sur ce terreau, il fallait un *casus belli*.

Malgré ce ressentiment, les États-Unis gardaient des contacts économiques, culturels, humains, géopolitiques constants avec la vieille Europe. Quand les deux guerres mondiales la mirent à feu et à sang, les États-Unis intervinrent, sortant ainsi de leur isolationnisme. Par milliers, les soldats américains firent le chemin inverse de celui de leurs ancêtres. Beaucoup moururent, beaucoup revinrent, deux générations de jeunes hommes furent marquées. Un nouveau mythe était né, celui du GI parti mourir loin de chez lui pour les idéaux de liberté et de démocratie.

Or, ce mythe s'est à plusieurs reprises fracassé sur le mur du réel et du sentiment anti-américain en Europe. Même si les mouvements contre les troupes américaines n'ont

² Après la guerre d'indépendance, les anglicans restés aux États-Unis prirent cette appellation. Se détachant de la tutelle théologique de la Couronne, ils en gardèrent la liturgie.

pas été aussi violents qu'en Amérique du Sud, en Asie ou au Moyen-Orient, une dissonance cognitive frappait les soldats. On leur disait qu'ils venaient donner leur vie pour libérer les Européens, puis pour les protéger, et ils étaient mal accueillis. La dernière pierre du ressentiment américain était posée, les Européens, et plus particulièrement les Français, qu'ils estimaient avoir libérés à deux reprises, sont ingrats.

La France, en effet, a très vite opté pour des choix géopolitiques, sinon non-alignés, du moins autonomes, après les deux débarquements de 1917 et 1944. À Versailles comme à Nuremberg, les buts de Guerre communs avaient fait place aux intérêts divergents de reconstruction. La diplomatie états-unienne souhaitait limiter l'influence française, quitte à prendre le parti allemand. Le hasard électoral américain voulut qu'en 1919 comme en 1945, les démocrates soient à la manœuvre³. Les républicains, isolationnistes, anti-taxes, représentants de l'Amérique protestante blanche et plus particulièrement



Charles de Gaulle reçoit John F. Kennedy à l'Élysée (1961)

des descendants des immigrés allemands, et du Nord, opposé à la sécession sudiste soutenue par les puissances européennes, étaient déjà fort peu enclins à la sympathie pour la France. Les démocrates, du moins leur élite politique, se fâchèrent donc plus spécifiquement contre la diplomatie française.

Après une parenthèse républicaine (1953-1961 : les mandats de Dwight Eisenhower) correspondant à une IV^e République plus favorable aux États-Unis, le retour des démocrates au pouvoir en 1961 avec l'élection de John Kennedy suivit de peu celle du Général de Gaulle. Une nouvelle fois, bien que moins antieuropéen sur le plan idéologique que les républicains, les démocrates se retrouvaient de fait exposés à une diplomatie française qui leur était moins docile. Nouvelle concomitance électorale, la

³ La haute administration des États-Unis est tout aussi partisane et bipartite que son système politique. La présidence nomme systématiquement des diplomates proches de son parti, et les alternances politiques sont synonymes de « purges », qui ne sont pas vécues comme telles, car considérées comme faisant partie du processus démocratique. En 1919 comme en 1945, c'était un Président démocrate qui était en poste, respectivement Woodrow Wilson et Harry Truman.

démission du Général de Gaulle eut lieu quelques mois après l'arrivée à la présidence d'un républicain, Richard Nixon.

Il ne reste guère de trace de cet affrontement diplomatique entre les démocrates et Clemenceau puis De Gaulle, mais il ne faut pas oublier que les néoconservateurs, qui théorisaient la sortie idéologique de l'isolationnisme du Parti républicain, venaient à l'origine du Parti démocrate. Quand Jacques Chirac et Dominique de Villepin refusèrent que la France participe à la Seconde Guerre du Golfe, le sentiment antifrançais explosa dans les élites et l'électorat républicain.

Revenant à l'isolationnisme traditionnel du Parti républicain, Donald Trump a opéré un retournement critique. Les Républicains du milieu du XX^e siècle jugeaient l'Europe comme ayant, selon eux, enfanté le totalitarisme. Le trumpisme méprise ouvertement la démocratie libérale à l'européenne, perçue comme faible, coûteuse, anti-Trump et donc, selon eux, anti-américaine. En Europe, certains perçoivent le conflit russo-ukrainien comme un affrontement par proxy entre la Russie et les États-Unis. En Amérique, si les démocrates et une branche toujours plus minoritaire du Parti républicain sont attachés au soutien à l'Ukraine, le trumpisme n'y voit, au mieux, qu'un affrontement entre Européens, au pire, un combat entre un dirigeant pro-Trump, Vladimir Poutine, et un suppôt de Joe Biden, Volodymyr Zelensky, dans lequel il faudrait punir le second.

Il devient impossible de fournir une analyse uniforme de la société américaine, tant celle-ci est désormais scindée en deux blocs qui ne partagent plus la même réalité mentale, entre progressistes et conservateurs. Le sentiment antieuropéen s'est toujours plus développé dans cette seconde partie de la population des États-Unis. La désaffection croissante de Donald Trump et de ses fidèles envers la démocratie libérale est en passe d'achever un divorce entamé il y a plusieurs siècles dans les bateaux qui exilèrent leurs ancêtres hors d'Europe. Une société conservatrice qui n'a de cesse de mépriser ceux qui ne sont pas d'ascendance européenne, et qui dans le même temps, veut expurger d'elle-même une grande partie de son héritage européen. ♦

Les Républicains du milieu du XX^e siècle jugeaient comme l'Europe ayant, selon eux, enfanté le totalitarisme. Le trumpisme méprise ouvertement la démocratie libérale à l'européenne, perçue comme faible, coûteuse, anti-Trump et donc anti-américaine



Catherine Durandin : « Sans l'OTAN, les pays européens sont dans l'incapacité d'intervenir militairement »

Professeur d'histoire émérite à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) et à l'Institut privé de relations internationales et stratégiques (IPRIS), Catherine Durandin est spécialiste des questions de défense. Elle est notamment l'auteur, en 2013, de l'ouvrage *OTAN, histoire et fin ?*⁴ et, en 2019, du « Que Sais-Je ? » *La Guerre froide*⁵.

34

Cité : L'OTAN a été créée en 1949 afin d'assurer la défense collective d'États européens et nord-américains tandis que débutait la Guerre froide. De cette alliance militaire, pouvez-vous nous décrire schématiquement la structure, méconnue d'un public non spécialiste ?

Catherine Durandin : Tout d'abord, je souhaite faire une première remarque à propos de l'avènement de l'OTAN. Plus je

regarde l'année 1949, plus je me dis que l'OTAN est née dans un contexte très étrange. C'est le début de la Guerre froide mais il y a dans la déclaration rédigée par les douze premiers partenaires de l'Alliance réunis autour des États-Unis un langage qui est un langage irénique, un langage défensif, un langage sur le droit naturel à la légitime défense et qui insiste sur l'article 51 de la Charte des Nations-Unis. Une sorte de décalage apparaît entre

⁴ Livre numérique en libre accès publié par les Éditions Diploweb.

⁵ Collection des Presses Universitaires de France. Réédité en 2023.

la réalité de la stratégie de guerre – une guerre « froide » certes, mais une guerre quand même – et un vocabulaire qui emprunte à celui de l'universalisme de la paix.

Aujourd'hui, l'OTAN compte trente-deux partenaires. Elle est dotée de trois organes majeurs : le Conseil de l'Atlantique-Nord, le Comité militaire (qui fonctionne sous l'égide du Conseil) et le Secrétariat général. Les membres du Conseil nomment le Secrétaire général par consensus. Ce dernier est le néerlandais Mark Rutte, récemment élu, qui a succédé à Jens Stoltenberg. Il faut citer encore deux grands commandements, qui ont connu une longévité extraordinaire. D'une part, le Commandement suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), basé à Mons (Belgique). D'autre part, le Commandement suprême allié de l'Atlantique (SACLANT), qui était installé à Norfolk (Virginie) mais qui a été réformé en 2003 pour donner naissance au Commandement allié Transformation (ACT). À la tête de ce dernier se trouve actuellement un Français, le général Philippe Lavigne. L'ACT est essentiellement un commandement de doctrine et de prospective, mais il joue un rôle fondamental.

Les membres de l'OTAN brandissent à chacun de leurs sommets certains articles de la Charte de 1949. En premier lieu l'article 5, lequel pose les principes de solidarité et de défense. Si un membre de

l'OTAN est attaqué, l'ensemble des autres parties se portent à son secours avec les moyens qu'elles choisissent et qui ne sont pas nécessairement militaires. Ce sont des dispositions souvent citées mais qui ont été dans les faits peu opérationnelles. Le « grand moment » de l'article 5 restera au point actuel septembre 2001 : l'OTAN l'a déclenché après les attaques du World Trade Center à New York. Les Alliés y sont attachés puisque cet article 5 constitue une assurance-défense. Autre texte très important, l'article 10 de la Charte, vient de jouer en 2023-2024 avec l'intégration de la Finlande et de la Suède. Selon cet article 10, la porte de l'OTAN reste ouverte avec la possibilité d'intégrer de nouveaux États-membres s'ils s'inscrivent dans le cadre de la déclaration fondatrice et après décision unanime des partenaires. Cette règle de l'unanimité explique pourquoi la Suède n'a rejoint l'OTAN qu'en 2024 : il a préalablement fallu convaincre la Turquie et la Hongrie qui avaient quelques griefs à l'égard des Suédois.

Concrètement, si l'OTAN souhaite intervenir collectivement sur un théâtre d'opération, comment se passe la prise de décision ?

Une telle décision est prise après consultation entre les membres de l'OTAN, avec le Comité militaire et le Conseil de l'Atlantique-Nord. Elle est nécessairement le fruit d'un consensus. Il ne peut y avoir d'opposition d'un seul État. À la différence du Pacte de Varsovie

(1955), le fonctionnement de l'OTAN repose sur le consensus, il n'est pas vertical ; en d'autres termes, il n'est pas seulement états-unien.

La réintégration de la France dans le commandement de l'OTAN, décidée en 2009 par le président Sarkozy, a-t-elle fondamentalement réduit l'indépendance de notre politique étrangère ?

Pas du tout. En tant qu'universitaire, j'ai eu beaucoup de mal à éviter que mes étudiants affirment régulièrement que la décision du général de Gaulle, en 1966, de quitter le commandement de l'OTAN, notamment le Comité militaire, et de demander aux États-Unis de retirer leurs bases militaires du sol français, consistait à quitter l'OTAN. La France n'a jamais quitté l'OTAN. En 2009, elle a seulement opéré un retour dans le Comité militaire de l'Alliance, ce qui avait été envisagé dès 1995, à cette époque sans aboutir.

J'avance un point de vue qui pourrait me faire cataloguer comme atlantiste... La France n'a pas perdu de son influence à l'étranger avec cette décision. Au contraire ! À l'égard de nos partenaires de l'Est, le fait de redevenir parfaitement « otaniens » s'est avéré une garantie supplémentaire. La France a, par exemple, participé aux dernières grandes opérations d'entraînement de l'OTAN, le Steadfast Defender 24 qui se sont déroulées du 21 janvier au 31 mai 2024. Les armées françaises ont pris part aux exercices concentrés en mer d'Ecosse et

en Baltique ainsi qu'à l'exercice Dragon 24 en Pologne. Cette implication française est perçue de façon très positive. Notre position antérieure à 2009 était plus suspecte aux yeux de nos partenaires qui nous interrogeaient : « Êtes-vous dans ou hors de l'Alliance ? ».

En 2013, vous avez publié un ouvrage numérique, OTAN, histoire et fin ? dans lequel vous vous interrogez sur l'utilité et la capacité d'action de cette organisation dans un monde éprouvé par le terrorisme international. Quels étaient pour vous les facteurs d'obsolescence identifiés ?

Après une dynamique d'élargissements de l'OTAN tambour battant aux Balkans et à l'Europe centrale et orientale, une contradiction ahurissante s'est manifestée lors du sommet de Lisbonne en 2010, suscitant bien des interrogations. L'OTAN entendait alors définir un nouveau concept mais le cherchait en vain. Elle évoquait une approche globale tout en poursuivant des enjeux stratégiques contradictoires. Lors du sommet de Bucarest les 2-4 avril 2008, les dirigeants alliés étaient convenus que l'Ukraine et la Géorgie deviendraient un jour membres de l'OTAN. Conjointement, ils avaient eu une discussion constructive avec le président russe sur la manière dont l'Alliance et la Russie pouvaient coopérer pour faire face aux défis de sécurité. Deux ans plus tard, à Lisbonne, on ne sait plus que croire : une ambition

globale et bienveillante d'ouverture vers la Russie est exprimée par l'OTAN, en présence de Medvedev, tout en énonçant de nouveau une invitation à l'Ukraine et à la Géorgie. Les Alliés réaffirment : « *Au sommet de Bucarest, nous avons décidé que la Géorgie deviendrait membre de l'OTAN et nous réaffirmons tous les éléments de cette décision.* » L'ouverture faite à l'Ukraine est appuyée : certes, l'Ukraine a un statut « hors bloc » MAIS les Alliés « *saluent la détermination du gouvernement ukrainien à rester pleinement engagé dans le Partenariat spécifique OTAN-Ukraine, notamment par le dialogue politique de haut niveau au sein de la Commission OTAN-Ukraine et par les réformes et la coopération pratique dans le cadre du programme national annuel et, dans ce contexte, nous rappelons que la porte de l'OTAN reste ouverte ainsi qu'énoncé dans notre décision de Bucarest* ». Enfin les Alliés se félicitent du rôle que l'Ukraine joue, notamment par sa participation aux opérations dirigées par l'OTAN !

Autre sujet épineux, autres incertitudes à l'époque : l'Afghanistan. En 2008, les Français avaient annoncé l'envoi de renforts et de moyens supplémentaires en Afghanistan. Mais en 2010, la situation est très difficile. Des voix militaires

s'expriment pour contester et interroger la stratégie des opérations conduites par l'ISAF (Force Internationale d'Assistance et de Sécurité). C'est le cas du général Stanley McChrystal, commandant des forces de l'OTAN en Afghanistan. McChrystal est limogé par le président Obama en 2010. En France, le général Vincent Desportes, directeur du Collège Interarmées de Défense, considère lors d'une interview au *Monde* du 2 juillet

2010, que Stanley McChrystal a ouvert un débat nécessaire : *quid* de la stratégie de l'OTAN en Afghanistan ? Il est rappelé à l'ordre

par le ministre de la Défense. Le sommet de l'OTAN à Lisbonne les 19 et 20 novembre 2010 navigue entre le satisfecit pour les « progrès accomplis » en Afghanistan et l'annonce d'une nouvelle phase de la mission : un processus de transition, qui verra les Afghans assurer la responsabilité totale de leur sécurité, doit commencer début 2011. Les Alliés précisent que la transition sera soumise au respect de conditions et n'équivaudra pas à un retrait des troupes !

Au moment où je commence l'écriture de mon livre *OTAN, histoire et fin ?*, l'état des lieux est le suivant : une incohérence majeure par rapport à la Russie, surtout depuis le conflit géorgien de 2008, et un

« La dégradation des relations entre l'OTAN et la Russie date de bien loin, bien avant même l'annexion de la Crimée en 2014. L' "otanisation" étape par étape des Balkans a été source de mésentente »

constat d'échec en Afghanistan avec une planification accélérée du retrait annoncée comme nouvelle mission. On pouvait finalement se demander que peut et veut l'OTAN dans son rapport à la Russie, et que peut et veut l'OTAN avec cette guerre contre le terrorisme en Afghanistan ? Où allait-on ?



Catherine Durandin

Enfin, j'ai sans doute été influencée aussi dans ma réflexion par les propos du général Henri Paris, que j'avais rencontré à l'Institut des hautes-études de défense nationale (IHEDN), auteur d'une thèse sur le pacte de Varsovie (*Le Pacte de Varsovie en action*), proche des positions de McChrystal et de Vincent Desportes.

Tout cela m'a conduit à m'interroger sur la fin hypothétique de l'OTAN.

Par le passé, des réflexions ont-elles été engagées autour d'une éventuelle adhésion de la Fédération de Russie à l'OTAN ?

Il n'y a pas eu de projet d'adhésion de la Fédération de Russie à l'OTAN. En revanche, un partenariat a été envisagé soit par calcul soit par affinité culturelle et calcul à la fois... Certains politiciens et stratèges américains possédaient en effet une culture russe en raison des études qu'ils avaient effectuées pendant la Guerre froide. Les États-Unis avaient alors de vrais spécialistes de la Russie et de l'Union soviétique. Par exemple, Bill Clinton était un fin connaisseur de la littérature russe, son ami et conseiller Strobe Talbott était un spécialiste de la Russie et parlait russe. Sans oublier quelqu'un comme George Kennan qui, bien que très âgé au moment des premières décisions d'élargissement de l'OTAN dans les années 1990, avait conservé une vraie connaissance de la Russie.

Par ailleurs, après les attentats du 11 septembre 2001, la Russie s'est montrée compatissante à l'égard des Américains. Moscou a eu l'habileté de se placer du côté du monde occidental pendant cette période. Poutine a coopéré avec les États d'Asie Centrale pour faciliter un accès aérien aux Américains en Afghanistan. Mais cette bienveillance n'a pas débouché sur grand-chose pour la Russie : dès le sommet de Prague en 2002, l'extension de

l'OTAN vers l'Est s'est poursuivie. La dégradation des relations entre l'OTAN et la Russie date de bien loin, bien avant même l'annexion de la Crimée en 2014. L'« otanisation » étape par étape des Balkans a été source de mésentente, qui faisait suite de surcroît à une opposition nette sur la question des bombardements de l'OTAN contre la Serbie en 1999. Il n'y a pas qu'en Russie que ces frappes aériennes ne sont pas passées... Dans un pays comme la Roumanie, alors candidate à l'intégration dans l'OTAN, l'utilisation du territoire national pour aller frapper Belgrade a été très mal perçue par la population orthodoxe.

Le conflit russo-ukrainien, déclenché en février 2022, est marqué par une très forte implication collective des pays de l'OTAN. On relève un regain d'intérêt porté à des institutions qu'Emmanuel Macron avait déclaré en « état de mort cérébrale » en 2019. Ce conflit a-t-il redonné du sens et des ambitions à l'Alliance, bouleversant finalement vos propres prévisions ?

Complètement ! Dès 2014, certaines mesures militaires otaniennes ont été prises. Aujourd'hui, une énorme base en Roumanie, au bord de la mer Noire, sur l'extension du site existant Mihail Kogalniceanu près de Constantza qui concentrera la présence d'environ 10 000 civils et militaires, est en pleine construction... L'OTAN a installé également depuis 2022 une base à Cîncu en Transylvanie, avec des chars Leclerc

français, la France est nation-cadre de l'OTAN en Roumanie. Les pilotes roumains de F16 forment des pilotes ukrainiens. Depuis l'agression russe en Ukraine, effectivement, un regain d'intérêt extraordinaire est constaté pour l'OTAN. L'Ukraine avait noué une forme d'accord avec l'OTAN qui consistait en la mise sur pied d'une commission, lieu de consultation, sur place en 1997. Cette commission est devenue un Conseil OTAN-Ukraine lors du sommet de Vilnius en 2023. Le Conseil est un lieu de coopération politique et militaire essentiel.

Je voudrais ajouter un témoignage sur ce qui se déroule en Moldavie... La Moldavie est un pays neutre selon sa Constitution, bien que voisin de la Roumanie membre de l'OTAN et de l'UE. Or, le secrétaire général délégué de l'OTAN, roumain, Mircea Geoana (fils d'un général communiste,) a reçu au printemps dernier le ministre des Affaires étrangères moldave. Cette information a peu circulé à Chisinau où la question de la neutralité est sensible. Anthony Blinken est également venu à plusieurs reprises à Chisinau pour soutenir la Moldavie sur le plan énergétique. La France, qui n'avait pas d'attaché de défense à Chisinau, en a nommé un à titre permanent au mois d'avril 2024, ce qui a été condamné par certains hommes politiques moldaves pro-russes qui ont déclaré que Paris ne respectait pas la neutralité du pays ! Il y a

donc, en Moldavie aussi, une forme de présence occidentale et otanienne discrète mais réelle.



Vous venez d'évoquer l'aide apportée par l'OTAN à l'Ukraine, qui n'en est pas membre. Rejoignez-vous les analystes qui lisent l'affrontement actuel entre la Russie et une Ukraine soutenue par les membres de l'OTAN comme étant une énième *proxy war* entre Moscou et Washington ?

Oui, je les rejoins. Pour se convaincre de la guerre entre Washington et Moscou, il suffit de lire les déclarations des derniers sommets de l'OTAN. Celui de Madrid, en 2022 portait déjà la dénonciation tonitruante de l'ennemi russe. Les développements du dernier sommet de Washington de juillet 2024 sont extraordinaires : la Russie est non seulement la coupable et l'agresseur, mais elle est aussi le pays de toutes les cruautés. La déclaration va très loin dans la dénomination du « mal » contre le bien.

La Russie est accusée de faire voler la paix en éclat. La menace que représente la Russie pour l'OTAN est envisagée sur le

long terme. Cette déclaration de l'OTAN dénonce aussi la relation entre la Chine et la Russie. Cela me conduit d'ailleurs à dire, avec le retour prochain de Donald Trump à la Maison Blanche, que si son terrain de jeu était l'Indopacifique, il ne

pourrait pas réellement se rapprocher de Poutine. Il serait contradictoire d'être en bonne camaraderie avec Poutine tout en prétendant affronter la Chine !

On reprend donc le chemin d'une bipolarisation...

En effet. Et je crois aussi que cette bipolarisation va s'inscrire dans le temps. Le ton des pays de l'OTAN augure un engagement sur la longue durée contre un ennemi désigné. On a l'impression d'un retour de la Guerre froide.

Après deux ans et demi de guerre, les récents constats sur le terrain ne sont pas nécessairement en faveur des Ukrainiens... L'état-major militaire otanien envisage-t-il une situation d'échec en Ukraine, laquelle pourrait se caractériser par l'incapacité d'expulser militairement l'armée russe des

territoires conquis en 2014 (Crimée) et surtout depuis 2022 (Donbass) ?

À voir et à suivre les déclarations du Comité militaire de l'OTAN d'une part, celles du Parlement européen d'autre part, lesquelles envisagent de systématiser l'utilisation d'armes de longue portée sur des cibles militaires en territoire russe, l'idée d'un échec patent ukrainien est refoulée pour le moment. Toute prise en compte d'une telle option est refusée. Il y a une pression du côté du Comité militaire pour frapper davantage et multiplier la livraison d'armements à l'Ukraine. La perspective de la défaite, hypothèse radicale, n'est pas énoncée car elle n'est pas énonçable.

« Le ton des pays de l'OTAN augure un engagement sur la longue durée contre un ennemi désigné : la Russie. On a l'impression d'un retour de la Guerre froide »

Vous avez raison de dire que la situation n'est pas particulièrement brillante pour l'Ukraine. Mais en même temps, je m'interroge : *quid* de la situation russe ? Quand on considère le temps mis pour réinvestir partiellement Kursk après l'intrusion ukrainienne, l'absence de percée foudroyante sur le front, ainsi que la sollicitation de l'Iran et de la Corée du Nord et leur fourniture de matériel, cela n'incite pas non plus au triomphalisme du côté de la Russie... De part et d'autre,

un épuisement, des lenteurs, des difficultés réelles de recrutement sont observables. On pourrait imaginer pour issue un cessez-le-feu avec une forme de contrôle de longue durée, engageant des forces d'observation et de maintien de la paix de l'ONU dans le Donbass et en Crimée. Ce serait une solution de temporisation mais qui – on le sait bien – finirait par durer... Ce ne serait pas à l'ordre du jour. Les Alliés, lors du sommet de Washington, ont affirmé avec force : « *Nous ne reconnaitrons jamais les annexions de territoires ukrainiens auxquelles la Russie a procédé, en toute illégalité, y compris l'annexion de la Crimée.* » Avec un ajout significatif : « *Nous appelons par ailleurs la Russie à retirer de la République de Moldova et de la Géorgie toutes les forces qu'elle y a stationnées sans le consentement de ces pays.* »

Avant 2022, vous aviez réfléchi, dans vos travaux, à la cohabitation de l'OTAN et de la Russie post-Pacte de Varsovie. Comme nous venons de l'évoquer, le conflit en Ukraine polarise les pays de l'Alliance et la Russie. Pensez-vous néanmoins que certaines pistes que vous envisagiez puissent être réexplorées une fois la guerre terminée ?

Au fil des étapes de la guerre en Ukraine et des sommets successifs de l'OTAN, s'est mise en place, pas à pas, une culture

otano-occidentale lourde. Une coexistence pacifique avec la Russie pourrait-t-elle tout de même advenir, un rapprochement à la manière de ce qui avait été un temps perçu dans les années 1990, notamment grâce à la relation habile de Clinton avec Eltsine ? Cela ne me paraît pas possible à court terme. La Russie de Poutine se présente comme le garant des valeurs de la civilisation traditionnelle européenne face à un Occident en déclin. Je viens de terminer un essai sur la Moldavie⁶, pays que je connais bien. J'y mesure la fracture extrêmement importante entre pro-russes et pro-européens, qui est à présent aux limites de l'affrontement. On le constate par exemple au niveau de l'usage de la langue. La langue roumaine est désormais la langue officielle de la Moldavie. J'ai vu des amis universitaires moldaves hurler contre un chauffeur de taxi qui avait osé leur dire « merci » en russe... Je n'assistais pas à de pareilles scènes, avant 2022...

En mars dernier, Donald Trump, alors candidat à la présidence des États-Unis, avait prétendu qu'en cas d'élection, il pourrait ne plus garantir la protection des membres de l'OTAN incapables de payer une contribution suffisante. S'agit-il d'une position isolée au sein de l'élite américaine et estimez-vous réaliste que la menace

soit mise à exécution avec son retour à la Maison Blanche ?

Il me semble que c'est le langage choisi par Donald Trump pour son électorat, largement isolationniste. La priorité de cet électorat demeure le mur contre les migrants mexicains, non pas ce qui se déroule en Ukraine... S'agissant de la question financière pour l'OTAN, il faut en revenir au catastrophique sommet de Lisbonne de 2010, que j'ai évoqué précédemment. À l'époque, il n'y avait plus d'argent dans la caisse, l'OTAN était déficitaire et avait même connu une réduction de 5 % de ses effectifs. Barack Obama a tapé du poing sur la table pour demander la hausse des cotisations des États-membres. La question de la part contributive des partenaires s'est donc déjà posée, il y a près de quinze ans. Aujourd'hui, la dramatisation financière n'est pas à l'ordre du jour. Il est toutefois rappelé, lors du dernier sommet de Washington, que « *dans bien des cas, il faudra consacrer plus de 2 % aux dépenses de défense* ».

Surtout, il faut comprendre que l'OTAN n'est pas seulement une alliance militaire ; elle est devenue une véritable société, un mastodonte militaro-industriel qui ne va pas se déliter du jour au lendemain. Lors du sommet de Washington, ont été discutées des problématiques aussi variées que le

⁶ Catherine Durandin, *Moldavie : le pari, un défi*, Édition Petra. Paru le 8 septembre 2024.

climat et l'environnement, les femmes et la paix, la cyberdéfense, la transition énergétique, l'intelligence artificielle, et toutes les autres innovations technologiques... Les préoccupations scientifiques se développent dans le cadre otanien. Aussi, je ne vois plus aujourd'hui l'OTAN disparaître. Il y a une mentalité, un réseau otanien qui ont largement gagné jusqu'au milieu militaire français. Quand je travaillais au début des années 1990 avec le ministère de la Défense, j'y entendais des propos très anti-américains. La culture a beaucoup évolué depuis au sein de l'état-major français, même si l'on perçoit encore parfois des déclarations un peu radicales au nom des ambitions franco-européennes mais sans remise en question de l'OTAN.

Une défense commune autonome pourrait-elle se développer dans le cadre de l'Union européenne ? Ce faisant, pourrait-elle s'émanciper du « parapluie » otanien ?

La défense commune européenne est un vaste chantier depuis l'origine des communautés européennes, notamment depuis le « crime » français contre la Communauté européenne de défense en août 1954. La défense européenne est à nouveau un enjeu pris à bras le corps par de grands militaires pro-européens comme le furent le général Henri Paris ou le général Jean Cot, qui était commandant de la FORPRONU dans les Balkans entre 1993 et 1995. Tous misaient

sur la construction d'un « Eurocorps » franco-allemand. Il y avait véritablement l'idée d'un développement autonome possible. Or, lors du déclenchement de la guerre des Balkans, sont intervenues l'ONU, l'OTAN et la France dans la KFOR. Qu'est-ce que l'Union européenne a fait au moment du déclenchement de l'attaque serbe de 1991 ? Rien. Elle n'avait aucun outil militaire à sa disposition. Je me souviens du général Cot me disant : *« C'est effrayant. Il suffisait d'une entente avec les Britanniques et on arrêta les Serbes ! »* Par la suite, on a connu des

« Je ne vois plus aujourd'hui l'OTAN disparaître. Il y a une mentalité, un réseau otanien qui ont largement gagné jusqu'au milieu militaire français »

tentatives de construction et de réveil de l'initiative, notamment en 2016. Malgré ces éléments d'évolution, demeure le sentiment d'une grande absence, d'une profonde incertitude à l'échelle de la défense européenne : la question du nucléaire, de la dissuasion et de son avenir. L'OTAN adopte sur la dissuasion nucléaire, lors du sommet de Washington encore, une position limpide : *« L'OTAN reste déterminée à faire tout ce qui est nécessaire pour assurer la crédibilité, l'efficacité, la sûreté et la sécurité de la mission de dissuasion nucléaire de l'Alliance, notamment en modernisant ses capacités nucléaires, en renforçant sa*

capacité de planification nucléaire et en s'adaptant selon les besoins. » Qu'en est-il de la posture européenne ? À ce sujet, en avril 2024, les propos d'Emmanuel Macron ouvrant le débat sur le nucléaire français, en évoquant la prise en compte des intérêts vitaux français à l'échelle de l'Europe, ont suscité des réactions violentes de l'extrême droite à LFI contre ce qui serait inacceptable, une forfaiture, une dépossession du peuple français. Ces tollés témoignent des limites de l'engagement européen alors même qu'il s'agissait d'un débat sur l'extension des « intérêts vitaux » français à l'échelle européenne et non d'un abandon de souveraineté. Tout cela ne fait pas une Europe de la défense. Je crois donc que l'idée est condamnée... Alors que, dans le contexte de l'Ukraine, la coopération OTAN/UE a gagné en importance.

Sans vouloir être pessimiste, on ne peut pas dire que l'Europe se porte bien. D'abord, elle n'a pas de politique commune extérieure. Ensuite, on assiste à une montée de courants nationalistes anti-démocratiques en France, en Allemagne, en Hongrie, et même en Roumanie avec le parti d'extrême-droite AUR qui reprend le vocabulaire de Ceaușescu et mène une politique entriste en Moldavie pour promouvoir une union roumano-moldave anti-européenne. La dynamique n'est pas favorable à la créativité positive et à la poursuite de la construction européenne de la défense.

Sans l'OTAN, sans les États-Unis, militairement, les pays de l'UE sont dans l'incapacité d'intervenir radicalement sur un théâtre d'opération comme l'Ukraine.

Évoquons pour finir le jeu d'un État européen un peu à part au sein de l'Alliance atlantique... En demandant officiellement, en août 2024, à rejoindre les BRICS, la Turquie n'entretient-elle pas une forme de marginalisation ?

Je ne parlerai pas de marginalisation : la Turquie adopte depuis longtemps des positions géopolitiques en fonction de ses intérêts nationaux. Par exemple, elle n'était pas intervenue lors de la guerre du Golfe, mais elle avait autorisé l'utilisation de ses bases militaires par l'OTAN. Son rapport à la Russie est particulier, puisque celle-ci lui a fourni ses missiles mobiles air-sol. Russes et Turcs entretiennent des échanges commerciaux très importants et le tourisme russe est massif en Turquie. En même temps, la Turquie a condamné l'invasion ukrainienne en 2022. Elle a voté les sanctions, vendu des drones à l'Ukraine. Ankara a même su jouer son jeu personnel sur la problématique des détroits en appliquant la convention de Montreux. Les Turcs mènent leur propre politique dans leur rapport à la Libye, où ils se retrouvent du côté occidental. Ils ont aussi changé de ton vis-à-vis de l'Irak depuis l'été 2024 et la condamnation des actions kurdes par Bagdad. La Turquie se trouve toutefois dans une situation

économique très difficile (grave inflation, début d'émigration de certaines élites diplômés...). À son sujet, je rejoindrais plutôt l'avis de Didier Billon, qui dit que les Turcs suivent sur la crête du rasoir une politique à travers laquelle ils ne sont pas alliés des Russes mais restent à la fois leurs partenaires et concurrents. Le tout en étant bien présents dans le cadre de

l'OTAN ! On peut conclure en pariant que la Turquie, même en rejoignant les BRICS, ne se ralliera pas pour autant systématiquement aux positions de la Chine ou de la Russie. ♦

**Propos recueillis par
Pierre-Henri Paulet**



L'extraterritorialité : la machine de guerre extrajudiciaire des États-Unis d'Amérique

Par **Olivier de Maison Rouge**

Docteur en droit et avocat (Cabinet Lex-Squared)¹

Professeur à l'École de guerre économique (EGE) et directeur pédagogique du MBA Management stratégique & Intelligence Juridique

« Il n'y a point de plus cruelle tyrannie que celle qu'on exerce à l'ombre des lois et avec les couleurs de la justice »

Montesquieu, *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, 1734

Si l'on raisonne très prosaïquement, le droit n'est autre chose que « *l'ensemble des règles et normes destinées à régir les rapports des individus entre eux et/ou les rapports des individus avec l'État* ».

Bien que se voulant globalement neutre, cette définition semble ignorer cependant la part de subjectivité du droit. En effet, le droit est également la traduction d'une conception philosophique et politique, d'une opinion majoritaire et plus encore le reflet d'un état d'esprit de la société à un moment donné et selon la volonté des autorités supérieures qui le façonnent, selon les règles institutionnelles qui leur sont propres.

Dans le cadre de l'extraterritorialité, elle est également la traduction d'une forme de violence, d'un rapport du faible au fort formalisée par une soumission juridique par-delà les frontières étatiques, ce qui traduit une forme de colonisation par le droit par des autorités étrangères.

C'est une composante de ce que l'on nomme dorénavant le *lawfare* – désormais (et enfin) admis comme menace majeure dans la doctrine de sécurité nationale – où le

¹ Olivier de Maison Rouge est l'auteur de l'essai *Gagner la guerre économique*, VA Éditions, 2022.

droit est précisément identifié comme une arme de guerre économique par des puissances hostiles et/ou prédatrices².

Ce faisant, le Secrétariat général à la défense et à la sécurité nationale (SGDSN) a parfaitement identifié « *l'usage stratégique de la norme (ou lawfare) comme l'un des instruments mobilisés par nos compétiteurs pour prendre l'ascendant en matière économique* »³.

I. Le lawfare, ou le droit arme de guerre économique

1. Le droit, un instrument de compétition géopolitique

« *Il ne s'agit plus désormais que l'Amérique dirige le monde, mais que le monde devienne l'Amérique.* »

Thomas Barnett, professeur au Naval War College, cité par Régis Debray in *Civilisation. Comment nous sommes devenus américains*, Gallimard, 2017

47

Dans le prolongement de l'effondrement du « Rideau de fer » en 1989, mettant ainsi fin à un monde reposant sur la bipolarité, George Bush (le père) prétendait vouloir instaurer unilatéralement un « Nouvel ordre mondial », tandis que, lui succédant en 1993, « *le nouveau président démocrate des États-Unis, Bill Clinton, avait invité ses concitoyens à se lancer à la conquête de tous les marchés du monde* »⁴. Ce faisant, le système de globalisation s'imposait, sous la tutelle des États-Unis d'Amérique. Le droit n'en fut pas absent car il prolongeait *per se* cette forme d'extension du modèle économique ainsi promu.

En effet, les États-Unis d'Amérique avaient proclamé la victoire du libre-échange sur le socialisme d'État qui avait disparu avec le bloc de l'Est. La conséquence directe et quasi-immédiate a été la standardisation du modèle capitaliste américain à l'ensemble de la planète et de fait, des normes juridiques qui en sont issues.

Dans le prolongement, ce système sera consacré par la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), instituée en 1994 par le Traité de Marrakech. Sous son administration, naquit ainsi l'idée d'appliquer le droit en qualité de « gendarme du monde » : ce furent les canons de lutte anti-corruption érigés au sein de l'OCDE ou

² Revue nationale stratégique, SGDSN, 2022.

³ *Le lawfare ou l'usage du droit à des fins stratégiques*, LIE n°14, novembre 2023.

⁴ Amiral (c.r.) LACOSTE Pierre, en préface de AUER François, *Comment se protéger de l'espionnage et de la malveillance*, RECRUT'INNOV, 2009, p.5.

encore les lois d'embargos (1996). Ce faisant, les États-Unis se faisaient le (dé)régulateur d'un empire économique planétaire, sous couvert de « globalisation ».

Cette conquête économique bâtie sur les ruines de l'opposant soviétique, a conduit à une forte imbrication juridique, affectant pour une large partie les entreprises ainsi versées dans la mondialisation.

2. Le lawfare, arme de guerre économique

Plus récemment, le droit est devenu un instrument central de l'affrontement économique global⁵. Il se trouve mobilisé sous forme de normes, sanctions, embargos⁶, et ce faisant permet à la puissance émettrice d'asseoir sa domination envers les pays commerciaux vassaux⁷.

(Photo : capture d'écran YouTube)



Olivier de Maison Rouge

À l'heure de la mondialisation et de la compétition économique, le droit, qui est une dimension non négligeable en matière de conquête des marchés et de dépendance économique⁸, ne doit donc pas être considéré comme un simple instrument non efficient. Au contraire, il est convoqué comme outil d'accroissement de puissance économique.

Depuis une vingtaine d'années, sous l'égide des néoconservateurs démocrates tout d'abord (puis républicains, faisant fi du principe d'isolationnisme qui avait auparavant prévalu au sein du *Grand Old Party*), les USA sont clairement passé du *soft law* – système juridique non contraignant – au *hard law*, avec la ferme volonté d'imposer leur corpus juridique, quitte à générer des distorsions manifestes de concurrence, pour mieux s'en affranchir quand il s'agit de leurs propres intérêts.

Pour le SGDSN⁹, selon les propos de son secrétaire général, l'usage stratégique du droit comme outil de puissance économique s'articule autour de trois approches :

⁵ LAIDI Ali, *Le droit, arme de guerre économique*, Actes Sud, 2019.

⁶ CHASSAIGNE André, *Cuba, une étoile dans la nuit. La lutte du peuple cubain contre un blocus criminel*, Le Temps des cerises, 2023.

⁷ Voir la publication périodique du club droit et IE de l'AEGE « L'écho des sanctions ».

⁸ LABARDE Philippe et MARIS Bernard, *Ah Dieu ! Que la guerre économique est jolie !*, Albin Michel, 1998.

⁹ Revue nationale stratégique, SGDSN, 2022.

- ❖ L'instrumentalisation par certains États de leur propre droit, à l'instar de l'extraterritorialité, mais encore l'interprétation de lois locales au détriment d'acteurs entrants ; si l'usage de l'extraterritorialité du droit n'est pas blâmable en soi dans tous les cas de figure, elle « *peut devenir un puissant outil d'ingérence et de prédation lorsqu'elle s'applique sur la base de critères flous ou encore lorsqu'elle conduit un État à imposer ses normes directement à un autre État sans le consentement de ce dernier* »¹⁰.
- ❖ Le détournement de la norme internationale, en usant de l'influence juridique et diplomatique : « *Il s'agit de démarches d'influence afin, par exemple, de faire prévaloir une interprétation de certaines normes internationales existantes [...] ou encore d'influencer l'élaboration de ces normes dans des domaines encore peu régulés.* »¹¹
- ❖ L'exploitation de failles juridiques à l'étranger pour asseoir sa domination commerciale : « *Cela désigne l'instrumentalisation de nos juridictions par l'introduction d'actions en justice. Celles-ci sont rarement fructueuses, mais le but n'est pas tant d'obtenir un succès contentieux que de créer un effet d'intimidation ou de discrédit.* »¹²

Selon la délégation parlementaire au renseignement (DPR), dans son rapport de 2023 sur les ingérences étrangères, l'extraterritorialité est également particulièrement documentée¹³. Selon les parlementaires, « *c'est un trait caractéristique d'une forme de domination des États-Unis qui agissent unilatéralement sur le territoire d'États tiers sur le fondement de leurs lois internes* ».

II. L'extraterritorialité, bras armé du lawfare

Cette guerre juridique asymétrique, dont l'extraterritorialité du droit en est le glaive au sens propre comme au sens figuré, est aujourd'hui une nouvelle conflictualité dont le *Department of Justice* (DOJ) en est le bras armé, avec une tentation planétaire.

1. Approche contextuelle de l'extraterritorialité

Selon le dictionnaire juridique Dalloz, l'extraterritorialité s'entend comme l'application « *de normes juridiques dont le champ d'application excède la compétence territoriale de l'État* ». Dans les faits, cela se traduit par une forme de suprématie juridique par une

¹⁰ *Le lawfare ou l'usage du droit à des fins stratégiques*, LIE n°14, novembre 2023.

¹¹ *Ibid.*

¹² *Ibid.*

¹³ Rapport de la délégation parlementaire au renseignement, 2023.

puissance autoproclamée émettrice du droit. La loi devient dès lors un espace de rivalité exacerbé. Une véritable suzeraineté juridique trouve à s'appliquer à un territoire vassalisé, s'affranchissant des institutions et juridictions locales.

En effet, si l'extraterritorialité se heurte au principe de courtoisie juridique internationale¹⁴, elle contourne également les institutions légitimes pour imposer sa règle au-delà des frontières. Cette extension juridique se fait en parfaite violation des règles de souveraineté juridique qui devraient prévaloir, contournant les règles de séparation des pouvoirs et niant les institutions qui gouvernent le territoire visé.

Rappelons cependant que depuis toujours l'extraterritorialité se trouve être l'application de la formule du vainqueur : *vae victis* ! L'ennemi défait doit subir la loi

Depuis une vingtaine d'années, les USA sont clairement passé du *soft law* au *hard law*, avec la ferme volonté d'imposer leur corpus juridique, quitte à générer des distorsions manifestes de concurrence, pour mieux s'en affranchir quand il s'agit de leurs propres intérêts

du vainqueur. Dès lors, l'extraterritorialité, loin d'être un fait contemporain, a toujours existé dans l'histoire des hommes et de la manière de façonner des règles. Cette « colonisation juridique » des territoires au-delà des frontières du pays émetteur de droit est ancestrale et raisonne sensiblement avec l'extension des empires et de leurs conquêtes.

Ainsi, le droit romain n'a-t-il pas irrigué le pourtour méditerranéen avec l'avancée des légions romaines ? À cet égard, l'exemple le

plus topique réside dans le procès du Christ¹⁵ où il convient de relever un conflit de normes et *in fine* la soumission – consentie – à une loi étrangère. Poursuivi par les docteurs de la loi juive, Jésus Christ est tout d'abord déféré devant l'autorité locale, à savoir le Sanhédrin, accusé de blasphème pour s'être autoproclamé « fils de Dieu ». Or, placées sous le protectorat romain, les autorités autochtones n'avaient plus le pouvoir de prononcer la peine de mort. C'est pourquoi les scribes s'en vont ensuite trouver le procureur Ponce Pilate, qui va ordonner la crucifixion au nom de Rome, pour trouble dans l'Empire. Par conséquent, cela traduit le choix de citoyens de se placer sous l'autorité d'une loi et d'une juridiction étrangères.

De la même manière, le Code civil des Français de 1804 a été exporté à toute l'Europe continentale avec les conquêtes napoléoniennes, le droit européen étant encore

¹⁴ Cour permanente de justice internationale, 7 septembre 1927, *Lotus*.

¹⁵ Mc 14 : 64, Mt 26 : 66, Lc 22 : 66 et 23 : 2.

fortement imprégné de ce droit romano-germanique. Enfin, ce même code civil a été institué en Afrique, durant l'époque de l'empire colonial français.

2. Les tables de la loi extraterritoriale

Ainsi, plusieurs réglementations américaines ont été sciemment instrumentalisées dans le cadre d'une menée extraterritoriale pour soumettre à leurs textes des entreprises rivales ou partenaires¹⁶.

Le *Foreign Corrupt Practices Act* (FCPA) est une loi fédérale adoptée en 1977 qui participe à la lutte contre la corruption dans le milieu des affaires. Bien que ce texte n'ait pas de portée extraterritoriale intrinsèque, l'administration américaine l'interprète très largement, au bénéfice du Trésor américain. Les moyens d'enquête dévolus aux services d'investigation sont très larges, permettant d'avoir accès à toutes les informations et tous les documents qu'ils souhaitent auprès des entreprises, aussi confidentiels soient-ils¹⁷. Avec une conception largement extensive par les tribunaux américains, cette loi peut viser une entreprise étrangère, pour peu qu'il y ait un lien de rattachement quelconque avec les USA aussi ténu soit-il (contrat en dollars, messagerie électronique via un opérateur américain, puce *made in US...*).

La loi *Sarbanes-Oxley* (SOX), entrée en vigueur le 30 juillet 2002, a également une conséquence directe pour les entreprises étrangères, dans la mesure où cette loi concerne toutes les entreprises cotées au New-York Stock Exchange (NYSE). Cette loi fait peser de lourdes sanctions sur les entreprises françaises cotées aux USA. Si les états financiers ne sont pas respectés par le CEO, ils risquent 20 ans de prison et 5 millions d'euros d'amendes¹⁸.

Ce sont également lois d'embargos, qui visent les entreprises américaines en premier lieu (on parle de sanctions « primaires »), mais aussi les entreprises européennes par des sanctions dites « secondaires ». C'est sur ce fondement que la banque BNP Paribas a été sanctionnée, dans le cadre d'une justice négociée par le *Department of Justice* américain.

Ainsi, s'agissant d'une violation d'interdiction commerciale, BNP Paribas en a

¹⁶ Conseil d'État, *La Souveraineté*, Étude annuelle, 2024

¹⁷ Pour aller plus loin : O. de MAISON ROUGE, « Procédure participative & discovery, faux amis ou vrais jumeaux de justice négociée? », www.village-justice.com, 11 mars 2015.

¹⁸ MOUSTAFA Alexandre, « Ces lois américaines qui font frémir les entreprises françaises (<https://www.portail-ie.fr/univers/droit-et-intelligence-juridique/2015/ces-lois-americaines-qui-font-fremir-les-entreprises-francaises/>), 21 novembre 2015.

cruellement été pour ses frais¹⁹. L'argument était une opération libellée en dollars pour un investissement réalisé en Iran, pays que les États-Unis avaient alors mis au ban des échanges économiques (les *rogue states* désignés unilatéralement par l'administration Bush, puis Obama). Or, la compensation financière a été opérée via des comptes américains, seul et unique lien de l'affaire, en dehors de tout acte passé sur le sol américain.

Il faut souligner que le traitement de cette affaire n'a pas fait l'objet d'une procédure judiciaire devant un tribunal, avec des règles permettant des échanges contradictoires,



et soumise à un arbitrage indépendant, mais d'un dossier directement suivi par une autorité ²⁰ devant laquelle BNP Paribas a dû s'infléchir et plaider coupable, pour éviter un procès qui aurait été long, dispendieux et qui aurait pu être plus grave encore en matière d'image²¹. Le chantage a eu gain de cause sur une justice rendue au grand jour. Cette justice négociée donne souvent lieu postérieurement à un *monitoring* qui

n'est autre qu'un contrôle interne de 3 à 5 ans de l'entreprise sanctionnée pour le compte du DOJ.

Pour les mêmes raisons, et dans un contexte similaire, le Crédit Agricole a été contraint de s'acquitter d'une amende de 787 millions de dollars US, en raison des opérations passées – et compensées en billets verts – avec l'Iran, le Soudan, le Myanmar et Cuba entre 2003 et 2008 ²². C'est au titre des mêmes lois d'embargo que les autorités américaines ont enjoint aux entreprises européennes de se retirer du territoire iranien.

Ainsi, les Américains tentent ouvertement, non sans brutalité²³, par le biais de la menace d'un procès infâmant (dont l'issue demeure en réalité inconnue car il n'est pas

¹⁹ GARAPON A. et SERVAN-SCHREIBER (dir.), *Deals de Justice, le marché américain de l'obéissance mondialisée*, PUF, 2013. Egalement : « BNP Paribas tremble et implore la clémence des Américains » in *Le Figaro*, 13/05/2014 ; « La chambre de compensation, la clé de l'amende BNP » in *Le Monde*, 03/06/2014.

²⁰ Department of Justice (DOJ) équivalent du Ministère de la Justice.

²¹ L'amende négociée s'étant élevée à 7 milliards de dollars US.

²² « Amende de près de 700 millions d'Euros pour le Crédit Agricole », in *Le Figaro*, 20/10/2015.

²³ Dans l'affaire ALSTOM, des cadres dirigeants se sont vu arrêtés sans ménagement, pour des affaires de corruption réalisées en Asie, pour être interrogés et placés à l'isolement, sans nulle garantie juridictionnelle, au mépris des droits de la défense ; selon QUATREPOINT Jean-Michel, *ALSTOM scandale*

écrit d'avance que les juges américains reconnaissent la compétence extraterritoriale aux lois fédérales américaines), d'obtenir la soumission des acteurs économiques.

Conclusion : une législation désormais « dietée »

Animés par cet esprit de moralisation des affaires hérité de leur messianisme originel, la corruption a ainsi été érigée en mal absolu²⁴, pour mieux évincer des concurrents de certains marchés ou les stigmatiser. En effet, si cette pratique frauduleuse était courante il y a encore quelques années pour des contrats à grande échelle, et pour laquelle certaines multinationales ont été publiquement condamnées, son usage a depuis lors été fortement réduit.

Depuis l'affaire Alstom²⁵, les entreprises étaient en attente d'une riposte de l'État, outre un accompagnement fort compte tenu des craintes légitimes. La Loi Sapin 2 du 9 décembre 2016 a été adoptée afin d'éviter de nouvelles sanctions par les États-Unis, puisque la France s'alignait sur les standards US pour juger ses propres entreprises. En effet, certains estiment qu'en vertu de la règle *non bis in idem*, une entreprise ne peut être condamnée une deuxième fois pour les mêmes faits. Cependant, Airbus a plaidé coupable en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis pour des faits de corruption. L'objectif n'a donc pas été atteint. Sous couvert d'éthique, nous assistons davantage à l'effacement du droit romano-germanique au bénéfice du droit anglo-saxon. Et le remède est donc peut-être pire que le mal.

C'est désormais dans le cyberspace qu'émerge une autre forme d'extraterritorialité, ce sur quoi nous a largement mis en garde Edward Snowden depuis 2014

d'État, Fayard, 2015. Pour aller plus loin, lire le témoignage poignant de Frédéric PIERRUCCI, *Le Piège américain*, JC Lattès, 2019.

²⁴ « Accusation de corruption, l'arme atomique » in *Intelligence Online*, n°678, 12 décembre 2012.

²⁵ Accusation de corruption qui a conduit à placer ce fleuron industriel dans les mailles de la Justice américaine et qui s'est soldée non seulement par une défaite politique, une lourde amende financière, mais encore par un démantèlement où la branche stratégique énergie était cédée à General Electric (GE). Pour aller plus loin, voir le documentaire « La guerre fantôme », lire : Rapport d'information parlementaire sur l'extraterritorialité de la législation américaine, par Karine BERGER et Pierre LELLOUCHE, Assemblée Nationale, 5 octobre 2016 ; QUATREPOINT Jean-Michel, *ALSTOM, scandale d'État*, Fayard, 2015 ; LAÏDI Ali, *Le Droit, arme de guerre économique*, Actes Sud, 2019 ; PIERRUCCI Frédéric, *Le Piège américain*, JCLattès, 2019.

Enfin, il faut admettre que cette pratique de l'extraterritorialité a sensiblement été abandonnée par l'Administration américaine, depuis l'élection de Donald Trump en 2016. En effet, peut-être la procédure était trop subtile pour un Président davantage rompu à l'art du *deal*. Mais aussi parce que quelques justiciables audacieux ont refusé de coopérer avec le DOJ et ont préféré aller jusqu'au procès où les juges américains ont admis que les lois américaines n'avaient pas d'effet extraterritorial, anéantissant ainsi toute une stratégie qui avait prévalu pendant deux décennies, selon une mécanique bien huilée et extrêmement efficace pour peu que l'entreprise visée cède au chantage judiciaire.

Dès lors, les États-Unis d'Amérique ont largement riposté par voie de subventions commerciales, et d'aides protectionnistes à travers l'*Inflation Reduction Act*, avec un certain succès, amenant les entreprises étrangères à se fixer sur le territoire américain, ce qui règle dès lors la question de la loi applicable...

En revanche, c'est désormais dans le cyberspace qu'émerge une autre forme d'extraterritorialité, les USA s'octroyant des textes intrusifs au sein des réseaux, tels que le *Cloud Act* (2018), le FISA (renseignement électronique), ce sur quoi nous a largement mis en garde Edward Snowden depuis 2014.

Et de l'autre côté du globe, la Chine s'affirme comme puissance rivale, ayant financé et soumis par voie contractuelle à son droit des investissements colossaux portant sur des infrastructures aéroportuaires, avec son programme *One Belt One Road* (OBOR), rivalisant ainsi avec le plan Marshall qui fut, après la seconde guerre mondiale, le financement majeur de l'industrie occidentale et l'implantation des cabinets américains sur le territoire européen. L'histoire semble se répéter à l'avantage de l'Empire du milieu. ♦

Olivier de Maison Rouge

Entretien



Olivier Amiel : « Les deux Amérique de l'ultra-conservatisme et du wokisme sont exportées dans les sociétés occidentales »

(Crédit photo : Frédéric Vannarecci)



Olivier Amiel est avocat, docteur en droit public, essayiste et romancier. Sa thèse universitaire, publiée en 2007 (éd. LGDJ), portait sur le financement du cinéma et questionnait déjà l'impérialisme culturel exercé par les États-Unis. Son dernier roman, *Touchdown*¹ sonde la

psychologie d'un homme fatigué, qui se découvre une fascination pour l'univers du football américain et les valeurs que ce sport véhicule.

Cité : Votre roman *Touchdown* a été publié en juillet 2024. Le narrateur fuit le tumulte d'une actualité animée et se laisse happer par sa passion grandissante pour le football américain et les codes culturels afférents. Quel a été le déclencheur de l'écriture du récit : le football lui-même ou bien la culture woke ?

Olivier Amiel : Avant de devenir une autofiction lorgnant sur le roman fantastique voire surnaturel, il y avait la volonté de rassembler des réflexions sur l'américanisme, faire ainsi suite à mon essai *Voir le pire* de 2021 qui traite de l'œuvre de l'auteur Bret Easton Ellis, mais aussi – déjà – de la fragmentation sociale aux États-Unis et de son influence dans l'Occident en général.

¹ Olivier Amiel, *Touchdown. Journal de guerre*, Éd. Les Presses Littéraires, 2024.

Le plus marquant est la conscience du narrateur de son niveau d'américanisation et, surtout, l'absence de volonté d'y faire face. La guerre est-elle perdue, l'américanisation est-elle inéluctable ?

Le personnage ne subit pas vraiment l'américanisme, car il exprime très souvent son adhésion à un mode vie calqué sur celui des États-Unis. Il y voit même un sens politique dans le cadre d'une défense de valeurs communes occidentales. Cependant, c'est vrai aussi qu'il ressent l'aspect impérialiste et infantilisant de l'américanisme, ce qui semble tout de même le révolter un peu...

Je ne sais pas si la guerre est perdue et si ce phénomène est inéluctable. En tout cas il n'est pas nouveau, une des voix qu'entend le narrateur lui rappelle les mots d'auteurs comme Luigi Pirandello ou José Ortega y Gasset qui fustigeaient l'américanisme dès les années 1920. Ce phénomène est un rouleau compresseur qu'ont amplifié les vecteurs de la culture de masse comme le cinéma, la télévision, la musique... Et c'est encore plus vrai à l'ère numérique.

« L'américanisme me semble être un phénomène global. Le football américain en est un très bon exemple. Il reste le sport le plus important aux États-Unis et le plus ethnocentriste »

Pourtant, face à ce mouvement, il y a comme une résistance de la part de notre « monde baroque » pour reprendre cette belle expression de Maurice Merleau-Ponty.

Vous comparez régulièrement la violence physique du football américain et la violence de la guerre. Un type d'américanisation bien différent, que vous relevez aussi, est celui de l'inclusivité du mouvement intersectionnel. Ce phénomène à deux vitesses n'est-il pas un accélérateur de tensions sociales ?

La violence inhérente à ce sport permet de faire un parallèle avec la guerre, comme l'a déjà exprimé Don DeLillo dans son roman de jeunesse *End Zone*. Mais comme chez lui, mon personnage émet beaucoup de doutes sur cette comparaison un peu facile. Sous couvert de virilité perdue il y a même un côté un peu grotesque à rechercher une guerre absente de nos vies confortables et bourgeoises... Pire, cet ersatz de guerre peut faire oublier la véritable guerre qui approche inexorablement.

L'américanisme me semble être un phénomène global. Le football américain en est un très bon exemple, car on pourrait le voir comme un aspect de l'Amérique profonde et républicaine, alors que Donald Trump par exemple déteste le championnat de la NFL à

cause de l'inclusivité de plus en plus affichée, notamment depuis les manifestations des joueurs mettant un genou à terre pendant l'hymne américain contre les violences policières et raciales. Mais cela reste le sport le plus important aux États-Unis et le plus ethnocentriste. Et quand on exporte le football américain, on exporte finalement les deux Amérique, qu'on peut schématiser entre celle de l'ultra-conservatisme et celle du wokisme. Mais même s'il y a ces deux Amérique bien distinctes et qui s'opposent sur tout, c'est justement aussi sa fragmentation qui est exportée dans les sociétés occidentales comme la nôtre.

La conversion du narrateur au football américain est le fruit d'un rejet catégorique de l'âpreté du monde extérieur et de l'actualité. Plus qu'une confrontation entre deux phénomènes sociétaux d'outre-Atlantique, faut-il y voir le rejet d'une dépossession culturelle de la France et du vieux continent ?

En effet le narrateur tente de fuir le chaos du monde extérieur et de son actualité. C'est une fuite dans un refuge, matérialisé par son sous-sol d'adolescent attardé, justifiée par deux aspects de la pensée de Jünger : le lyrisme guerrier dans un premier temps, puis le détachement, le repos du guerrier... Le narrateur vit ainsi une guerre en lui, entre sentiments contradictoires propres à la crise de milieu de vie.

Encore une fois, l'américanisme étant global, la France, l'Europe et toutes les sociétés occidentales semblent singer les mêmes excès et névroses qu'outre-Atlantique... On mime une société schizophrène !

Football américain ou non, le sport reste encore aujourd'hui un rempart à l'autoritarisme que peuvent revêtir le courant intersectionnel et la culture woke. Comment expliquer que le football américain se propage si vite malgré une mise à l'écart des radars médiatiques en Europe ? Est-ce simplement un facteur générationnel ?

Les Français sont longtemps restés très hermétiques à ce sport. C'est de moins en moins vrai. Pour le meilleur : car ce sport que j'aime beaucoup, peut être très beau à regarder. Mais aussi pour le pire : essentiellement du fait du travail de sape de l'impérialisme culturel américain.

Même un sport qui est aussi ethnocentriste que le football américain bénéficie de ce que Jean-Claude Batz explique comme « *l'instillation quotidienne, prolongée depuis l'enfance jour après jour, année après année, le temps d'une vie, d'images, de paroles, de croyances, de valeurs et de modèles, au gré d'une inlassable répétition empruntant souvent les voies subliminales, qui saturent les champs de l'imaginaire* ».

Il peut y avoir aussi un phénomène de marqueur social, car le football américain comme la danse country, représente le Rêve américain d'une France dite périphérique, cousine de l'Amérique des Rednecks, avec le même mépris de classe.

Un autre aspect longuement traité par votre roman est la fordisation de la culture, le passage des textes aux images, des lignes vers les taches, de l'instruction au divertissement et à l'analphabétisation. Cela vient peu après l'évocation du recentrage des prix littéraires sur les auteurs franciliens. Un petit message adressé à une forme d'art qui s'uniformise ?

Passant de la domination de la haute culture à la culture de masse, il était évident que les produits culturels standardisés et mondialisés américains allaient pouvoir s'imposer



durablement dans une stratégie très fordiste...

C'est le règne du loisir et du divertissement et c'est aussi dans ce calme abrutissant que veut se réfugier le narrateur qui ne veut s'intéresser qu'exclusivement au

sport et avec une préférence pour le spectaculaire football américain. Une démarche qui repose l'esprit... Mais peut-être trop !

Vous évoquez également le présentisme, c'est-à-dire le fait de décontextualiser un fait ou une pensée d'auteur ou artiste historique pour le dénigrer et conduire à son rejet institutionnel. L'américanisation y est-elle pour quelque chose selon vous ? Si oui, en est-elle le principal responsable ?

C'est un phénomène là encore très américain dans l'étude actuelle de l'Histoire qui se fait à travers le prisme des questions contemporaines comme le racisme, la théorie du genre, la sexualité... En ignorant la perspective historique, les valeurs et les mœurs des époques étudiées, c'est toute l'Histoire qui peut être brûlée, ce sont toutes les statues qui peuvent être déboulonnées, ce sont tous les artistes qui peuvent être condamnés, au nom de la *cancel culture* qui souhaite juger les individus et les périodes passées avec la morale présente. Comme disait Marc Bloch : « À force de juger, on finit, presque fatalement, par perdre jusqu'au goût d'expliquer ».

La stratégie américaine de domination culturelle est avant tout le support efficace

d'une stratégie commerciale. Les pays européens peuvent-ils espérer miser sur une hybridation semblable, que ce soit pour résister au *soft power* américain ou pour plus d'ambitions ?

J'ai écrit il y a presque vingt ans une thèse sur le financement public du cinéma dans l'Union européenne. Il s'agissait d'une réflexion sur la diversité culturelle, ce concept protectionniste de l'audiovisuel face à l'impérialisme nord-américain et hollywoodien même. Je rappelais que les États européens se sont intéressés très rapidement au contrôle de ce fantastique moyen d'expression artistique mais surtout de communication de masse qu'est le cinéma. Sous les régimes totalitaires pour de mauvaises raisons liées à la censure et à la propagande, bien sûr, mais également dans les démocraties d'après-guerre.

La France, surtout, a continué à aider massivement son industrie cinématographique avec un modèle de système d'aides, conçu en réaction au libre-échange imposé par les accords franco-américains dits « Blum-Byrnes » de 1946, et basé sur un autofinancement de la profession par une taxation des entrées en salle, donc également sur les productions nord-américaines qui dominent le marché, mais dont le succès a aidé paradoxalement à faire exister la production nationale. Ce système vertueux a été promu par la France au sein des organisations internationales comme le GATT, l'OMC ou l'Unesco, face à une sorte de monopolisation des écrans par les États-Unis et donc de l'imaginaire collectif. C'est un réel danger, dont le visage a changé ces dernières années, passant de l'impérialisme des majors hollywoodiennes à celui des géants d'Internet de la Silicon Valley.

Toujours est-il que le combat de la diversité culturelle aux enjeux certes économiques, mais également de civilisation car sans représentation de soi (un peuple est voué à disparaître), reste primordial. Il ne faut rien lâcher, car apprécier la culture américaine ou plutôt la culture globalisée vendue comme américaine, ne doit pas signifier accepter la disparition des autres cultures. ♦

**« Le football américain
comme la danse country,
représente le Rêve américain
d'une France dite
périphérique, cousine de
l'Amérique des Rednecks, avec
le même mépris de classe »**



Un dollar contesté mais toujours dominant

Par Frédéric Farah

Économiste, chercheur-affilié au laboratoire PHARE.

Enseignant à l'Université Paris I (Sorbonne).

Membres du comité de rédaction de Cité.

C'est après la Seconde Guerre mondiale que le dollar consacre l'hégémonie américaine sur le monde et le dollar devient alors aussi bon que de l'or. Ce système de Bretton Woods a vécu de 1944 à 1976, mais une chronologie plus fine révélerait un fonctionnement effectif de 1958 à 1968.

La crise de Bretton Woods, jusqu'à sa disparition, a été aussi vue comme l'expression de la crise de l'hégémonie américaine. Mais la fin de ce système ne s'est pas traduit par la fin de l'hégémonie du dollar. Bien au contraire, il a conservé une évidente suprématie alors que l'économie américaine voyait sa part dans l'économie mondiale reculer. L'économiste Michel Aglietta parlait d'un « semi-étalon dollar ».

Pourtant, des monnaies ont tenté de lui apporter une concurrence significative, le yen et le mark allemand dans les années 1980 et puis l'euro à partir des années 2000. Concurrencer le dollar signifie voir augmenter la part d'autres monnaies dans les réserves de change des banques centrales, ou encore voir leur poids devenir plus significatif dans les échanges commerciaux du monde.

Sans pour autant acter le déclin définitif de la monnaie américaine, un mouvement de dédollarisation a vu le jour. C'est un processus de substitution du dollar américain comme monnaie utilisée pour le commerce du pétrole ou d'autres matières premières. En somme, le dollar serait abandonné pour préférer des échanges de capitaux ou de marchandises libellés en monnaie nationale ou autres devises.

Par exemple, en 2013, l'Australie a connu un accord avec la Chine pour échanger en monnaies nationales. En 2013, lors du sommet des BRICS, le Brésil a conclu un accord avec la Chine pour échanger en réal brésilien et yuan chinois. Le 23 mars 2022, Vladimir Poutine a signé une ordonnance interdisant aux pays dits amis et y compris les pays

de l'UE, les États-Unis et le Japon d'acheter du gaz russe dans toute autre devise que le rouble russe.

Faut-il en conclure au déclin irréversible de la monnaie américaine ? Cette réflexion en croise une autre dans un monde en turbulence, celui du déclin des États-Unis périodiquement rappelé en raison leurs déconvenues militaires en Irak, en Afghanistan ou encore du fait de leur endettement massif ou du déclin de leur base industrielle. Raconter les heurs et les malheurs du dollar, c'est aussi raconter les déconvenues de l'Amérique contemporaine, mais aussi sa forte capacité de résilience face aux chocs qui l'affectent.

La dédollarisation est-elle un processus engagé et indiscutable ou est-ce encore un mythe qui laisse accroire à un authentique recul de la monnaie américaine pour hâter l'affirmation d'un Nouveau Monde dans lequel les États-Unis laisseraient davantage place à d'autres puissances ?

La dédollarisation un processus qui prend des formes différentes et obéit à différents motifs

Ce processus s'inscrit dans l'affirmation de pays concurrents aux États-Unis. Il peut prendre plusieurs formes y compris la réduction des réserves de devises en dollars, l'encouragement à l'utilisation de la monnaie locale pour les transactions commerciales et financières ou l'établissement de pactes commerciaux bilatéraux qui utilisent d'autres devises que le dollar pour le règlement des transactions.

Le poids du billet vert dans les réserves des banques centrales baisse tendanciellement : il est aujourd'hui de 59 %, contre 65 % en 2016, selon le Fonds monétaire international (FMI). Mais le dollar pèse toujours 89 % des transactions sur le marché des changes, 60 % des facturations d'échanges commerciaux, et 48,5 % des émissions d'obligations internationales – soit 10 points de plus qu'en 2003. « *Si on observe un léger déclin du billet vert dans les réserves des instituts monétaires, son hégémonie reste incontestée dans les autres domaines* ».¹ La part du dollar dans les échanges mondiaux est passé de 73 % en 2001 à 55 % en 2020.

La dédollarisation est souvent motivée par le désir de réduire l'influence économique et politique des États-Unis, de minimiser le risque de fluctuations du taux de change du dollar, de renforcer l'indépendance monétaire et financière ou de contourner les

¹ « Pourquoi les BRICS, réunis en sommet pour trois jours, veulent réduire leur dépendance au dollar ? » lemonde.fr, 22/08/2023.

sanctions imposées par les États-Unis. Une dédollarisation qui n'est pas simple à mettre en œuvre et rencontre des obstacles comme la volatilité accrue de la monnaie nationale doublée d'une éventuelle instabilité économique et la nécessité d'établir de nouvelles relations commerciales et financières.

***L'affirmation de concurrents des États-Unis
qui contribue à cette dédollarisation***

Le gouverneur de la banque centrale d'Angleterre affirmait en 2019 lors de la réunion des banquiers centraux de Jackson Hole au Wyoming, État américain : « *Alors que l'économie mondiale est en train d'être réorganisée, le dollar américain reste aussi important que lorsque Bretton Woods s'est effondré.* » Il faisait ainsi référence à la fin de l'ancrage du dollar à l'or au début des années 1970.

Les économies émergentes ont augmenté leur part de l'activité mondiale à 60 %, contre

**Les mesures prises par la
Réserve fédérale pour
augmenter les taux d'intérêt
afin de maîtriser l'inflation
ont entraîné un renforcement
du dollar par rapport aux
devises des marchés
émergents**

environ 45 % avant la crise financière de 2008. La liste des pays mettant en œuvre des initiatives pour se dédollariser ne cesse de croître : Russie, Inde, Argentine, Brésil, Arabie Saoudite, Égypte, Iran. La seconde mondialisation est aussi l'affirmation ou la réaffirmation de nations comme l'Inde, la Chine, le Brésil, désireux de sortir d'instances de

régulations issues du monde de l'après-guerre pour inventer d'autres espaces de coopérations. La Chine joue un rôle dans ce processus, un peu par nécessité ; certains de ses principaux fournisseurs de pétrole font l'objet de sanctions américaines : Russie, Venezuela, Iran. Le règlement des transactions doit se faire alors d'une autre manière qu'en dollars. De ce fait, la Chine a créé sa propre bourse des matières premières, à Shanghai en 2018. De la sorte, même si le pétrole échangé ne représente que 5 % des flux mondiaux, il se paie en monnaie chinoise.

Par ailleurs, Pékin veut que sa monnaie soit internationalisée pour faciliter ses échanges commerciaux alors qu'elle est déjà le premier exportateur mondial. Quant au Brésil, il souhaiterait une union avec l'Argentine pour se passer du dollar mais cette dernière est instable et connaît une inflation endémique.

Les événements survenus en lien avec la crise de la Covid, de la guerre russo-ukrainienne ont été des facteurs encourageant la dédollarisation

Les mesures prises par la Réserve fédérale américaine pour augmenter les taux d'intérêt afin de maîtriser l'inflation dans le sillage du Covid-19 et de la guerre russo-ukrainienne ont entraîné un renforcement du dollar par rapport aux devises des marchés émergents. La politique monétaire américaine s'est voulue jusqu'à une période récente restrictive avec des remontées significatives de taux d'intérêt.

Cela a représenté un double problème pour les économies des pays du Sud qui détiennent et acquièrent de la dette libellée en dollars. Ainsi, le coût de leurs dettes augmente, car il faut plus de monnaie locale pour rembourser chaque dollar de dette. Cela piège les pays dans une spirale d'endettement.

*Perspectives
possibles d'une
dédollarisation à
l'avenir*



Une étude intéressante conduite par Zongyuan Zoe Liu, membre du Council on Foreign Relations et co-auteur de l'étude *Les BRICS peuvent-ils dédollariser le système financier mondial ?*² ouvre des réflexions passionnantes à ce sujet. Selon l'auteure, les puissances émergentes peuvent poursuivre simultanément deux ensembles de stratégies d'atténuation des risques pour réduire leur exposition croissante au pouvoir hégémonique du dollar : « faire cavalier seul » et « réformer le *statu quo* ». Les deux permettent à une coalition de puissances montantes, telle que les BRICS, de poursuivre la dédollarisation comme moyen de réduire l'exposition au risque au dollar américain et aux sanctions américaines.

Plus largement, ces stratégies de dédollarisation peuvent aider la coalition des puissances montantes à atteindre une plus grande autonomie financière et géopolitique et/ou à accroître son influence mondiale.

² Zongyuan Zoe Liu, Mihaela Papa, *Can BRICS De-dollarize the Global Financial System ?*, Cambridge University Press, 2022.

Faire cavalier seul

Les stratégies de dédollarisation « faire cavalier seul » désignent les initiatives visant à établir et à régir de nouvelles institutions et/ou de nouveaux mécanismes de marché non monétaires. De telles mesures permettent aux membres de la coalition de diversifier les risques de change et de maintenir un accès ouvert au système financier mondial lorsqu'ils font face à des sanctions américaines. Le développement de ces initiatives pourrait conduire à la formation d'un système alternatif ou parallèle indépendant du dollar américain et des règles établies par les principales puissances occidentales.

Les initiatives de « réforme du statu quo »

En revanche, les initiatives de « réforme du *statu quo* » font référence aux efforts de coalition visant à renégocier les règles du système existant. De telles initiatives impliquent des négociations collectives avec les pouvoirs en place pour diluer la domination du dollar américain. En cas de succès, ces initiatives axées sur la réforme diversifieraient la représentation des monnaies dans le système existant. Ces deux stratégies selon l'auteur de ce travail sont au cœur de l'analyse, à même de déterminer les mécanismes institutionnels et de marché par lesquels une coalition de puissances montantes peut tenter de dédollariser le système financier mondial existant.

Une dédollarisation sous contrainte

Mais deux contraintes majeures empêchent les BRICS de former une coalition unitaire de dédollarisation.

Premièrement, certains membres des BRICS entretiennent des relations plus étroites avec les États-Unis qu'avec d'autres membres des BRICS. Bien que cela empêche les membres des BRICS d'adopter une stratégie formelle et cohérente de dédollarisation à court terme, ils peuvent toujours poursuivre de manière informelle des initiatives de dédollarisation.

Deuxièmement, certains membres des BRICS, comme le Brésil et l'Afrique du Sud, sont moins vulnérables aux sanctions américaines et ont des économies plus intégrées dans le système dollar que d'autres.

Ainsi, les membres des BRICS n'ont pas de consensus au niveau du groupe sur la dédollarisation et ne partagent pas le même sentiment d'urgence à donner la priorité à la dédollarisation. Tous sont intéressés à réduire leur dépendance au dollar américain,

mais tous ne veulent pas être séparés du système financier mondial dirigé par les États-Unis. La plupart des membres des BRICS détiennent encore de grandes quantités d'actifs en dollars américains dans leurs réserves, de sorte que l'affaiblissement du dollar américain les soumet à des pertes significatives.

Si l'on observe du côté de l'Union européenne, l'euro n'a pas été créé dans le but de concurrencer le dollar. Les Européens n'ont pas une conception politique de la monnaie. Il ne s'agissait pas de l'instrumentaliser pour en faire un instrument de puissance. Pour preuve, aucune politique de change claire vis-à-vis du dollar n'a été établie au moment de la création de la monnaie unique. L'euro reste avant toute chose une monnaie régionale.

Les conséquences possible de la dédollarisation

Si différents États commençaient à délaisser le dollar en faveur d'autres devises , cela pourrait entraîner une plus grande volatilité des taux de change.

Le dollar a été généralement considéré comme valeur refuge en période de turbulences économiques, en partie en raison de l'importance de l'économie américaine. Si les pays commençaient à détenir des réserves dans une plus grande variété de devises, cela pourrait rendre les taux de change plus sensibles aux chocs économiques spécifiques à chaque pays. Le mouvement global de dédollarisation pourrait entraîner une réorganisation du système financier mondial. Actuellement, de nombreuses institutions financières internationales comme le FMI sont fortement dominées par les États-Unis.

La dédollarisation aurait également des conséquences pour l'économie américaine elle-même. Si la demande de dollars diminuait, cela pourrait entraîner une augmentation des taux d'intérêt, ce qui rendrait le service de la dette plus coûteux pour le gouvernement américain. Pour les pays en développement qui dépendent fortement du dollar pour le commerce international, ils devront vivre dans un environnement monétaire plus volatile et l'attrait des investisseurs étrangers pour placer leurs investissements se réduira.

Depuis l'affirmation des BRICS voilà plus de vingt ans, les relations économiques et financières du monde font l'objet de remaniements. Ces changements opèrent sous

L'euro n'a pas été créé dans le but de concurrencer le dollar. Les Européens n'ont pas une conception politique de la monnaie. L'euro reste avant toute chose une monnaie régionale

l'effet de crises à répétitions de nature économique et surtout géopolitique. Le dollar est plus que jamais au cœur des relations économiques internationales. L'histoire économique nous apprend que même si une puissance dominante connaît un déclin économique, sa monnaie comme devise clef peut persister. Ce fut le cas de la livre sterling, c'est aujourd'hui le dollar. L'autre leçon de l'histoire est qu'un système monétaire international ne fonctionne bien que lorsqu'une puissance est dominante. La crise du système de Bretton Woods c'est aussi et surtout la crise de l'hégémonie américaine contestée par le retour des Européens comme puissance économique à partir des années 1960 et la remise en cause de sa domination comme l'atteste l'enlisement vietnamien à la même période.

Pour assister à une dédollarisation, cela impliquerait aussi qu'une monnaie de réserve internationale joue ce rôle et surmonte la maladie des devises clefs, à savoir pouvoir être bonne pour un État qui la possède et bonne pour les autres.

Le dollar reste la monnaie du monde et on a peine à voir les candidats capables de la remplacer, comme le souligne l'économiste Charles Wyplosz³.

Pour obtenir un statut international, une monnaie doit remplir quatre conditions :

- ❖ Sa valeur doit être stable, ce qui signifie une faible inflation ;
- ❖ Elle doit appartenir à un grand pays qui pèse lourd dans le commerce et la finance mondiaux ;
- ❖ Elle doit s'asseoir au-dessus de marchés financiers profonds et efficaces, qui sont intelligemment réglementés par un pouvoir judiciaire indépendant ;
- ❖ Elle doit être vue comme un monopole bienveillant.

Pour l'heure, les candidats qui répondent aux critères ne sont pas au rendez-vous. Aujourd'hui comme autrefois, le dollar n'a jamais perdu de son attrait. Bien au contraire.

Nous vivons encore à une époque où l'économie mondiale est organisée autour du dollar, époque que certains qualifient à juste titre de Bretton Woods II. L'avènement de l'euro n'a rien changé à l'hégémonie du dollar. Il demeure la devise-clef. Servant de cadre de référence pour l'analyse des monnaies à l'échelle internationale.

L'euro, quant à lui, même vingt ans après sa création, n'a guère plus d'importance que le franc et le mark en leur temps. En moyenne, 63 % des pays sont ancrés au dollar alors que seulement 29 % le sont à l'euro. En revanche, dollar et euro ont la même importance,

³ Charles Wyplosz, "And the dollar reigns supreme", 20/01/2020, <https://cepr.org/voxeu/blogs-and-reviews/and-dollar-reigns-supreme>

environ 40 % en tant que monnaies de facturation du commerce. Un pourcentage qui concorde avec celui sur les monnaies de règlement du réseau interbancaire de paiements SWIFT.

Naturellement, le poids de la monnaie en tant qu'unité de compte rejaillit sur sa fonction d'intermédiaire des échanges. le dollar reste la principale monnaie de référence et de transaction sur le marché des changes.

La livre sterling et le yen apparaissent plutôt stables, autour de 5 %, et le renminbi est en passe d'atteindre les 2 %. Le constat est le même en ce qui concerne la répartition par devises des prêts bancaires internationaux. Quasiment cinquante ans après la fin de Bretton Woods, le bilan est clair, l'émergence d'un système monétaire multipolaire tout comme la fin de l'hégémonie du dollar ne sont toujours pas d'actualité.

Mais la situation n'est pas figée, elle pourrait connaître des évolutions rapides. Le comportement de la nouvelle administration américaine donnera de précieuses indications sur l'avenir du dollar. En effet, si la politique commerciale, financière, militaire américaine se faisait encore plus agressive, cela inciterait encore plus rapidement les États à trouver des alternatives au dollar. Mais la fin de l'hégémonie du dollar même si elle devait s'accélérer, n'ouvrirait pas vers un monde plus stable. Les turbulences géopolitiques ne font que commencer. ♦

Frédéric Farah

Magazine

Dans ce numéro :

CHRONIQUE « NOS AUTEURS CHEZ LES LIBRAIRES »

Entretien avec Frédéric Farah à propos de son essai *No Frexit* [p. 82]

CHRONIQUE « UNE ŒUVRE À DÉCOUVRIR » :

Hartmunt Rosa, par Ella Micheletti [p. 85]

CHRONIQUE « HORS DES SENTIERS BATTUS » :

Une jeunesse sous les radars (Partie 2), par David Langlois-Mallet [p. 105]

Essais



International

Vers le « retrait » américain ?

L'essayiste et géopolitique François Heisbourg a publié, en vue des élections du 5 novembre outre-Atlantique, une réflexion prospective sur le prétendu déclin américain. Pour lui, les États-Unis vont demeurer la super-puissance mondiale, quoiqu'ils s'inscrivent durablement dans une logique isolationniste.

Dans les colonnes du précédent numéro de *Cité*, nous avons évoqué l'essai d'Emmanuel Todd *La Défaite de*

l'Occident, assurément provocateur pour les uns, volontiers prophétique pour les autres. La thèse qu'il défendait, celle de la fin de la domination militaire, culturelle, économique et stratégique des États-Unis et de leurs alliés européens sur le reste du monde, n'est à l'évidence pas partagée par François Heisbourg. Conseillé au sein de l'Institut international d'études stratégiques, *think tank* britannique, celui-ci voit le verre à moitié plein et propose une autre lecture de la période pleine d'incertitudes que traversent les pays occidentaux. Sur la forme, la démonstration est loin d'être irréprochable. Avec une dose d'exagération assumée, Heisbourg use par exemple de la fiction futuriste pour décrire, dans l'un des chapitres, une

nouvelle présidence Trump à l'issue de l'élection présidentielle américaine. Le scénario prend des allures se voulant inquiétantes lorsque son auteur imagine une véritable alliance russo-américaine, sur le dos de l'Ukraine et avec pour conséquence l'isolement de l'Europe et la rupture du rapprochement entre Pékin et Moscou.

Sortie de scène

L'approche du *deal* qui est celle de Donald Trump, à l'œuvre lors de son mandat de 2017 à 2021, reste à l'ordre du jour pour François Heisbourg. Aussi, une nouvelle présidence républicaine à compter de janvier 2025 signifiera un retour à une politique « *purement instrumentale et transactionnels, faite de deals opportunistes et précaires* », donc fondée sur le seul intérêt commercial des États-Unis plutôt que sur une vision géostratégique cohérente. Ce faisant, Trump ne fera que poursuivre la dynamique isolationniste engagée lorsqu'il était à la tête du pays, et sur laquelle l'administration Biden n'est pas fondamentalement revenue. Il en résultera, pour l'auteur, une rupture brutale de Washington avec ses alliés européens au profit d'un nouveau jeu d'alliance assumé avec la Russie de Vladimir Poutine. On comprend, dans cette conjecture, que la souveraineté ukrainienne serait sacrifiée sur l'autel du réalisme politique trumpien, non sans humiliation.

Que l'hypothèse la moins souhaitable pour l'auteur – le retour de Donald Trump à la Maison blanche – marque une rupture dans l'approche diplomatique américaine ne signifie pas, pour autant, que les États-Unis se serait maintenus dans leur rôle d'allié et de protecteur des démocraties si Kamal Harris l'avait emporté. Avec Joe Biden, la Maison blanche n'a-t-elle pas « *pass[é] son temps à dire ce qu'elle ne ferait pas* », c'est-à-dire n'envoyer ni troupes, ni tanks, ni missiles capables de frapper en profondeur, etc. ? En outre, cette Amérique n'a-t-elle pas purement et simplement négligé les pays dits du « Sud global » (on songe surtout à l'Afrique), offrant à ses antagonistes russes et chinois le terrain libre pour y déployer leur influence ? Pour François Heisbourg, un nouveau bail démocrate, sans provoquer le tournant isolationniste majeur attendu de Trump, se serait traduit par la poursuite d'un désengagement progressif autant que regrettable dans certaines régions du monde. Recentrés sur eux-mêmes et dépouillés peu à peu de leur impérialisme messianique, les États-Unis finiraient quoiqu'il en soit par ne plus assurer ce rôle de « gendarme du monde » qu'ils avaient endossé après la Guerre froide.

Une grande puissance qui doute... à tort ?

L'avènement d'un monde multipolaire paraît donc, pour l'essayiste, inévitable, ce qu'exprime l'intitulé même de son livre.

En revanche, François Heisbourg remet en cause la certitude trop rapidement installée en Occident de l'accession de la Chine au rang de première puissance mondiale, au détriment d'une Amérique en déclin. La fameuse croissance annuelle chinoise à deux chiffres appartient désormais au passé. Si la Chine poursuit son développement, celui-ci marque le pas. À l'inverse, les États-Unis conservent un potentiel sous-estimé. D'une part, leur bonne santé à l'échelle mondiale sur le plan économique reste une réalité : 2,7 % de croissance prévue en 2024, un taux de chômage au plus bas et le secteur de l'innovation en plein boom. D'autre part, « *les dépenses de relance de l'industrie de défense à l'occasion de la guerre d'Ukraine renforcent le socle militaro-industriel américain dans son ensemble* », analyse l'auteur, sans que l'aide américaine aux Ukrainiens ne grève le budget de l'État par ailleurs. Sur le plan commercial, toujours dans le contexte de ce conflit, les États-Unis ont su tirer une fois encore leur épingle du jeu en récupérant une partie du marché de la fourniture de gaz et de pétrole aux Européens, complètement perdu par la Russie...

Le résultat de l'élection présidentielle de novembre 2024 jouera, bien sûr, sur la physionomie de la période qui s'ouvre. Contrairement à sa première élection en 2016, Donald Trump aurait mieux préparé une présidence qu'il entend placer sous le signe de la liquidation de l'« État profond » par un usage extensif du *spoils*

system. Entre 4 000 et 15 000 candidatures auraient été identifiées par les *think tanks* conservateurs pour s'emparer des postes clefs dans sa future administration. Une fois de retour au pouvoir, son défi premier sera de juguler cette inflation en grande partie responsable de la défaite de Kamala Harris, qui devait porter sur ses épaules le bilan des années Biden. Si l'économie américaine se maintient bien, selon Heisbourg, le constat frappe, au lendemain du 5 novembre, que toute autre fut la perception de l'électeur américain moyen... *A posteriori*, la démonstration proposée dans ce *Monde sans l'Amérique* laisse songeur. ♦

Pierre-Henri Paulet

François Heisbourg Un monde sans l'Amérique



Réf. : François Heisbourg, *Un Monde sans l'Amérique* (Odile Jacob, 2024, 203 pages).

Société

La politique urbaine, laboratoire inique des inégalités

Condensé d'originalité et de solidité, l'ouvrage du politologue Gilles Pinson, *La Ville néolibérale*, éclaire sous un jour nouveau l'évolution des villes occidentales et de ses habitants, eux aussi touchés de plein fouet par un néolibéralisme conquérant et inhumain.

Il n'aura pas échappé à l'observateur minimal de notre société que se loger est de plus en plus ardu. Avoir accès à des services publics de qualité en milieu urbain (mais aussi rural) également. Les villes françaises deviennent le théâtre d'une explosion des inégalités. « *À Paris, le taux de pauvreté (au seuil à 60 % du revenu médian) est de 15 % en moyenne, mais plus de 100 000 personnes vivent dans des quartiers où ce taux dépasse les 30 %, selon les données 2019 de l'Insee* », note l'Observatoire des inégalités. Mais qui sont les coupables ? Ou plutôt, qui est le coupable et qui sont ses multiples complices ?

Dans son court mais riche essai, *La Ville néolibérale* (réédité par les PUF), le politologue Gilles Pinson apporte de nombreux éléments de réponses. Et son constat est implacable : l'imposition des recettes néolibérales aux villes est

grandement à l'origine de l'explosion des inégalités qui sévissent aujourd'hui en milieu urbain.

Grandeur et chute du fordisme

Comment en sommes-nous arrivés là ? Le point de bascule se situe au début des années 1980. Et il est indispensable de connaître le passé pour comprendre le présent. Comme l'explique l'auteur, à partir du milieu du XX^e siècle, le fordisme innerve tout le système économique des pays occidentaux, les États-Unis en tête mais aussi dans une certaine mesure la France qui en a suivi l'exemple. Le modèle fordiste d'après-guerre repose sur la combinaison d'un mode de production et des modes de régulation. Les habitants des villes « profitent » de la standardisation des produits et de la consommation de masse. La « politique des salaires décents » n'a pas tant pour but d'étendre le *welfare state* que de permettre l'accès des ménages au crédit, aux nouveaux biens, notamment immobiliers. Dans la version américaine du fordisme, ce sont les banques et les entreprises qui sont les plus mobilisées. En France, le fordisme est « *mis en place sous l'impulsion de l'État* », lequel « *orchestre le passage à des formes d'organisation de la production plus conformes au modèle tayloriste au travers des nationalisations* ». Toutefois, le fordisme entre en crise entre la fin des années 1960 et le début des années 1970. Les fermetures d'usines se multiplient, entraînant un chômage de masse. Les industries à « forte intensité » en main

d'œuvre sont les plus touchées, comme la sidérurgie, les chantiers navals, le textile l'automobile. Elles font également face à la concurrence des pays émergents. Ainsi, c'est dans les villes où se concentrait une importante activité de ce type que les dégâts sont les plus visibles. Au contraire, les villes qui avaient misé sur une activité plus « niche », artisanale et « unique » parviennent à surnager.

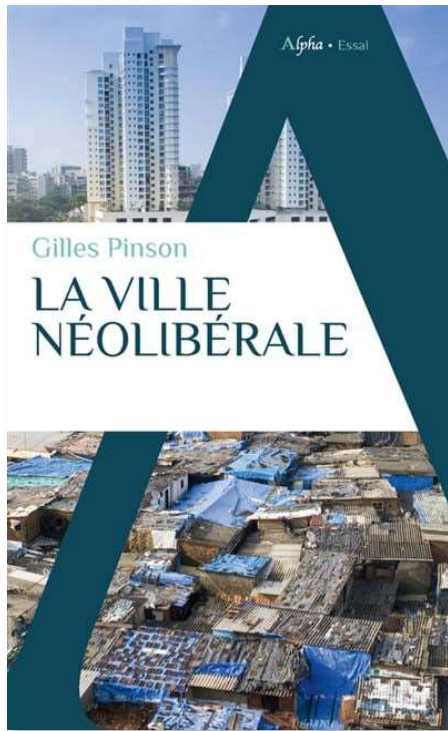
Vague néolibérale

Les années 1980 sont celles de l'arrivée de plusieurs gouvernements néolibéraux au pouvoir en Occident. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les édiles ne sont pas entièrement victimes de ce raz de marée néolibéral. Pire, Gilles Pinson démontre que les villes « *en deviennent rapidement des protagonistes actifs* », avec la présence nouvelle d'élus « *idéologiquement sensibles à cette nouvelle orientation* ». En France, durant cette décennie, des candidats aux élections municipales « *brandissent alors des programmes pro-business* », à l'instar d'un candidat divers droite, à Nantes, en 1989, qui choisit comme slogan : « *Gérer Nantes comme une entreprise* ». Les politiques urbaines s'imprègnent alors du néolibéralisme le plus forcené. Marketing, grands projets d'aménagement en étroite collaboration avec des entreprises privées qui prennent souvent la main sur l'initiative, course aux labels et aux grands événements (pour augmenter l'attractivité d'une ville)... Les moyens sont

nombreux. Conséquence inévitable : l'érection de la compétitivité en valeur cardinale des politiques urbaines et les partenariats public/privé (le second étant par nature étranger à la question du bien-être des habitants) entraînent un tri entre les populations jugées désirables ou indésirables. Car « *le néolibéralisme n'est pas uniquement une politique économique. C'est également une morale, voire un moralisme, ayant pour ambition de cadrer le comportement des individus. La gouvernementalité néolibérale cherche à créer des individus dont l'insertion dans le corps social ne procède pas tant d'une soumission aux institutions que de leur accomplissement en tant qu'entrepreneur* ».

L'auteur ne donne pas de recette miracle à ces injections de recettes néolibérales dans les artères des villes. Il laisse néanmoins entrevoir sa propre position qui n'est pas – on peut le déplorer – radicale économiquement puisqu'il juge la social-démocratie comme étant le choix le plus judicieux pour contrer cette vague persistante. Tout en convenant qu'il « *n'est plus guère à la mode de défendre la social-démocratie* », il ajoute que c'est « *ce système fondé justement sur la reconnaissance de l'efficacité et la légitimité de l'économie de marché et son placement sous la surveillance des institutions et des organisations politiques et syndicales qui a été, un temps, à l'origine des sociétés à la fois les*

plus égalitaires et les plus démocratiques». ♦ **Ella MICHELETTI**



Réf. : Gilles Pinson, *La Ville néolibérale* (PUF, nouvelle édition poche 2024, 260 pages).

Politique & institutions

De l'art de s'opposer pacifiquement

Dans une troisième édition enrichie de leur ouvrage *La Désobéissance civile*, les universitaires Graeme Hayes et Sylvie Ollitrault proposent une analyse minutieuse d'un mode d'action et d'opposition politique historique qui a fait ses preuves.

Quel est le point commun entre les

austères Quakers, Thoreau vivant en autarcie plusieurs années dans une cabane en forêt, des militants anti-IVG et des activistes pour le climat ? Leurs combats aussi variés soient-ils se matérialisent tous par l'usage de la désobéissance civile. Dans leur ouvrage réédité et enrichi *Contester – la désobéissance civile* (SciencesPo Les Presses), Graeme Hayes et Sylvie Ollitrault – respectivement maître de conférences à l'Université d'Aston et directrice de recherche au CNRS – retracent l'histoire d'un mode d'action pacifique que des citoyens choisissent d'utiliser afin de marquer leur opposition à une loi ou leur volonté de faire évoluer celle-ci.

Désobéissance civile individuelle ou collective ?

L'une des forces de l'ouvrage réside dans son souci didactique. Les fins connaisseurs du sujet survoleront probablement la première (passionnante) partie historique. Les lecteurs davantage profanes seront happés par la découverte des racines religieuses et philosophiques et les grands noms qui ont contribué à l'émergence du concept, à commencer par la Boétie. En effet, dans son célèbre *Discours de la servitude volontaire*, il formulait déjà « le principal argument philosophique en faveur de la désobéissance des citoyens face au pouvoir des gouvernants ». Tout part d'un non, d'un refus face à une loi jugée illégitime, injuste ou autoritaire, faisant le plus souvent appel à la morale.

C'est ce qui poussera Rosa Parks à refuser de céder son siège à une personne blanche dans un bus quatre siècles plus tard.

Il est intéressant de noter d'ailleurs que, dès ses origines, la désobéissance civile a été marquée par la dichotomie entre individualité et collectivité. L'exemple de Thoreau, pionnier de la désobéissance civile, se révèle à ce titre singulier. Le concerné a vécu en ermite dans une cabane, refusait de payer ses impôts sans que ce refus soit « *considéré comme une action à vocation publique ou collective : il n'a pas pour but de faire pression pour changer la politique gouvernementale* ». La visée reste donc strictement individualiste. Au contraire, les Quakers américains se servent très tôt de la désobéissance civile pour s'opposer à l'esclavage, sans être personnellement concernés. En 1688, la colonie quaker germanophone de Germanstown en Pennsylvanie lance la première pétition anti-esclavagiste.

De Gandhi à Luther King

Plus tard, le XX^e siècle est marqué par l'emploi de la désobéissance civile pour mener de grandes luttes, à l'instar de l'indépendance de l'Inde, prônée par Gandhi et de la fin du système de ségrégation raciale aux États-Unis, notamment sous l'égide du pasteur Martin Luther King. Ce dernier justifie le mode d'action par la situation d'urgence que vivent les intéressés. Il déclare

notamment : « *Ceux qui n'ont jamais senti le dard brûlant de la ségrégation raciale ont beau jeu de dire : "Attendez !". Mais si vous avez vu des populations vicieuses lyncher à volonté vos pères et mères, noyer à plaisir vos frères et sœurs [...] alors vous comprenez pourquoi nous trouvons difficile d'attendre.* »

Tout au long du siècle dernier, des mouvements écologistes, anti-OGM ou pro-vie ont aussi usé du procédé, avec souvent une mise en lumière par les médias. On note avec intérêt la trace qu'ont laissée certaines luttes comme l'opposition, dans les années 1970, au projet d'extension du camp militaire du Larzac, avec la participation centrale de José Bové. Aujourd'hui encore, des militants écologistes se revendiquent de cet héritage.

Des militants formés à la maîtrise de soi

De nature différente, les combats menés répondent néanmoins à des règles communes, à savoir la maîtrise de soi et l'acceptation des sanctions pénales. Comme l'expliquent bien les auteurs, ces deux critères constituent le noyau de la désobéissance civile et permettent de mettre en avant la violence « en face » (de l'État, des forces de l'ordre). Conserver son calme n'est toutefois pas inné et tous les mouvements se revendiquant pacifistes ont mis en place des stages et formations pour leurs militants. Bien loin d'être une action anarchique, la désobéissance civile

est « professionnelle » et tentaculaire, en ce qu'elle met en relation les ONG, les partis politiques, les futurs nouveaux militants... De leur côté, les citoyens non-engagés peuvent servir d'appui ou en tout cas permettre de prendre le pouls de la popularité d'un mouvement. Hayes et Ollitrault observent plutôt une tendance décroissante du soutien de la population, surtout quand il s'agit de la dégradation d'œuvres d'art.

Idem s'agissant des pouvoirs publics et des derniers gouvernements qui tendent à se montrer de plus en plus offensifs envers les militants. En témoigne la répression des Gilets jaunes et des militants écologistes hostiles aux méga-bassines. Peut-on y voir là un énième symptôme de la crise de la démocratie représentative ? Ce qui est certain, pour les auteurs, c'est que la désobéissance civile « *confronte les États à leur tolérance démocratique aux interpellations citoyennes* ». ♦ E. M.



Réf. : Graeme Hayes, Sylvie Ollitrault, *La Désobéissance civile* (SciencesPo Les Presses, 2024, 281 pages).

Sous l'apparente objectivité de Félicien Faury...

Abondamment relayé par les médias *mainstream* qui n'y ont vu que du feu, *Des électeurs ordinaires - Enquête sur la normalisation de l'extrême droite* (Seuil) de Félicien Faury se révèle un essai militant, suivant minutieusement un agenda décolonial et anti-universaliste.

Le Monde, France culture, Libération, Reporterre... L'ouvrage du sociologue Félicien Faury, *Des électeurs ordinaires - Enquête sur la normalisation de l'extrême droite* paru ce printemps 2024 chez Seuil a reçu unanimement les lauriers des médias *mainstream* ou plus « niche ». Présenté comme un livre non-militant, écrit par un auteur peu connu du grand public dont le nom n'est ni assimilable au Printemps républicain ni directement proche d'un groupe tel que les Indigènes de la République, publié par un éditeur grand public, l'ouvrage cochant (en apparence) toutes les cases de l'essai objectif, sourcé, sans visée pamphlétaire.

Toutefois, une question essentielle se pose instantanément une fois le livre refermé : comment autant de médias réputés solides dans leurs analyses – bien que presque tous acquis à une même ligne

réformiste, européeniste et sans frontiériste – ont-ils pu passer à côté du noyau d'idées de l'auteur recouvert d'un vernis faussement distancié ?

Le choix facile de la cible

Il eut mieux valu que Félicien Faury assumât une ligne clairement engagée. Le problème est que, dès l'introduction, le ton employé apparaît extrêmement (trop?) neutre. Et s'agissant des électeurs RN, l'auteur déclare avoir « *prêté attention à leurs colères, leurs enthousiasmes, leurs craintes et leurs amertumes* ».

Plusieurs critiques majeures peuvent dès lors être émises. La première provient du choix scientifique de Faury : un électorat du sud-est, acquis de longue date au RN. Sans trop s'avancer, on ne peut douter du caractère stratégique de Seuil qui accepte d'éditer un premier essai d'un jeune auteur sur un angle maintes et maintes fois remâché, mais qui marche « à tous les coups ». Alors que le RN a obtenu un score inédit aux dernières élections européennes (plus de 30%) et le sud-est étant – le fait est indiscutable – un terreau historique de la droite extrême, il aurait été plus judicieux et surtout plus intéressant pour de nombreux lecteurs de voir étudié le basculement de régions au RN, le vote d'anciennes municipalités « rouges » voire même socialistes (lesquelles avaient voté en faveur d'Emmanuel Macron en 2017). Ce qui ressort des Européennes est bien que le

vote RN s'est immiscé partout. Son explosion n'a rien de notable au sud-est, donc.

Fausse objectivité, vrai mépris des électeurs

La seconde critique qui doit être faite est celle de la position à géométrie variable de l'auteur vis-à-vis des électeurs interrogés. Tantôt Félicien Faury dégage-t-il la carte du scientifique qui se tient « à distance », ce qui lui permet d'invisibiliser les craintes et de diaboliser les opinions des interrogés ; tantôt s'investit-il à corps perdu dans un autre témoignage pour mieux le démontrer. Deux exemples éloquentes. Une certaine Monique, citée par Faury, évoque des familles supposément nombreuses et d'origine étrangère, sans préciser ladite origine, le tout en des termes injurieux et insultants : « *Ça se pond un enfant tous les ans.* » Plus loin dans l'ouvrage, un autre interrogé s'en prend à l'attribution des logements aux personnes d'origine étrangère. Dans le premier cas, Faury s'abstient de tout commentaire, le caractère vulgaire du propos suffisant *a priori* à prouver l'indignité de la femme interrogée. Il s'abstient également de préciser qu'en France les trois catégories de familles nombreuses sont, selon l'INSEE, des familles blanches de la haute bourgeoisie, des familles blanches de classe populaire et des familles d'origine étrangère de classe populaire. Dans le deuxième cas, surprise, l'auteur descend de la montagne

où il s'est hissé pour, au contraire, rappeler que les personnes avec des noms d'origine maghrébine et africaine sont victimes de discrimination au logement.

Il semble évident que la décision de Faury de reprendre ou non une personne interrogée pour montrer au lecteur à quel point elle se trompe ou a une opinion ou une façon de parler détestable n'est pas anodine.

Des sources anti-universalistes éloquentes

On peut encore moins lui laisser le bénéfice du doute au regard des sources utilisées. C'est là le point le plus criant de l'essai, qui aurait dû alerter les journalistes. La très grande majorité des sources du sociologie appartiennent à la mouvance raciale, décoloniale, pro-voile et alimentent, par leurs travaux, la théorie d'une islamophobie (mot fourre-tout et galvaudé que l'auteur présente à tort comme un concept admis par la communauté scientifique) généralisée des Français, ces derniers étant relégués dans les bas fonds de la catégorie « racistes », afin d'éviter soigneusement toute critique de l'islamisme. Pour n'en citer que quelques-uns : Christine Delphy, sociologue engagée dans le combat contre la loi sur les signes religieux dans les écoles publiques françaises et signataire d'une tribune en soutien à Houria Bouteldja ; le philosophe Étienne Balibar, virulent opposant à l'universalisme qui contient selon lui une violence intrinsèque et qui

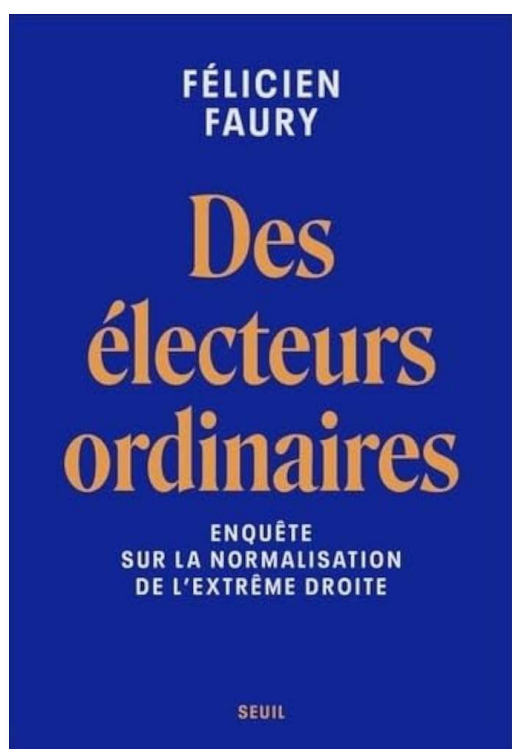
s'est fendu d'un article dans *Libération* intitulé « Oui au foulard à l'école laïque » ; la sociologue Sarah Mazouz, proche d'Éric Fassin et présentée par l'hebdomadaire *L'Express* comme l'une des représentantes des « *corsaires du multiculturalisme et des droits des minorités* » ; les sociologues Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed, tous deux proches de la même mouvance et auteurs d'*Islamophobie Comment les élites françaises fabriquent le "problème musulman"* (La Découverte) ; Pierre Tevanian, philosophe et militant cosignataire de l'appel des Indigènes de la République.

À la lumière des sources précitées, on ne s'étonnera pas de voir surgir, sur la question de la laïcité, les noms de Jean Baubérot et Olivier Roy plutôt que ceux d'Henri Pena Ruiz ou Gilles Kepel.

Dernière critique mais non des moindres : la capacité de Faury à se contredire. Alors qu'il affirmait dans l'introduction avoir été une oreille aux craintes et doutes des personnes interrogées, le voilà qui balaie d'un revers de manche des situations bien concrètes et sourcées depuis des dizaines d'années. Là encore, les exemples sont légion. Un électeur qui s'inquiète du port du voile en augmentation ne sert à l'auteur qu'à prouver le manque d'ouverture d'esprit de tout un électorat, alors même que le port du voile par les femmes musulmanes est en constante hausse, avec une progression de 55 % en dix ans entre 2009 et 2019 selon l'INSEE et

l'INED. Un autre qui évoque l'islamisme dans des quartiers, avec la multiplication des commerces hallal ne voit la société, qui fatalement évolue, qu'avec sa lorgnette étreinte. Et ainsi de suite.

Il en ressort un ouvrage non seulement manichéen mais aussi – et c'est là le plus inquiétant – acteur d'un court-circuitage de la voix d'une partie des Français (avec la ridiculisation de leurs opinions) et promoteur d'un entrisme de l'idéologie anti-universaliste et indigéniste. ♦ E. M.



Réf. : Félicien Faury, *Des Électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême-droite* (Seuil, 2024, 229 pages)

À la recherche d'une gauche majoritaire

Le sociologue Vincent Tiberj remet en cause la thèse de la droitisation des

Français, répandue ces dernières années à la lecture des rapports de force électoraux. À partir de nombreuses données sondagières, il propose une autre lecture de l'état de l'opinion.

Voilà douze ans que la gauche n'a plus été majoritaire dans les urnes ; depuis l'élection à la présidence de la République de François Hollande et les législatives qui se sont ensuivies. La surprise créée en juillet dernier par le Nouveau Front Populaire, arrivé en tête lors du scrutin provoqué par la dissolution inopinée de l'Assemblée nationale, n'a pas fondamentalement modifié ce constat : le poids cumulé des partis de gauche dans les urnes s'est considérablement réduit au cours de la décennie passée. De plus, le glissement de la fameuse « fenêtre d'Overton » vers la droite du champ des idées politique, facilité par l'émergence de grands médias conservateurs (CNEWS, Europe 1, *Le Journal du Dimanche*...), entretient un bruit de fond politico-médiatique propice aux thèses défendues notamment par le Rassemblement national et Reconquête. Aussi, l'essai que propose cet automne Vincent Tiberj percute sentiments éprouvés et idées reçues : il n'y a pas de droitisation observée « par le bas », c'est-à-dire au sein même de la population. S'agirait-il alors d'un travail d'auto-persuasion ou d'une extrapolation à partir de données partielles ? Deux fois non. Bien sourcé et charpenté, l'argumentaire finit par

convaincre, sans lever toutes les zones d'ombres.

Une France ralliée au progressisme

Incontestablement, l'évolution de l'opinion publique française sur le temps long penche en faveur du progressisme sociétal, ce qui ne surprend pas outre mesure. Les Français sont aujourd'hui plus ouverts et tolérants sur les sujets sociétaux qu'ils ne l'étaient trente ou quarante ans en arrière. Leur regard sur l'homosexualité, par exemple, a drastiquement évolué vers une acceptation majoritaire du mariage et de l'adoption par les couples de même sexe. Vincent Tiberj relève d'autre part la régression à portion congrue des opinions racistes et de l'antisémitisme, sans pour autant pouvoir en acter la disparition. À l'évidence, l'évolution de la société et le travail idéologique des médias – que l'auteur admet – ont conduit à davantage de tolérance, ce qu'il interprète comme une « gauchisation » de la population, à tout le moins par la généralisation de positions défendues par la gauche. Tiberj s'appuie principalement sur les données fournies par le baromètre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), notamment sur trois indices (préférences culturelles / tolérance / préférence sociale) construits à partir de séries de questions thématiques. D'une part, l'indice de préférences culturelles, qui prend en compte l'opinion

des Français sur les questions liées à la contraception, à l'avortement ou à l'orientation sexuelle a progressé de 46 % d'opinions regardées comme progressistes en 1978 à 66 % en 2022. D'autre part, l'indice longitudinal élargi de tolérance, qui mesure l'ouverture des Français à la diversité (regards sur l'immigration, sur les pratiques religieuses minoritaires...) enregistre une progression très similaire, de 47 % en 1978 à 64 % en 2022.

Quid des problématiques économiques ?

La dissection des vagues de sondages est ici plus inattendue. Si l'auteur éclaire aisément l'effet « thermostat » (concept dû au politiste américain Christopher Wlezien), qui caractérise le mouvement de balancier de l'opinion en fonction du camp qui occupe le pouvoir – avec par exemple la poussée des idées libérales en période de gouvernement socialiste, mais le retour de préoccupations sociales lorsque la droite est aux responsabilités – il met en lumière la permanence des aspirations à davantage de justice sociale et de redistribution. Même si le pic atteint au début des années 1980 et enregistré grâce à l'indice longitudinale de préférences sociales (63 % d'opinions favorables à une politique redistributive) semble loin désormais, une majorité de Français (51 %) demeure attachée aux mécanismes de solidarité. Dit autrement, la victoire dans les urnes, en 2017 puis en 2022, d'un centre néolibéral, accompagnée d'une poussée parallèle des votes pour

l'extrême-droite, ne traduirait pas la victoire définitive de la loi du « laisser-faire » sur l'idéal de la République sociale. Le diable se cachant dans les détails, c'est dans la distorsion entre l'offre partisane et le positionnement individuel que se situe, selon Tiberj, l'une des clefs de compréhension de la situation politique actuelle. Ainsi, une partie des électeurs du RN se révèle dans les études favorable à la redistribution tout en votant pour une famille politique de tradition économiquement libérale, mais dont les cadres ont su habilement réorienter leur discours pour dénoncer les conséquences sociales néfastes de la mondialisation. En avoir l'intuition était une chose ; en apporter la preuve en est une autre. Vincent Tiberj réalise ce travail salutaire.

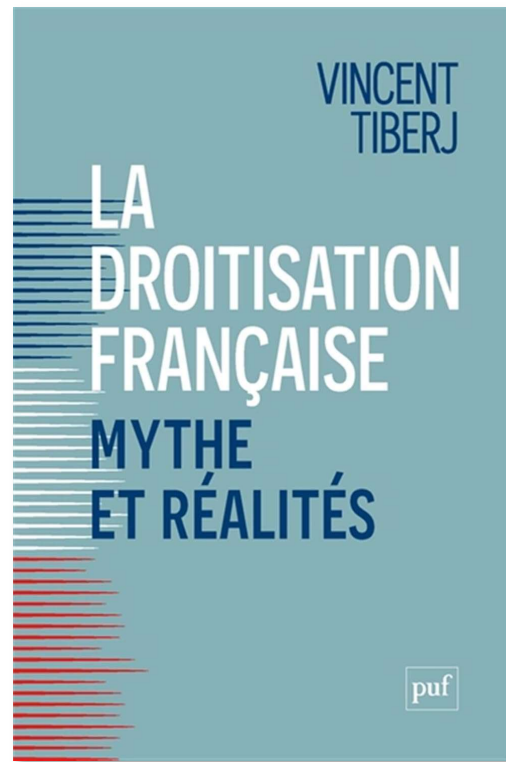
L'abstention : une « grande démission » ?

Pourquoi l'adhésion d'une grande part des Français aux valeurs progressistes et l'attachement qu'ils sont encore nombreux à manifester à l'égard du principe d'une meilleure répartition des richesses ne favorisent-ils pas mécaniquement une formation comme la France Insoumise, qui semble rassembler toutes ces préoccupations, voire un parti tel qu'Europe Écologie Les Verts, les questions environnementales étant elles aussi beaucoup mieux appréhendées par les Français des années 2020 que par ceux des précédentes générations ? La réponse

repose sur l'existence de combinaisons idéologiques que Vincent Tiberj schématise en quatre groupes distincts dont il sera toujours loisible de discuter des contours et de l'appellation : libéraux-libertaires ; socio-libertaires ; socio-autoritaires ; libéraux-autoritaires. Si l'on donne foi à cette structuration de l'électorat, qui n'est pas sans lien avec l'effondrement de la conscience de classe, en particulier chez les ouvriers, il en résulte l'incapacité d'une gauche combinant préoccupations sociales et sociétales de devenir majoritaire. Ceux que l'on peut identifier comme « libertaires » se montrent volontiers, fussent-ils *socio-libertaires*, attirés par le bloc libéral, ceux qui se préoccupent d'abord de la question sociale (socio-autoritaires) peuvent reporter leur voix vers l'extrême droite (libéraux-autoritaires).

Mais l'énigme de cette gauche introuvable ne peut être entièrement résolue sans l'examen d'un autre phénomène : l'abstention. Celle-ci n'apparaît, selon la thèse du sociologue, ni comme une approbation tacite, ni comme une expression de neutralité, ni comme une hostilité passive. Une part des abstentionnistes poursuit son engagement politique progressiste par d'autres biais que par le vote : l'engagement associatif, les actions de sensibilisation, l'entraide... C'est en réalité une lassitude démocratique qui s'exprimerait, qualifiée par Tiberj de

« grande démission ». Elle invisibilise une partie de l'opinion ; elle n'en fait pas pour autant disparaître les individus qui en sont porteurs. La société demeure le réel, c'est l'arène politique qui devient le factice : *« On se retrouve dans une situation paradoxale, une de plus, où les acteurs de la scène politique occupent leur espace, jouent leur rôle, où les actions sont commentées et critiquées notamment sur les plateaux des chaînes d'information, mais face à une salle de plus en plus vide »*. Il faudrait donc y voir un espoir : la vieille quête de la mobilisation des abstentionniste pour aller trouver une majorité introuvable reste à l'ordre du jour. Encore faut-il que cette interprétation de l'abstention soit validée. C'est sur ce point que l'essai ne séduit pas complètement.. ♦ **P.-H. P.**



Réf. : Vincent Tiberj, *La Droitisation française. Mythe et réalités* (Presses Universitaires de France, 2024, 333 pages).

Nos auteurs chez les libraires



Le regard des jeunes sur une Europe déjà vieille

Cité propose à ses lecteurs, à travers cette rubrique promotionnelle, de donner la parole à Frédéric Farah, membre du comité de rédaction, pour évoquer avec lui son nouvel essai, *No Frexit*, paru en mai 2024 aux éditions Fayard. Professeur d'économie dans plusieurs établissements parisiens, il a mené l'enquête auprès de ses propres élèves et étudiants pour connaître l'opinion ainsi que l'état des connaissances de la jeunesse sur l'Union européenne.

Frédéric, ton dernier livre tranche avec tes précédents travaux d'économiste. *No Frexit* se présente davantage comme un ouvrage de sociologie politique. Peux-tu nous dire quelques mots sur la genèse du projet et la démarche suivie ?

J'ai toujours cru à la fécondité des sciences sociales pour éclairer le réel qui était le nôtre. Pour moi, croiser les regards c'est fondamental. Claude Roy, l'écrivain français, affirmait que chaque théorie détenait un angle mort. L'économie est mon champ habituel, mais j'ai reçu une formation généraliste : Science po, sociologie politique, droit. De ce fait, aborder la réalité européenne au moyen d'une autre approche me paraissait intéressant. Et

puis, si l'on suit une démarche sociologique, c'est l'enquête qui vient à nous assez spontanément. Je ne pouvais conduire une enquête au sens scientifique, je ne pouvais que m'en approcher en sachant que des biais sont inévitables. Par exemple, ce sont tous des étudiants et étudiantes de la région parisienne, il aurait fallu comparer avec ceux de la Province ou encore comparer les effectifs de lycée par exemple de centre-ville et d'autres ruraux. Tout cela n'était pas possible. Je me suis dit que je ferais cela avec des effectifs qui croisent le lycée, l'Université et des classes préparatoires des beaux quartiers.

FRÉDÉRIC FARAH

NO FREXIT

Ce que les jeunes
pensent de l'Europe

fayard

Il m'intéressait de savoir comment des élèves pouvaient considérer l'Union européenne sachant que les affaires européennes intéressent peu le grand public et sont au fond mal connues.

Quel que soit le type d'établissement fréquenté ou leur origine sociale, les réponses de ces jeunes nous montrent que le fonctionnement de l'Union européenne et les politiques publiques communautaires demeurent, comme tu viens de le souligner, mal connues. Et pourtant, les programmes scolaires ne sont-ils pas censés promouvoir la construction européenne ?

Si les programmes scolaires peuvent laisser entendre qu'ils promeuvent la construction européenne, ils sont trop dispersés à des moments différents de la vie des élèves. Ainsi leurs connaissances de l'Europe et plus spécifiquement de l'Union européenne s'étalent du collège au lycée dans différentes disciplines. Le volet « institutions » est mal connu, superficiellement abordé. Leurs connaissances ne peuvent être que fragmentaires, il est difficile d'y voir clair. L'éclatement prévaut sur l'unité.

83



Frédéric Farah

Un sentiment pro-européen se mesure à travers les réponses apportées par tes élèves, même si des doutes affleurent aussi. Quelle est la nature de leurs griefs contre l'Union européenne ?

Les griefs sont assez simples - si je puis dire - et témoignent de leur lucidité sur un ensemble institutionnel complexe. L'Union européenne ne profite pas à tous. Elle est inégalitaire, peu soucieuse de l'environnement, favorise ceux qui sont déjà en position favorable.

Pour ces jeunes, lycéens ou étudiants, « l'Union européenne est perçue comme un espace des possibles plus que comme un ensemble de valeurs », écris-tu. Cette approche strictement utilitariste de l'Europe (voyages facilités, marché de l'emploi plus ouvert...) n'acte-t-elle pas l'échec de la volonté de ses artisans de susciter un sentiment d'appartenance supranationale pour l'Europe ?

Indiscutablement. Mais aurait-il pu en être autrement à partir du moment où la construction européenne a surtout pris le chemin du droit et de l'économie ? Je ne le crois pas. Je doute quant à la capacité de l'économie de créer un véritable sentiment d'appartenance. Au mieux, elle est parvenue à faire naître un sentiment de familiarité puisque les modes de vie tendent à se ressembler. Et puis l'assomption de l'économie

comme représentation majoritaire du monde conduit à l'utilitarisme. L'identité européenne est largement une chimère pour le plus grand nombre. Elle est au mieux une passion élitaine qui s'émerveille de la création culturelle, artistique de chacune des nations.

Loin d'être résignés, tu écris que les jeunes croient en la possibilité de faire évoluer la coopération européenne sur les questions où elle apparaît encore insuffisamment efficace, notamment la protection de l'environnement ou la lutte contre les inégalités. Parviennent-ils à articuler leurs connaissances sur l'organisation technocratique de l'Union européenne avec ce constat d'impuissance relative ?

Non, car cela requerrait une approche fine des institutions et c'est hors de portée. Saisir l'Union européenne et ses enchevêtrements administratifs et institutionnels, c'est un métier à plein temps. Je les trouve déjà assez subtiles de comprendre les limites d'un processus qui a plus de soixante-dix ans ! ♦



Hartmut Rosa. De l'aliénation à la résonance : « être au monde » aujourd'hui

Par Ella Micheletti

Journaliste et membre du comité de rédaction de Cité

(Photo : capture d'écran YouTube)



85

« Et que sert-il à un homme de gagner tout le monde, s'il perd son âme? Que donnerait un homme en échange de son âme? », s'interrogeait saint Marc aux prémices de l'humanité christianisée. Des siècles plus tard, Blaise Pascal se posera peu ou prou la même question : « Que sert à l'homme de gagner tout le monde, s'il perd son âme ? Qui veut garder son âme, la perdra. » Dans une autre variante, Malraux mettra en exergue, au XX^e siècle, ce délicat exercice d'équilibriste entre la conservation de notre *moi* unique – différent d'autrui –, tout en plaidant pour une communion de tous les hommes.

Le point nodal de tous ces réflexions reste le même : nous sommes nés Hommes, dans un monde aujourd'hui soumis à des tumultes sans précédents (notamment la crise

climatique et le capitalisme mondialisé), mais comment le rester ? Comment ne pas perdre son âme et surtout son esprit dans un ouragan d'éléments extérieurs qui viennent contrôler et le libre arbitre et même jusqu'à notre possibilité de nous octroyer des respirations existentielles ?

À première vue, depuis la mort des grands intellectuels tels que Theodor W. Adorno, Ernst Bloch, Georg Lukács ou Louis Althusser (plus tardivement), peu de philosophes ont su résister au déclin de la théorie marxiste depuis quarante ans, face à la déferlante néolibérale. À gauche, la chute de l'URSS a entraîné un relatif abandon de la pensée marxiste, en parallèle d'une montée en puissance d'une Seconde gauche anti-totalitaire, à l'origine de nombreux fléchissements néolibéraux en Occident. Quelques personnalités, pourtant, renouvellent puissamment ce courant de pensée et ce depuis des décennies, tels que le sociologue argentin Atilio Borón, le philosophe et sociologue franco-brésilien Mickaël Löwy ou encore le philosophe et sociologue allemand Hartmut Rosa. Ce dernier, bien plus jeune que ses deux collègues, occupe une place singulière dans le monde des idées. Né en 1965 à Lörrach, Rosa a écrit une thèse sur la pensée philosophique et politique de Charles Taylor, avant d'être nommé professeur à l'université Friedrich-Schiller d'Iéna et directeur du Max-Weber-Kolleg à Erfurt. Il appartient à la nouvelle génération de penseurs issus de l'école de la théorie critique - dite École de Francfort - au rang de laquelle on a compté non seulement les pré-cités Bloch, Adorno, Lukács mais également le sociologue Erich Fromm, Walter Benjamin ou Jürgen Habermas (deuxième génération).

L'originalité de Rosa tient autant dans ses thèses développées vis-à-vis de la pensée marxiste que dans son succès à grande échelle. Reconnu par ses pairs mais lu par un public plus large que certains de ses prédécesseurs, il se distingue par sa visibilité dans des médias et sa pédagogie de forme au service d'un fond rigoureux voire difficile à appréhender pleinement. Le présent article n'a pas prétention à couvrir de façon parfaitement exhaustive l'ensemble de sa pensée dans ses moindres recoins, comme une thèse aurait vocation à le faire. Néanmoins, passons-en en revue – attentivement – les grandes lignes.

Repenser l'aliénation

Qui dit point de départ dit point de friction pour le bonheur humain. Rosa fait le constat que les individus qui vivent l'ère post-moderne, dans un monde régi par le capitalisme mondialisé, se trouvent globalement dans une situation et une position d'aliénation, cette dernière étant comprise comme un outil de désintégration de ce qu'il

appelle « une vie bonne » (tout en s'interrogeant ce qu'elle peut contenir). Pour rappel, Karl Marx, dans *L'Idéologie allemande*, définit l'aliénation comme le fait, pour un ouvrier, de se voir devenir étranger : au fruit de son travail dont il est privé, dans son identité au sein d'une entreprise pour laquelle il n'est qu'une source productive et aussi dans ses rapports avec les autres hommes. Chaque humain assiste à une déshumanisation de ses liens avec autrui, au sein d'un système basé sur l'échange de produits.

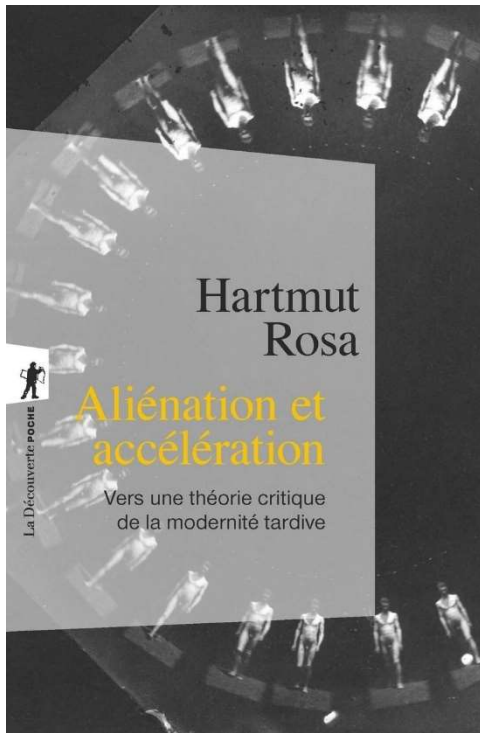
Dans son ouvrage *Aliénation et accélération* – vers une théorie critique de la modernité tardive¹, Hartmut Rosa explique que son but est « *de rétablir un concept bien plus ancien de la Théorie critique, développé par Marx et l'École de Francfort à ses débuts mais abandonné tant par Honneth que par Habermas : le concept d'aliénation* ». Selon lui, l'aliénation de l'individu contemporain est massivement due à une accélération protéiforme de sa vie et de la société. « *J'entends montrer que dans sa forme présente, "totalitaire", l'accélération sociale mène à des formes d'aliénation sociale sévères et observées empiriquement, qui peuvent être vues comme le principal obstacle à la réalisation de la conception moderne d'une "vie bonne"* », ajoute-t-il en propos liminaire.

Mais en quoi sommes-nous aliénés ? Vis-à-vis de qui, de quoi ? Le philosophe a discerné trois facettes de notre être aliéné dans la société actuelle. Tout d'abord, l'aliénation par rapport à l'espace. Toujours dans *Aliénation et accélération*, Hartmut Rosa part là encore d'un fait aisément observable : « *À l'âge de la mondialisation numérisée, la proximité sociale et la proximité physique sont de plus en plus séparées : ceux qui sont proches de nous socialement n'ont plus besoin d'être proches de nous physiquement, et vice versa [...] Tout cela n'implique pas nécessairement l'aliénation par rapport à l'espace mais cela la rend possible* ». Et de citer l'exemple éloquent de directeurs d'hôtels qui témoignent des appels de leurs clients demandant « *dans quelle ville ou dans quel pays ils se trouvent* ». En sachant que, comme l'affirme Rosa, tout humain a ce besoin intemporel d'un « chez soi », comme retrouver une connexion à l'intime d'un espace, dans un monde à la mobilité accrue et à la virtualisation constante ? L'auteur emploie le terme allemand *Heimat* qui signifie que « nous sommes intimes d'un certain espace ». La création de ce lien devient de plus en plus rare quand des individus déménagent souvent. Si, comme le montre Rosa, les nouveaux habitants déterminent rapidement, pour des raisons pratiques, la localisation de certains lieux (supermarché, médecin, salle de sport), ils *n'occupent pas* les espaces *entre* ces lieux. L'occupation est

¹ Hartmut Rosa, *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*, La Découverte, 2012, 143 pages.

désincarnée. Pourquoi ? Car une telle occupation « demande du temps ». Et le temps, c'est précisément ce qui manque cruellement à tout un chacun.

Ensuite, nous subissons une aliénation par rapport aux choses. Le fait peut sembler paradoxal tant nous cohabitons avec une somme astronomique d'objets et d'outils à portée de main, du moins dans les pays occidentaux. Rosa le reconnaît : « *Nous sommes déjà entrés dans l'espace des choses [...]* Les êtres humains, selon moi, ont toujours des



relations intimes et constitutives avec au moins certains objets. En fait, les choses avec lesquelles nous vivons et travaillons sont dans une certaine mesure constitutives de notre identité. »

Cependant, cette relation aux objets est traversée par le consumérisme qui touche la quasi-totalité d'entre nous, à différents degrés. Pour le dire autrement – et Rosa fournit de nombreux exemples – nous investissons pleinement un objet quand nous le gardons, le touchons, le réparons, quand il nous accompagne à divers moments de notre vie. Dans ce cas, il y a « *de grandes chances qu'ils deviennent une partie de vous-mêmes* ». Les choses deviennent « *partie intégrante de votre expérience vécue quotidienne* ». Le problème est

que nous avons tendance de plus en plus à jeter plus qu'à réparer, à remplacer un objet pour un modèle supérieur sans réelle utilité, ce à des fréquences de plus en plus rapprochées. Selon une enquête d'Iligo² une agence d'études dédiée à la compréhension des comportements de consommation, datée de 2022, « *les Français sont aussi davantage à déclarer aimer les technologies de pointe (86 % en 2022 contre 52 % en 2015)* ». Et il n'est même plus possible de plaider pour une fracture générationnelle puisque les plus âgés rejoignent les plus jeunes dans ce mouvement. La gadgétisation du monde entraîne forcément une redéfinition du rapport aux choses, étrangeté plus complexe. En effet, à mesure que les technologies deviennent plus pointues, les utilisateurs perdent de plus en plus le contrôle desdits objets, faute de pouvoir acquérir les connaissances et codes suffisants. Rosa explique ainsi qu'il savait changer la sonnerie de son ancien téléphone et qu'il peine pour le nouveau. Les gadgets sont créés en vue d'être insaisissables pour l'Homme et c'est également ce qui les rend attractifs car

² « Les Français sont tous devenus accros à la Tech... », 12 mai 2022, <https://comarketing-news.fr/les-francais-sont-tous-devenus-accros-a-la-tech/>

mystérieux. Idem pour l'utilisation d'un nouveau logiciel, puis d'un autre, puis d'un autre. « *Le nouveau logiciel et moi, nous devons véritablement aliénés l'un à l'autre* », estime le philosophe.

Le dernier cas d'aliénation est lié à nos actions. Pour Hartmut Rosa, il découle en partie de la seconde aliénation par rapport aux objets. « *Nous ne trouvons jamais le temps de nous informer réellement au sujet des choses qui sont sur le point de nous concerner* », comme la lecture de contrats, les notices de médicaments, les manuels que nous consultons, le tout à cause d'une surcharge d'informations. Idem pour les « *grands choix de vie* ». Les guides écrits censés aider les lycéens à opter pour telle ou telle formation dispensent « *le même conseil candide : Premièrement, déterminez ce que vous souhaitez faire exactement et ce dont vous avez besoin pour y arriver. Puis étudiez attentivement les brochures et programmes disponibles des universités...* » Nul besoin d'aller plus loin pour comprendre que le bât blesse dans cette pression, cette quasi instantanéité à laquelle nous sommes soumis dans nos choix, ce qui entraîne à l'évidence des choix par défaut, surtout à des âges où nous aspirons à être pluriels.

De ces situations observées par Rosa dans le quotidien d'une grande partie des peuples occidentaux surgit une question-phare : pourquoi sommes-nous ainsi aliénés ? Réponse (non exhaustive) : notamment car nous subissons une accélération sociale du temps, nette, névrotique, bien loin d'un simple ressenti ponctuel et minoritaire, comme les magazines et les médias le suggèrent parfois.

L'accélération protéiforme

Bien entendu, Hartmut Rosa ne pratique pas la magie : « *Une heure est une heure et une journée est une journée [...] et il est évident que les grossesses, les gripes, les saisons et les temps de l'enseignement n'accélèrent pas.* » De même, il préfère parler d'un ensemble de phénomènes d'accélération sociale du temps plutôt que d'un unique processus monolithique qui viendrait toucher nos sociétés.

L'accélération technique est la plus flagrante à première vue. C'est aussi la plus « *facilement mesurable* » d'après l'auteur car elle se voit dans le domaine des transports, de la communication et de la production. Ainsi, la vitesse de communication a-t-elle augmenté de 107 %, celle des transports de 102 % et celle de la vitesse du traitements de données de 1010 %. Rosa reprend à ce niveau le concept de « *dromologie* » du philosophe et architecte Paul Virilio qui estimait que ce processus d'accélération avait d'abord touché les transports puis les transmissions et que le prochain stade (à son époque) serait celui des biotechnologies, auquel nous sommes

confrontés. Résultat de cette accélération technique, *« l'espace, à bien des égards, perd de son importance pour l'orientation dans le monde de la modernité tardive. Les activités et les développements ne sont plus localisés et les endroits réels tels que les hôtels, les banques, les universités ou les centres industriels tendent à devenir des "non-lieux", c'est-à-dire des endroits sans histoire, sans identité et sans relation »*.

L'accélération du changement social, quant à elle, concerne, l'explique Rosa, une accélération non pas à l'intérieur d'une société, comme c'est le cas des transports dans tel pays, mais d'une accélération d'une société elle-même. Les exemples sont légion : *« Les attitudes et les valeurs autant que les modes de vie, les relations et obligations*

La société occidentale du XXI^e siècle est engloutie dans une spirale de vitesse où même l'idée de « gagner du temps » devient un objet marketing des acteurs néolibéraux, à grands renforts de guides, de conseils, voire de formations pour apprendre à prendre son temps

sociales autant que les groupes, les classes, les milieux, les langages sociaux autant que les formes de pratique et les habitudes changent à des rythmes en constante augmentation. » Les habitants des sociétés occidentales contemporains subissent de plus une *« compression du présent »*, aussi appelée en allemand *Gegenwartsschtrumpfung* et

développée par le philosophe Hermann Lübb. En d'autres termes, leur présent se retrouve tassé et concentré à la suite de l'accélération des vitesse d'innovation culturelle et sociale. Lübbe insiste sur le fait que *« ce qui n'a plus cours/n'est plus valide tandis que le futur dénote ce qui n'a pas encore cours/ce qui n'est pas encore valide »*. Rosa, de son côté, montre que l'accélération du changement social a été particulièrement visible au niveau du travail. Pendant des siècles, dans les sociétés pré-modernes, le métier était exercé de père en fils ; dans la société moderne (entre 1850 et 1970), les métiers avaient tendance à changer avec les générations ; dans la modernité tardive, les métiers changent à un rythme plus rapide que les générations. Un employé américain ayant fait des études supérieures changera environ onze fois de travail au cours de sa vie, selon les études de l'historien Richard Sennett.

Enfin, l'accélération du rythme de vie, intimement liée aux deux autres accélérations, est celle que Rosa qualifie de *« famine temporelle »*. Les individus n'avaient jamais autant ressenti *« qu'ils manquent de temps et qu'ils l'épuisent. C'est comme si le temps était perçu comme une matière première consommable telle que le pétrole et qu'il deviendrait, par conséquent, de plus en plus rare et cher. »* Néanmoins, il ne s'agit pas d'un simple ressenti qui n'aurait aucun fondement rationnel. Outre l'impact de la

révolution numérique, l'instantanéité des échanges, les individus sont soumis, comme l'explique la sociologue Nicole Aubert, à « un culte de l'urgence ». Rosa rappelle également que les études sont claires : nous dormons moins, avons tendance à manger plus vite et à communiquer paradoxalement moins avec nos proches que ne faisaient réellement nos ancêtres. Ces données doivent toutefois être prises avec des pincettes car des évolutions « inverses » les contredisent. Par exemple, il est certain que les pères d'aujourd'hui, du moins dans les sociétés occidentales, passent beaucoup plus de temps avec leur progéniture.

Cette « famine temporelle » peut sembler contradictoire avec l'accélération technique, qui devrait permettre de « gagner du temps ». Mais l'accélération des techniques, du rythme de vie et des changements sociaux ne fait en réalité pas gagner de temps, explique Hartmut Rosa. Le temps réellement libre n'augmente pas car les minutes supposément gagnées en répondant par un mail – rapide – plutôt que par une lettre manuscrite – comme il y a soixante ans – sont immédiatement remplies par d'autres tâches, de nouvelles tâches, qui créent un lissage des priorités. Tout devient urgent et prioritaire, en somme.

Au vu de ces nombreux éléments, il est intéressant de se rappeler les propos de Baudelaire qui à son époque (XIX^e siècle) souhaitait « *tuer le temps qui a la vie si dure et accélérer la vie qui coule si lentement* ». La société occidentale du XXI^e siècle est au contraire engloutie dans une spirale de vitesse où même l'idée de « gagner du temps » devient un objet marketing des acteurs néolibéraux, à grands renforts de guides, de conseils, voire de formations (hors de prix) pour apprendre à prendre son temps. Le résultat reste toujours une compartimentation rigide de notre vie et une incapacité à se laisser vraiment aller. Pourquoi ? Car ces multiples accélérations ne glissent pas sur les individus comme la pluie sur les plumes d'un canard. Nous ne rentrons pas chez nous le soir entièrement dépouillés des urgences de la journée. Les « coupables » sont aussi nombreux que difficilement modifiables à court terme : la compétition instaurée par la génération du système capitaliste et néolibéral, le *new public management*, le culte de la productivité, le désir mégalomane des hommes de gagner du temps sur la mort, etc.

On pourrait en conclure que le manège n'en finit jamais de tourner, au risque de donner le vertige à tous. Comment y mettre un coup d'arrêt ? Comment suspendre, souffler ?

Alors... décélérer ?

Hartmut Rosa met en avant plusieurs types de décélérations, là encore observables dans notre société. Des individus ou des groupes tentent, consciemment ou inconsciemment, de freiner la machine, au moins temporairement, et avec des résultats mitigés. Mais parfois, ce sont les éléments eux-mêmes qui imposent une décélération. Ce sont les limites de vitesse naturelles et anthropologiques, comme la grossesse, les maladies (les tentatives pour faire passer très vite des rhumes et gripes sont généralement vaines), le cycle d'une journée et d'une nuit (basé sur des événements astronomiques).

Il existe ensuite ce que le philosophe appelle des « *oasis de décélération* » : certaines « niches » territoriales, sociales et culturelles n'ont pas encore été « *touchées par la dynamique de la modernisation* ». Il s'agit de tribus retirées, de groupes tels que les Amish, etc. Leur retrait tend pourtant de plus en plus à s'éroder, la modernisation vorace étant par nature extensive et intrusive. Ces îlots en viennent même parfois à devoir être protégés activement contre l'accélération, par des lois ou actions collectives.

Par ailleurs, la décélération peut être involontaire, en ce qu'elle va advenir en cas de dysfonctionnement de l'accélération sociale, la forme la plus connue, selon Rosa, étant l'embouteillage. Le chômage de masse, où des travailleurs sont exclus des sphères de production souvent en raison de leur incapacité à s'adapter aux besoins de flexibilité, peut aussi être perçu comme une décélération extrême.

S'agissant de la décélération intentionnelle, elle peut être active et individuelle, comme par exemple quand des cadres effectuent des retraites dans des monastères mais le but véritable est de revenir plus performant et revigoré que jamais. En revanche, certains mouvements sociaux prônent à plus grande échelle une décélération radicale, « *dont les traits sont assez fréquemment anti-modernistes* », selon Rosa. D'après lui, tout appel à décélérer ne doit pas être réduit à sa dimension idéologique. En effet, il est fort probable que les circonstances actuelles et futures entraînent de façon inévitable une décélération économique.

Mais en attendant de voir surgir ou progressivement advenir un changement de système qui se déroulera peut-être sur plusieurs générations, Hartmut Rosa émet une proposition profonde et même existentielle, celle de la « résonance » au monde. Pour pouvoir appréhender au mieux ce concept, il est nécessaire de comprendre avant tout celui « d'indisponibilité » de ce même monde.

L'indisponibilité du monde

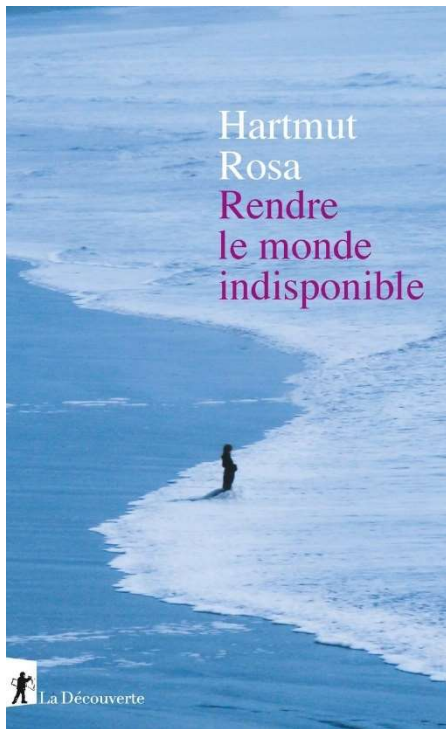
« La pire difficulté pour l'individu créateur, c'est de réfréner l'entêtement à vouloir catégoriser le monde à son image », a écrit Henry Miller. Cette idée ne peut-elle pas être appliquée à tout individu, encore plus celui qui vit dans une société post-moderne et mondialisée ? Et osons aller plus loin : loin de vouloir se cantonner à une simple catégorisation du monde, l'Homme du XX^e siècle (et dans une certaine mesure du XIX^e avant lui) a tenté de contraindre le monde, de le saisir entièrement. La différence avec un homme du XVIII^e réside notamment dans l'immense avantage technologique mais les racines de l'humanité convergent depuis toujours en une certitude de la spécificité que les humains ont vis-à-vis des autres animaux. Le mythe de Prométhée défiant les Dieux et par ricochet un ordre gigantesque ne dépendant pas de lui, un ordre étranger à lui, a connu des variantes aux quatre coins du globe. Il est vrai que nous ne connaissons pas le mythe d'Amiran, ce titan ayant défié Dieu, son parrain, et ayant été condamné à l'enchaînement éternel au sommet du mont Gerget'i. Mais cette histoire et celle de Prométhée sont suffisamment éloquentes pour donner à comprendre l'idée générale de dépassement qui touche notre espèce. Dépassement de ses congénères, dépassement des éléments naturels, dépassement des autres êtres vivants, avec pour justification sa différence que personne, à part des militants antispécistes, ne saurait remettre en question.

Dans son ouvrage *Rendre le monde indisponible*³, le philosophe repère quatre dimensions dans notre tentative de maîtrise du monde. D'abord, rendre connaissable/visible ce qui existe. Avec les télescopes et les lampes, le ciel et le monde de nuit nous sont disponibles désormais. Puis, rendre cet existant atteignable et accessible. Les fusées permettent par exemple d'aller sur la lune et les satellites de nous connecter à un cosmos lointain, tout comme les sous-marins de pointe accèdent aux mers profondes. Liée à cette seconde dimension, la troisième consiste à rendre maîtrisable ce qui a été décelé et mis en lumière. Il s'agit « *de mettre sous contrôle un fragment du monde* ». Exemple en est du colonialisme, composé d'un ensemble

**Nous ne rentrons pas le soir
entièrement dépouillés des
urgences de la journée. Les
« coupables » sont aussi
nombreux que difficilement
modifiables : la compétition
instaurée par la génération du
système capitaliste et néolibéral,
le *new public management*, le
culte de la productivité...**

³ Hartmut Rosa, *Rendre le monde indisponible*, La Découverte, 2020, 161 pages.

d'actions (voyages et tueries) mais aussi de production de savoir (avec les cartes) et de maîtrise politico-militaire (qui a permis de décimer des sociétés qui n'avaient pas les mêmes moyens). Enfin, dernière étape : rendre utilisable et mettre en service ce qui a été acquis, « *en faire l'instrument de nos fins, ce qui transforme la mise à disposition du monde en mise en forme et production du monde* », précise Hartmut Rosa. La thèse



de ce dernier à ce sujet est originale : d'après lui, plus nous avons concrètement conquis des fragments du monde, plus celui-ci s'est révélé mystérieux, insaisissable, toujours indépendant de notre sentiment de contrôle total (notamment en cas de catastrophes naturelles). Pire, il semble être ce que nous en avons fait, à savoir une terre en sursis, dont les colères (la crise climatique) semblent autant de menaces à notre égard que de conséquences de nos actions mégalomanes et irréfléchies. Nous avons cru « prendre » à l'infini sans nous laisser prendre. Rosa évoque « un recul énigmatique du monde ». Le philosophe cite l'exemple d'un entretien donné par Erhard Eppler (1926-2019), membre du Parti social-démocrate d'Allemagne et ancien ministre de la

Coopération et du Développement. L'homme politique raconte le grand défrichement, en Afrique du Nord, de forêts auquel il assisté depuis un avion, dans le but de trouver des terres fertiles. Ironie du sort : la terre fertile a été « *emportée par les pluies et a laissé, dit-il, un gigantesque tapis brun devant l'embouchure du fleuve se déversant dans la mer* ». « *Le fragment du monde exploité* » est ainsi devenu « *dur et stérile et, dans ce sens, pratiquement hostile* », remarque Rosa.

Dans une société où nous subissons des sommes astronomiques de sollicitations, on pourrait croire que l'Homme recherche un silence bienfaisant. Cela ne veut pas dire que nous recherchons le mutisme du monde, son rejet de nous-même. Rosa l'affirme : nous sommes bien tous au monde. Mais de quelle façon souhaitons-nous l'être ? Dans un rapport de constante agression de tout ce qui peuple la terre ? Nous serions loin dans ce cas de mener une « vie bonne » comme peuvent l'entendre une majorité d'individus.

Entrer en résonance

Hartmut Rosa refuse toutefois de se laisser aller à un pessimisme intégral. Son concept de « résonance » pourrait être parfaitement illustré par ces mots de Jean-Jacques Rousseau : « *L'homme qui a le plus vécu n'est pas celui qui a compté le plus d'années, mais celui qui a le plus senti la vie.* » Dans *Oblomov* de Gontcharov, le personnage d'Olga utilise le verbe « sur-vivre » pour caractériser son désir de vivre plus intensément, plus profondément, contrairement au héros qui sous-vit et finit par en mourir.

Dans son ouvrage *Résonance, une sociologie de la relation au monde*⁴, Rosa définit ainsi son concept comme étant « *le résultat et l'expression d'une forme spécifique de relation entre deux entités, en particulier entre un sujet de l'expérience et des fragments du monde qui viennent à lui.* » En des termes plus profanes, cette résonance peut être comprise comme une sensibilité accrue et surtout sincère envers notre environnement, comme une ouverture par une plus grande évocation des sens (regarder un paysage et non le voir, écouter le chant d'un oiseau, même quelques secondes et non pas le laisser constamment en arrière-fond de notre vie, sourire à un inconnu plutôt que baisser la tête). La résonance est loin d'être passive en ce qu'elle suppose « *l'éclair d'un espoir d'assimilation et de réponse dans un monde qui se tait* ». Et qui dit sensibilité à la résonance dit sensibilité à l'aliénation. Des blessures ou conflits ne naît pas forcément une carapace de dureté mais au contraire une plus grande empathie. C'est la « *corde vibrante reliant un sujet et le monde* », ou un sujet et un autre sujet, qui peut être nourrie et évoluer car « *les relations au monde sont toujours dynamiques* ». Rien d'inné ou presque dans cette capacité à entrer en résonance. D'ailleurs, Rosa, citant le philosophe marxiste Herbert Marcuse, rappelle que « *la société capitaliste libéralisée et répressive [...] produit entre l'homme et le monde une aliénation fondamentale* », qui touche toutes les sphères de nos vies. Le cas de l'amour et de la sexualité est un bon exemple. À l'heure de la généralisation des applications (70 % des rencontres se font ainsi), le risque est grand de voir se développer une sexualité mécanique et désertotisée. Le « coup de foudre », les palpitations, Frédéric touchant le poignet de Madame Arnoult chez Flaubert, une femme dansant brièvement avec un homme dans *La foule* d'Edith Piaf... La littérature et les autres arts regorgent d'histoires montrant le potentiel érotique de toute rencontre physique. S'inspirant toujours de Marcuse, Rosa avance qu'il est tout à fait possible de « *vivre une sexualité sans résonance* » dans une société « *hypersexualisée où les énergies libidinales peuvent être rapidement évacuées sous forme pornographique ou dans d'autres actes sexuels non résonants* ». L'amour, quant

⁴ Hartmut Rosa, *Résonance, une sociologie de la relation au monde*, La Découverte, 2018, 718 pages.

à lui, est intrinsèquement une résonance entre deux sujets et aussi entre les sujets et le monde extérieur, « *celui qui est amoureux se trouve placé dans le monde d'une manière entièrement nouvelle car il dispose à présent d'une corde vibrante qui le relie au monde* ».

Autre exemple de résonance, tout aussi universel : le désir de laisser une trace dans le monde. Hartmut Rosa montre que la création artistique, le couple, l'enfantement, sont autant de moyens de « *laisser sa trace de son passage dans le monde et de marquer une différence* ». « *La procréation, en ce sens, est aussi une production de monde* », ajoute-t-il. De là à conclure à l'existence d'une nature humaine, il n'y a qu'un pas. Car si les autres animaux laissent une trace, ils ne sont pas animés du même désir de reconnaissance. Certains sont même de parfaits solitaires la plupart du temps. Cultiver la résonance au monde, pour l'Homme, serait donc un moyen parmi d'autres de contrebalancer cette pensée très juste et intemporelle d'Octavio Paz : « *La solitude est le fond ultime de la condition humaine. L'homme est l'unique être qui se sente seul et qui cherche l'autre.* » ♦

Ella Micheletti



Littérature

Cabane : le grand roman de l'effondrement n'est pas encore écrit

Berkeley, au tournant des années 1970 : quatre étudiants conçoivent scientifiquement le « Rapport 21 » qui annonce, à grand renfort d'équations, la fin de notre monde. L'impact psychologique est profond sur les quatre *boomers* dont Abel Quentin retrace le parcours imaginaire.

Sélectionné pour le prix Goncourt dès son premier livre, *Sœur* (2018), qui arpentait le terrain miné de la radicalisation religieuse, lauréat du Prix de Flore pour *Le Voyant d'Étampes* (2021), évoquant les dérives identitaires, Abel Quentin, s'est rapidement imposé sur la

scène littéraire comme le spécialiste des questions qui fâchent. De fait, pour son troisième livre *Cabane* (2024), toujours fidèle aux éditions de L'Observatoire, Quentin s'empare du sujet fondamental de notre époque : le grand collapsus qui s'annonce, l'inexorable rupture de notre système industriel basé sur l'exploitation incessante des ressources limitées sur une planète en surchauffe.

Toutefois, Quentin ne se contente pas d'écrire des romans à thèse. Il donne vie à ses personnages, les ballote au gré de leurs angoisses, parfois de leur folie et toujours de leurs nécessités. Son dernier ouvrage est ainsi traversé par des éléments aussi variés que l'université de Berkeley à l'ère de la contre-culture, le satanisme, les compagnies pétrolières de la Mitterrandie, la mentalité mormone et le

complotisme *new-age*, une liste loin d'être exhaustive. Quant à la fameuse *Cabane* éponyme, elle doit beaucoup à celle du singulier Unabomber, un célèbre scientifique, ermite et terroriste américain adepte d'une écologie (très) radicale.

Le cœur de l'intrigue se noue en Californie, au début des années 1970. Poussés par un universitaire spécialiste de la dynamique des systèmes et avec l'aide de l'informatique balbutiante, quatre bons élèves de Berkeley s'attèlent à modéliser l'avenir du monde industriel. Las, les équations du « Rapport 21 » ne laissent entrevoir que des perspectives calamiteuses, une Terre presque invivable au mitan du XXI^e siècle. Plombés par cette prophétie, les quatre étudiants tracent leur vie de façons diverses. Tandis

que les époux Mildred et Eugene Dundee deviennent des pionniers de l'écologie décroissante, le Norvégien Johannes Gudsonn s'enferme dans un mysticisme ésotérique et le Français Paul Quérillot mène, dans un déni cynique, une existence hallucinée et jouisseuse de grand bourgeois libéral. Pour relier les éléments, et surtout pour enquêter sur la disparition de Gudsonn, Gary, un jeune journaliste français, devient le narrateur dès le milieu du roman. C'est à partir de là que l'aventure littéraire déraile.

Enquête trop lisse dans un monde poisseux

Si, en première moitié, Quentin crée de longs et intéressants récits biographiques, que l'on aurait toutefois souhaités écrits de manière plus élégante, *Cabane* prend ensuite des allures de polar, à l'américaine ou à la scandinave, non sans une certaine naïveté confinant au kitsch. C'est d'autant plus gênant que le

livre entremêle les styles disparates et les niveaux de langue, comme s'il était écrit à plusieurs mains sur un coin de table. Cela peut laisser rêveur lorsqu'on se souvient que l'auteur est un prix de Flore, un demi-finaliste du Goncourt, qui revendique une entrée en littérature inspirée par Proust...

Faute de madeleines, de jeunes filles en fleurs et surtout d'un vrai travail littéraire, *Cabane* se condamne à rester sur une étagère « bis » ou « ter » de petits romans alternatifs, tant il semble dépassé par ses modèles. D'ailleurs, ce n'est certainement pas le principe de l'hommage à la littérature de genre qui laisse un goût étrange, mais bien son exécution. En cédant la narration à ce Gary, jeune reporter de presse magazine qui dispose de temps, d'argent et d'un lectorat (un profil assez improbable en 2024), l'auteur fait entrer un personnage beaucoup trop lisse dans un monde cafardeux qui convoque

plutôt des débauchés roublards et des dépressifs de haut vol. Abel Quentin a beau se réclamer ouvertement de Philip Marlowe, détective star des romans noirs de Raymond Chandler, il atterrit loin de sa cible.

Sinistre tableau d'ensemble

Il est difficile de pardonner à une œuvre littéraire aussi documentée et à une galerie de personnages pleine de promesses de prendre si peu d'ampleur, alors que l'histoire s'étale sur 470 pages. Le double n'aurait pas été un luxe pour offrir davantage de souffle au roman et, par là même, apporter bien plus de précisions sur l'existence de quatre scientifiques conscients d'une catastrophe imminente. Il faut ainsi se contenter d'ébauches un peu schématiques, ce qui est d'autant plus dommage que Quentin parvient tout de même à transmettre les obsessions effondristes de ses protagonistes. C'est notamment le cas lorsqu'il

leur fait parler Mildred Dundee du sinistre « *tableau d'ensemble* » qu'est le monde vu à travers le prisme de la dynamique des systèmes. Pour elle, chaque geste insouciant du quotidien mène inexorablement à un avenir terrible, « *une décharge putrescente sur laquelle des enfants jouent avec un morceau de pneu, sous un soleil vert* ».

Si l'ouvrage est malhabile, le sujet est au moins grandiose. Rappelons d'ailleurs que le « Rapport 21 » s'inspire d'un véritable document édité par le MIT en 1972. Il s'agit du rapport Meadows sur « *Les limites à la croissance (dans un monde fini)* », dont les prédictions plutôt sombres semblent se confirmer, en dépit des vives réserves formulées en son temps par le « Nobel d'économie » Friedrich Hayek. Regrettons qu'Abel Quentin, pourtant ambitieux, n'en ait tiré qu'un polar assez faible et non le grand roman d'une époque. ♦ **Pierre Bonnay**



Réf. : Abel Quentin, *Cabane* (Éditions de l'Observatoire, 2024, 477 pages).

Musique

Dominique A, la lumière et la poésie

Chanteur dont l'œuvre singulière s'étend sur plus de trente ans, Dominique A sort cet automne *Quelques lumières*, un projet rétrospectif ambitieux, bien plus qu'un *best of*. Les chansons, souvent connues, parfois confidentielles, sont réorchestrées pour ce double album constitué de quatorze titres symphoniques et

quatorze acoustiques.

S'il lorgne, à grand renfort de cordes, vers l'emphase de Divine Comedy, ce *Quelques Lumières* de Dominique A est surtout une divine surprise. La première partie symphonique du double album, la plus réussie, apporte en effet un surcroît d'intensité à une discographie parfois un tantinet spleenétique. C'est perceptible dès le morceau d'ouverture, *L'Écho*, qui prend des airs enthousiastes de music-hall. Plus loin, le titre *Immortels*, composé pour Alain Bashung, se pare d'une fébrilité quasi héroïque, franchement rafraîchissante.

La singularité du disque doit beaucoup à ses conditions d'enregistrement. Tandis que la partie acoustique a été rapidement enregistrée dans un studio de jazz avec les musiciens de la dernière tournée, la partie symphonique s'est conçue avec l'accompagnement de l'Orchestre de chambre de

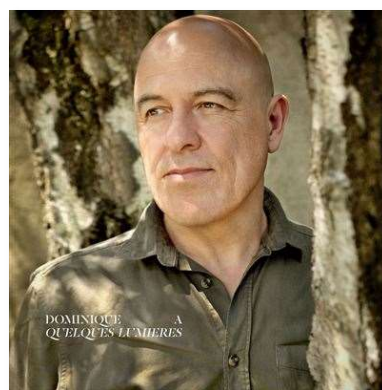
Genève, dont Dominique A s'entoure d'ailleurs pour une série de concerts jusqu'à la fin de l'année. Une manière singulière de célébrer trente ans de carrière (un peu plus, en réalité) et surtout de ponctuer une période très prolifique qui a vu le chanteur produire six albums en une douzaine d'années. Quatre sont d'ailleurs particulièrement ambitieux, le duo constitué de *Toute Latitude* et *La Fragilité* (2018), le séduisant *Vers les lueurs* (2012), et surtout l'harmonieux *Eléor* (2015).

Du spleen au théâtre

Pour ces *Quelques lumières*, c'est avec la minutie d'un artisan que Dominique A s'est penché sur ses réorchestrations, recontextualisant les textes sans les brutaliser. Ainsi, parmi les adaptations les plus élégantes figurent *Le Courage des oiseaux*, un tube originellement rapide et électronique, désormais

déclamé avec une touchante hardiesse.

Si le passage au symphonique est un exercice délicat, tant le risque est grand de se noyer dans l'eau de rose, Dominique A parvient à faire joliment muer ses œuvres, notamment en théâtralisant son interprétation. *Immortels*, évoquée plus haut, précède ainsi une séquence dramatisée, très fiévreuse, dans laquelle le chanteur conte *Corps de ferme à l'abandon*, mélange d'autobiographie et de fantasme fictionnel. Dans ce cas, comme dans les parties plus calmes de cet opus, les textes de Dominique A conservent toute leur grâce en changeant d'atours. C'est parce qu'ici, le violon et le piano ne sont pas convoqués par un dandy pour faire vibrer la chansonnette ; ils sont humblement offerts par un poète pour illuminer ses odes. ♦ P. B.



Ref. : Dominique A, *Quelques lumières* (Cinq 7 / Wagram Music), 2024.

Cinéma

La gloire laborieuse d'Aznavor

Mehdi Idir et Grand Corps Malade retracent sur grand écran la vie et l'œuvre de la plus grande star française de ces dernières décennies. Touchant mais sans excès de complaisance, ce portrait s'adresse avant tout à ceux qui connaissaient mal l'homme dernière l'artiste.

Le biopic est devenu un genre banalisé, pour ne point dire envahissant. Rares sont désormais les productions qui le

révolutionnent et ce *Monsieur Aznavour* offert aux spectateurs cet automne n'en sera pas. Mais pourquoi boudier son plaisir alors que le film offre d'indéniables attraits à commencer par l'interprétation de Tahar Rahim dans le premier rôle ? L'acteur a brillamment transformé sa voix pour la confondre avec celle qui, voilée et atypique, fit la marque et le charme du répertoire d'Aznavour. Au casting parfait – on se régale du jeu de Bastien Bouillon dans le rôle sympathique de Pierre Roche et de celui de Marie-Julie Baup grimpée en Edith Piaf – s'ajoute une mise en scène élégante. Traversant le XX^e siècle, véritablement immergé dans les tourments de chaque époque grâce aux décors méticuleux et à une bande-son qui laisse une large place à la musique, le public accompagne Aznavour sur la route du succès. Une route pavée de drames, de désillusions et de coups durs, mais de laquelle l'opiniâtre auteur-

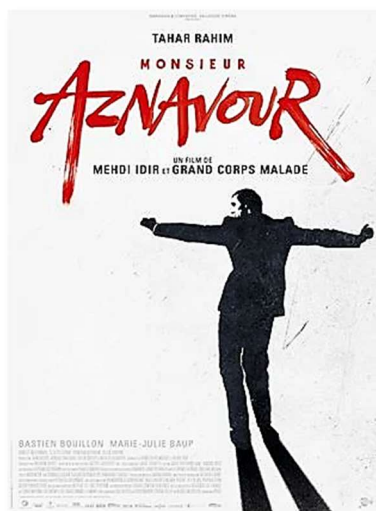
compositeur-interprète, certain de sa bonne étoile, n'a jamais voulu se détourner. Ni les moqueries polies du milieu artistique, ni les injures odieuses de la critique musicale, ni même la circonspection des premiers auditeurs n'eurent raison de la volonté d'Aznavour, bosseur acharné et orgueilleux, « *de réussir, de gravir les sommets* ». Pour ce fils d'immigrés arméniens qui avait connu la misère du Paris populaire des années 1920 et 1930, l'angoisse d'une rafle dans la capitale occupée alors que les nazis traquent le réseau de Missak Manouchian, ami de la famille de Charles, puis la galère du chanteur de bar désargenté, c'était vivre un rêve éveillé que de devenir tête d'affiche en France d'abord, dans la monde entier ensuite... Inventés ou non, comment ne pas ressentir un petit frisson devant certains tableaux, à l'instar de la scène où Aznavour déboule aux États-Unis pour y

défier respectueusement Sinatra : « *J'aurais réussi quand j'obtiendrai le même cachet que toi, Frank* » ou lorsqu'il propose au jeune Johnny Halliday de lui offrir sa chanson *Retiens la nuit* ?

Bien qu'il possède le mérite de la fluidité, on pourrait regretter le classicisme formel choisi par les deux réalisateurs, qui s'en tiennent à un récit strictement chronologique. Comme dans la plupart des biopics, il y aurait beaucoup à dire sur ce qui est développé et ce qui aurait mérité de l'être davantage. Deux heures et dix minutes ne sont pas de trop pour raconter le parcours personnel et artistique riche et tumultueux d'Aznavour, mort en 2018 à l'âge vénérable de 94 ans. Nulle illustration par exemple de sa carrière cinématographique ou de ses contributions théâtrales, si ce n'est deux allusions, l'une à François Truffaut, l'autre à Frédéric Dard, que saisira le seul

public averti. De même, les trois dernières décennies de son existence sont-elles écartées du film, qui s'achève sur l'annonce de sa disparition associée à des images du tremblement de terre en Arménie (1988). La trame suivie par Mehdi Idir et Grand Corps Malade, également auteurs du scénario, se tisse autour du tempérament d'Aznavour, clef de sa réussite. Optimiste résolu et perfectionniste évident, il ne se départit pas d'un égoïsme qui le font sacrifier sa famille (séparation avec sa première femme, conflits avec la seconde, mal-être et mort de son fils naturel Patrick) ni d'un caractère difficile pour ses proches. *Monsieur Aznavour* s'affirme bien comme un hommage admiratif à l'un de ces rares chanteurs français dont le succès déferla sur les cinq continents. Évitant l'hagiographie, il montre aussi que le personnage, ô combien admirable et méritant, n'était ni un

saint ni un tendre. ♦
P.-H. P.



Réf. : *Monsieur Aznavour* (2024). Film français réalisé par Mehdi Idir et Grand Corps Malade. Avec Tahar Rahim, Camille Moutawakil, Bastien Bouillon. Sorti le 23 octobre 2024.

Exposition

Travelling sur l'horizon de Chantal Akerman

En partenariat avec le Palais des Beaux-Arts de Bruxelles, la Fondation Chantal Akerman et la Cinémathèque royale de Belgique, le centre parisien du Jeu de Paume propose cet automne *Travelling*, une série d'installations consacrées à la très

singulière cinéaste belge disparue en 2015. S'y dévoile un matériel foisonnant qui s'adresse avant tout aux connaisseurs, mais aussi aux esprits ouverts à la découverte d'une œuvre foisonnante, souvent expérimentale.

Pour de nombreux cinéphiles, Chantal Akerman est avant tout l'autrice de *Jeanne Dielman, 23, quai du Commerce, 1080 Bruxelles* (1975). Dans ce drame de plus de trois heures, froid comme un jour d'hiver dans la capitale belge, Delphine Seyrig campe une femme fatiguée par la pesanteur du quotidien, qui se prostitue pour tenir son modeste foyer. Aliénation de la femme, répétition et décomposition des gestes : Jeanne Dielman contient certains des motifs matriciels de l'œuvre akermanienne. Rien d'étonnant, donc, à ce que l'exposition s'ouvre sur l'installation « *Woman sitting after killing* » (présentée à la Biennale de

Venise en 2001), qui dissèque la scène finale du film diffusée sur sept écrans cathodiques identiques, mais en très léger décalage temporel, comme pour susciter un vertige.

Ce sont d'ailleurs plusieurs déambulations entre les écrans cathodiques qui attendent les visiteurs de l'exposition *Travelling*. Deux autres dispositifs du genre sont en effet présents, notamment « *Selfportrait / Auto-biography : A work in progress* » (1998), dans lequel l'artiste tente de se définir à travers certains extraits de ses films dispensés sur six écrans. Plus imposante, l'installation « *D'Est, au bord de la fiction* », créée en 1995, reprend les images du documentaire *D'Est*, que la cinéaste a tourné deux ans plus tôt, lorsque l'Europe de l'Est se dévoilait comme un monde parallèle sortant d'une longue léthargie. Ainsi, dans une pièce sombre, Akerman offre

une spatialisation de son film sous une forme kaléidoscopique. Un film qui est lui-même conçu comme une succession de plans fixes et de travellings – encore un motif akermanien, et pas des moindres, puisqu'il donne son titre à l'exposition.

Festival à usage unique

Si le Jeu de Paume offre avant tout une exposition vidéographique, elle propose aussi une somme de documents, un matériel pléthorique avec diverses formes d'écrans, mais aussi des photographies, des dossiers comprenant scénarios, dialogues, critiques de presse... C'est tout un « atelier Akerman » interactif qui s'offre aux visiteurs, surtout les plus patients, qui sauront manipuler les fac-similés. Les connaisseurs y trouveront peut-être de quoi assouvir leur curiosité, les moins avertis y verront plutôt un mystère à dénouer. Mais nul n'y trouvera aisément les clés nécessaires pour comprendre une

réalisatrice protéiforme, quoique toujours assez formaliste.

Chantal Akerman a balayé les champs de la fiction, du documentaire, de l'exploration de soi, avant de se donner la mort il y a neuf ans. Son cinéma est imprégné d'un certain rapport au monde, notamment forgé par l'homosexualité et par un séjour américain assez précaire dans les années 1970. Surtout, sa mère était une commerçante rescapée d'Auschwitz, ce qu'elle raconte face à la caméra de sa fille dans son ultime documentaire, *No Home Movie* (2015). Pour tenter d'appréhender la cinéaste dans toute sa complexité, le Jeu de Paume propose d'ailleurs, tout au long de l'automne, des séances de films introduites par divers artistes et critiques. Pendant ce temps, un cycle Akerman investit les salles d'art et essais, à Paris et en Province. Seize films sont ressortis en deux vagues : ceux d'avant 1993 depuis le

25 septembre et ceux d'après 1996 depuis le 23 octobre.

On l'aura compris, *Travelling* est bien plus qu'une exposition saisonnière, c'est presque un festival Akerman, en tout cas un dispositif-hommage particulièrement ambitieux dont les salles du Jeu de Paume constituent le centre névralgique. Toutefois, avec le côtoiement, dans un même espace, d'installations expérimentales radicales et d'une salle de recherche ludique, le centre parisien explore des pistes disparates et offre ainsi un ensemble un peu confus. ♦

P. B.

Info. : *Chantal Akerman : Travelling*, Jeu de Paume (Paris). Exposition ouverte jusqu'au 19 janvier 2025.





Une jeunesse sous les radars

Partie 2 : « La jacquerie des doudous »

Un témoignage de **David Langois-Mallet**

*Formateur en culture générale pour les classes de
BTS et en histoire-géo auprès des centres de formation d'apprentis (CFA).*

Est-il devenu impossible d'enseigner l'histoire de France aux jeunes d'aujourd'hui, notamment issus de l'immigration ? Un débat constructif sur la colonisation peut-il encore se tenir dans une salle de classe ? David Langois-Mallet, enseignant, propose des éléments de réponse à travers son expérience personnelle avec les élèves, bien différente des clichés médiatiques.

105

Les classes de BTS (BAC+2), cœur de mon activité, nous offrent des étudiants déconcertants, à cheval sur trois continents. Si, bien sûr, les cours sont en français, autour du programme français et mon activité consiste, vaille que vaille, à les attacher à des références culturelles françaises, la grande majorité des élèves sont issus d'une culture familiale (ou nationales) africaine. Mais surtout, le trait d'union entre eux se fait à l'aide de la culture états-unienne. Leur manteau d'Arlequin culturel pioche ainsi continuellement des pièces hétéroclites dans trois directions. Ces consommateurs de réseaux sociaux US, croquent le McDo de leur pose en classe, en parlant du pays ou de religion dans la langue de Molière comme Monsieur Jourdain faisait de la prose, sans en être conscients.

On ne peut s'empêcher de se dire en les voyant à l'aise comme des poissons dans leur sauce trois parfums, qu'à contre-pied de la scène géopolitique qui place gravement en confrontation l'Afrique et l'Europe (et plus encore la France et ses anciennes colonies à coup d'interventions militaires et de sans-papiers dérivants en Méditerranée), l'avenir que dessine cette jeunesse a déjà choisi de ne pas choisir. Africaine de cœur, française d'expression, états-unienne de mentalité, elle sera un trait d'union, un trait vague comme le flou de ses repères, mais un lien vivant. Elle semble avoir métabolisé passivement, avec indifférence, les origines africaines d'*homo sapiens* comme son destin commun de fan de la NBA ; l'histoire coloniale au même rang que le

ressentiment décolonial, et le mesquin petit pays de Macron, dans les grandes pantoufles de la grandeur gaullienne.

Un de ses traits semble être par conséquent une grande tolérance aux avis de ses semblables. Ce mois-ci, une classe m'a ainsi demandé un débat : « *Le racisme anti-blanc existe t-il ?* » Le sujet, entre politiques, sur un plateau télé, aurait sans doute viré au drame, s'il avait passé la barrière de l'interdiction pure et simple pour cause de « *relents nauséabonds* ». Deux groupes opposés de la classe (un peu blancs contre noirs) ont échangé civilement leurs désaccords, comme des duellistes de jadis se faisaient passer leurs cartes. Et nous avons pu conclure à la fois que toute minorité quelle qu'elle soit pouvait être l'objet d'une discrimination d'un groupe plus nombreux, mais qu'il y avait, dans le racisme antinoir, le caractère d'une discrimination particulière, la dévalorisation et le rattachement à des particularités rabaissantes que les blancs ne connaîtraient jamais.

Plus compliqué semble être l'accommodement des religions et des mœurs. C'est aussi le fait plus marquant pour des profs qui, comme moi, appartiennent à une génération élevée à l'école primaire dans les années 1970. Époque où la controverse religieuse appartenait au folklore des familles et où à la fois le libertinage, même excessif, avait pignon sur rue dans la normalité les petites lucarnes, mais où la pornographie était inconnue, cantonnée à quelques cinémas pour vieux pervers aux titres amusants. À ceux qui aiment le dépaysement, nos jeunes amis offrent une terre mentale de contrastes saisissants. On voit ainsi des grands dadais de vingt-cinq ans, rougir et se voiler les yeux parce qu'une fesse est passée à l'écran lors de la rituelle scène du lit d'un film français comme tous les autres. Les mêmes qui sur leur portables, à la pause, verront des scènes bien plus compromettantes. Mais surtout la religion est devenue un sujet incontournable pour cette génération. Filles voilées du Maghreb, ignorant que leurs grands-mères allaient cheveux au vent ou catholiques africaines, petits barbus ou jeune antillais dévot. Que l'on harcèle le prof de questions sur Jésus ou que l'on se définisse par son rang à la mosquée, on s'interpelle à la pause entre garçons et filles avec cette grave question qui semble à la fois diviser et unir. « *Et toi ? Tu te marierais avec quelqu'un qui ne serait pas de ta religion ?* » S'ils n'ont pas du tout envie de disputes religieuses, ils se trouvent plutôt perplexes, de chaque côté d'un gouffre des imaginaires, et se demandent gravement s'ils ont le droit de les combler.

La famille, difficultés économiques et liens plus récents avec la terre de l'immigration aidant, c'est la valeur très présente dans les récits spontanés, exprimée parfois de façon touchante et traditionnelle

La triangulation de l'enseignant

Évidemment dans ce contexte, transmettre certains savoirs admis, par exemple, relatif aux débuts d'*homo sapiens* n'est pas neutre et ne va pas sans contestations. Darwin, quoique barbu comme un prophète du Livre, étant un peu Haram, il faut rappeler que l'on n'est pas là pour transmettre la vérité de l'imam, du rabbin, du prêtre ou du pasteur (les trois exemples hors contexte n'étant bien sûr là que pour justifier de ne pas « stigmatiser » une religion). Simplement pour faire partager l'état des recherches du monde scientifique et des paléo-anthropologues.

Ailleurs, dans d'autres salles de classe de plus jeunes, la religion, en l'occurrence l'Islam, est déjà devenue bien plus qu'une pratique communautaire ; par exemple chez les jeunes pro du football, que le prof découvre presque tous à genoux sur leurs doudounes de footeux, transformés en tapis de prière. C'est un marqueur d'appartenance au groupe, peut-être plus fort que le maillot — appelé lui à changer en fonction des recrutements — au point que même les petits Dupont blonds se prosternent en classe à la pause durant le Ramadan.

Ceux que certains sociologues qualifient parfois de « petits blancs », les enfants de la classe populaire ayant la culture française à la maison, représentent sans doute un tiers de l'effectif, mais surtout d'ailleurs l'angle aveugle des classes. Face à l'affichage des religions, Islam pour les nord-africains, catholicisme pour les afro-équatoriens, ils gardent généralement le silence. Les non-dits et quelques mots par-ci par-là laissent à penser qu'ils oscillent entre l'indifférence de l'antiracisme laïc et le lepénisme discret.

Même si l'Islam militant fait tout pour qu'on le remarque, l'indifférence individualiste est sûrement la vraie religion dominante. Elle étend son empire aux opinions politiques. L'engagement militant ne concerne que quelques rares élèves. Mais quelques valeurs font consensus, l'antiracisme par exemple. Qui est moins une espèce de point de vue moral « en extériorité », comme le voyaient les prêcheurs des années 1980, qu'une pratique évidente venue de la mixité ethnique partagée depuis l'enfance. La réprobation tacite pour le crime de masse planifié de Gaza en fait partie, et parfois un certain rejet de l'impérialisme occidental, en particulier des États-Unis, bien qu'ils soient pleinement sous influence culturelle anglo-saxonne. Pour l'anecdote amusante, j'avais un jour posé la question de leur définition du pouvoir de séduction (*soft power*) des États-Unis. « *Il n'y en a pas Monsieur, les États-Unis, c'est que foutre la merde par la guerre !* » s'était écrié un grand gars. Quelle que soit la pertinence de la remarque et la

valeur de l'engagement, j'avais demandé à la classe de simplement se retourner et de juste le regarder. « *Voilà, le pouvoir de séduction d'une culture, c'est ça !* » Il portait un grand maillot : NBA. Et il a été le premier à en rire.

Dans les rédactions libres, on découvre des pans d'eux-mêmes. Au premier rang desquels la grande place accordée à la famille. Là encore on est à rebours d'une France des années 1970, celle de mes parents, où il fallait avoir tourné la page à dix-huit ans et proclamer son indifférence sous peine d'être déchu de sa qualité d'adulte. La famille, difficultés économiques et liens plus récents avec la terre de l'immigration aidant, c'est la valeur très présente dans les récits spontanés, exprimée parfois de façon touchante et traditionnelle, comme cette jeune d'une famille indienne qui partageait en poésie,

une dévotion sans doute culturelle, mais aussi profondément vécue pour ses parents. L'absence des pères se lit parfois dans la douleur sans fond de certains garçons, comme le rôle omnipotent de la mère et de la belle-mère pour les filles, en particulier dans l'acceptation ou le refus



du fiancé dans les familles maghrébines. Se fait jour tout un pan de la vie des jeunes-femmes adultes, marquées par le respect des valeurs traditionnelles du bled, la séparation des groupes de femmes, la vie de village, rêvée ou vécue lors des vacances. Ces récits féminins qui vont jusqu'à la confiance intime, par exemple au sujet de compagnons violents et déséquilibrés. La « relation toxique » comme l'intervention des mères étant vécus comme un double signe du destin et de la fatalité, presque une juste punition de ces grandes enfants, qui dans une situation traditionnelle, auraient sans doute au même âge été mères à leur tour plusieurs fois déjà.

Je ne dirais pas pourtant qu'ils sont sans engagement. Un sujet les enflamme, une cause ardente ne demande qu'à brûler en eux. Leur portable. Ce qui est sans doute l'outil symbolique de l'individualisme consumériste est une véritable obsession, une affection, une addiction. Ils ne peuvent pas s'en passer. C'est leur doudou. Les en priver le temps d'un cours, c'est poser un véritable attentat, créer un schisme dans leur croyance la plus ancrée. Les séparer un instant de leur précieux, c'est pire que de désunir une famille, forcer à l'abandonner d'un enfant. Il peut y avoir de véritables révoltes face à des interdictions strictes, des cris du cœur pitoyables en cas de confiscation en cours.

L'indiscipline individualiste, dont le portable est le prétexte, reste un trait caractéristique de cette génération porté à la sédition permanente de basse intensité.

Qu'il s'agisse de frauder avec son portable, de bavarder ou de faire croire au besoin d'aller aux toilettes, la génération Z est connue pour son refus pathologique ou son incapacité à la discipline collective. Ce qui, peut-être, la sauvera (ou la perdra) dans les effondrements qu'elle aura à affronter. Mais en attendant, tous les enseignants se plaignent des dormeurs, des agités du bocal (le « pétage de plomb », bien qu'individuel lui aussi, n'est pas une rareté). Il est d'ailleurs pas inintéressant de noter qu'en culture

**L'indiscipline
individualiste, dont le
portable est le
prétexte, reste un trait
caractéristique de cette
génération porté à la
sédition permanente
de basse intensité**

générale ou en français, la perturbation vient toujours d'élèves très peu confiants en eux, que la réflexion, la lecture ou l'écriture confrontent à une angoisse, un échec, à une dévalorisation. Et tout cela se matérialise et se retrouve dans le pianotage des touches, le visionnage de vidéo en cours, l'envoi de photos ou la consultation des réseaux...

Mais au final, si l'enseignant assume avec rondeur de couper une addiction et de les délivrer d'une peine pour leur bien, de les priver comme des nourrissons de leur doudou, ils finissent par se ranger, presque avec une sorte de plaisir masochiste car il y a au fond d'eux une conscience de l'aliénation aux écrans et de la crétinisation qui en découle. De même, un désir d'autorité quasiment parental. Aborder franchement avec eux, en adulte cette fois, le sujet de la crétinisation de la société, de la baisse de qualité de la nourriture qui les alimente ou des chansons que le marché leur donne à aimer, de la baisse du QI lié à l'abus de vidéo de 20 secondes... les touche, les implique dans leurs études et les rend attentifs aux solutions proposées pour s'en désengluer. Car au fond, ils sont bien conscients de vivre « une relation toxique » (expression qu'ils aiment) aux écrans. Tant il est vrai que la majorité d'entre eux s'évanouissent si on leur donne une page à lire.

Et pourtant, charge à nous de faire entrer un peu de Balzac dans tout ça... ! ♦

David Langlois-Mallet

La revue *Cité*

s'est conçue, avec sa collection initiale (1982-2007), comme un espace d'articulation des idées politiques aux enjeux de la société contemporaine. Dans sa nouvelle formule, lancée en 2022 par des auteurs indépendants et issus d'univers socio-professionnels variés, *Cité* souhaite offrir chaque semestre à ses lecteurs un regard singulier sur une thématique actuelle. À travers les analyses des contributeurs permanents ou de personnalités sollicitées, cette revue politique entend d'abord défendre, dans un contexte de globalisation économique, financière et culturelle, le rôle structurant de l'État républicain contre toutes les formes de féodalités. Elle s'intéresse ainsi à redonner tout son sens à la notion de bien commun, à œuvrer pour la pérennité de notre modèle de souveraineté nationale et populaire et entend contribuer à parfaire le modèle social. Elle s'attachera donc aussi à déconstruire les principes de l'idéologie néolibérale et technomarchande.



Abonnez-vous à la revue !

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____

Adresse électronique : _____ @ _____

Date et signature

* * *

Cochez l'offre souhaitée :

☐ **Offre abonnement 1 an (2 numéros) au format imprimé (+ format numérique gratuit) : 20,00 € (frais de port inclus).**

☐ **Offre abonnement 1 an (2 numéros) au format numérique : 13,00 €.**

☐ **Offre abonnement 2 ans (4 numéros) au format imprimé (+ format numérique gratuit) : 40,00 € (frais de port inclus).**

☐ **Offre abonnement 2 ans (4 numéros) au format numérique : 25,00 €.**

► Paiement par chèque à l'ordre de l'**IFCCE/Cité** à joindre avec le présent coupon et à expédier à l'adresse suivante : IFCCE Revue *Cité* – 36-38, rue Sibuet, Bloc C, B.A.L. 13, 75012 PARIS.

► Tout abonnement commence à courir à compter du premier numéro paru postérieurement à la date de réception du paiement.



S'abonner ou acheter *Cité* au numéro
directement en ligne : <https://revuecite.fr/abonnement/>

Cité est imprimé en France (Sartrouville)
par la société ATENOR

États-Unis et Europe : les liaisons dangereuses

DOSSIER

- ◆ *L'Europe vue du Queens*, préface de **DOMINIQUE DECHERF**
- ◆ « *Les Américains croient de moins en moins au mythe du Rêve américain* », entretien avec **Marie-Christine BONZOM**
- ◆ *Le sentiment anti-européen aux États-Unis : de l'histoire à la politique*, par **Augustin BELLOC**
- ◆ « *Sans l'OTAN, les pays européens sont incapables d'intervenir militairement* », entretien avec **Catherine DURANDIN**
- ◆ *L'extraterritorialité : la machine de guerre extrajudiciaire des États-Unis d'Amérique*, par **Olivier DE MAISON ROUGE**
- ◆ « *Les deux Amériques de l'ultra-conservatisme et du wokisme sont exportées dans les sociétés occidentales* », entretien avec **Olivier AMIEL**
- ◆ *Un dollar contesté mais toujours dominant*, par **Frédéric FARAH**

MAGAZINE

◆ RECENSIONS

ESSAIS : *Une Monde sans l'Amérique* (F. Heisbourg), *La Ville néolibérale* (G. Pinson), *La Désobéissance civile* (G. Hayes, S. Ollitrault), *Des Électeurs ordinaires* (F. Faury), *La Droitisation française* (V. Tiberj) – LITTÉRATURE : *Cabane* (A. Quentin) – MUSIQUE : *Quelques lumières* (Dominique A) – CINÉMA : *Monsieur Aznavour* (M. Idir, Grand Corps Malade) – EXPOSITION : *Chantal Akerman : Travelling*

◆ CHRONIQUE : « NOS AUTEURS CHEZ LES LIBRAIRES »

Le regard des jeunes sur une Europe déjà vieille, entretien avec **Frédéric FARAH** à propos de son livre *No Frexit*

◆ CHRONIQUE : « UNE ŒUVRE À DÉCOUVRIR »

Hartmut Rosa. De l'aliénation à la résonance, par **Ella MICHELETTI**

◆ CHRONIQUE : « HORS DES SENTIERS BATTUS »

Une jeunesse sous les radars (Partie 2), par **David LANGLOIS-MALLET**